



MARDI 4 FÉVRIER 2020

« Panneaux solaires : je voterai pour lorsqu'ils parviendront à leurs faire produire de l'électricité... la nuit. Pour le moment... on flush. »

- ▶ Commentaires sur le texte de Harvey Mead : Laure Waridel – le vide marquant une pause finale? (2) p.1
- ▶ Le boom de la production américaine de pétrole interrompu (Matthieu Auzanneau) p.1
- ▶ Collapsologie et croyances en la fin du monde (Loic Steffan) p.11
- ▶ Collapsologie : différence entre savoir et croyance (Loic Steffan) p.15
- ▶ [Dossier :] La croissance verte est-elle possible ? (Jason Hickel) p.19 à 37
- ▶ Les marchands d'illusions vertes occidentaux, des USA à la France, de Bill McKibben à Cyril Dion (Nicolas Casaux) p.37
- ▶ Australie: 250 scientifiques réclament des "actions urgentes" du gouvernement p.42
- ▶ Exxon : Un géant du pétrole en crise (Nick Cunningham) p.43
- ▶ Les faillites pétrolières atteignent des niveaux inquiétants (Robert Rapier) p.45
- ▶ Un refuge climatique, ça n'existe pas (Michel Sourrouille) p.46
- ▶ LE « JUSTE-À-TEMPS » (Patrick Reymond) p.47

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ La bourse chinoise s'effondre de plus de 8 % (Charles Sannat) p.52
- ▶ D'un point de vue technique, les actions pourraient se retourner et entamer leur déclin séculaire à tout moment. p.53
- ▶ « La résilience de l'économie chinoise » (Charles Sannat) p.54
- ▶ A lire: Editorial. La nouvelle phase, la mutation, le tournant, du mouvement social, un progrès terrible (Bruno Bertez) p.56
- ▶ La BRI et les autres grands banquiers bénéficient d'une immunité de poursuites p.61
- ▶ 2020 – 2025 – 2050 : la thèse d'une douce torpeur p.63
- ▶ La croissance économique, miraculeuse ou apocalyptique ? p.67
- ▶ L'effondrement de la Chine n'a fait que commencer (Jim Rickards) p.70
- ▶ Ça tangué sur les devises, la livre sterling sérieusement brassée (Philippe Béchade) p.72
- ▶ De l'huile dans les rouages financiers (1/2) (Brian Maher) p.73
- ▶ La Chine, en route pour la dictature (Bruno Bertez) p.76
- ▶ Apocalypse Now ? (Bill Bonner) p.77

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

Commentaires sur le texte de Harvey Mead : Laure Waridel – le vide marquant une pause finale? (2)

Jean-Pierre 4 février 2020

Premier commentaire

Ce graphique de la WWF (présenté ici en 3 parties parce qu’il est trop long) dont le titre est « empreinte écologique par personne par pays » illustre que *plus un pays est riche plus son empreinte écologique est élevée*. C’est donc la preuve que la pauvreté (ou comme le dit si bien Yves Cochet « diviser le PIB par 10 en 2 ans ») est une des solutions les plus efficaces (mais pas LA plus efficace) pour réduire notre empreinte écologique sur terre.

Fig. 22 : **EMPREINTE ECOLOGIQUE PAR PERSONNE, PAR PAYS, 2005**

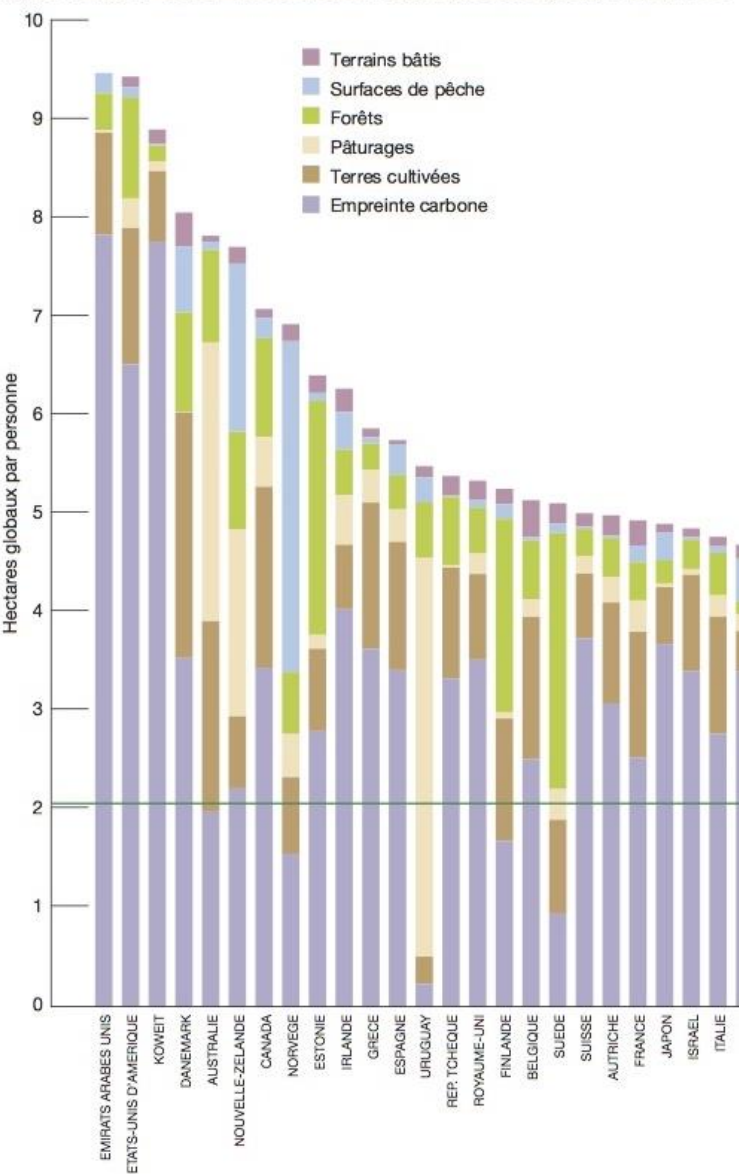
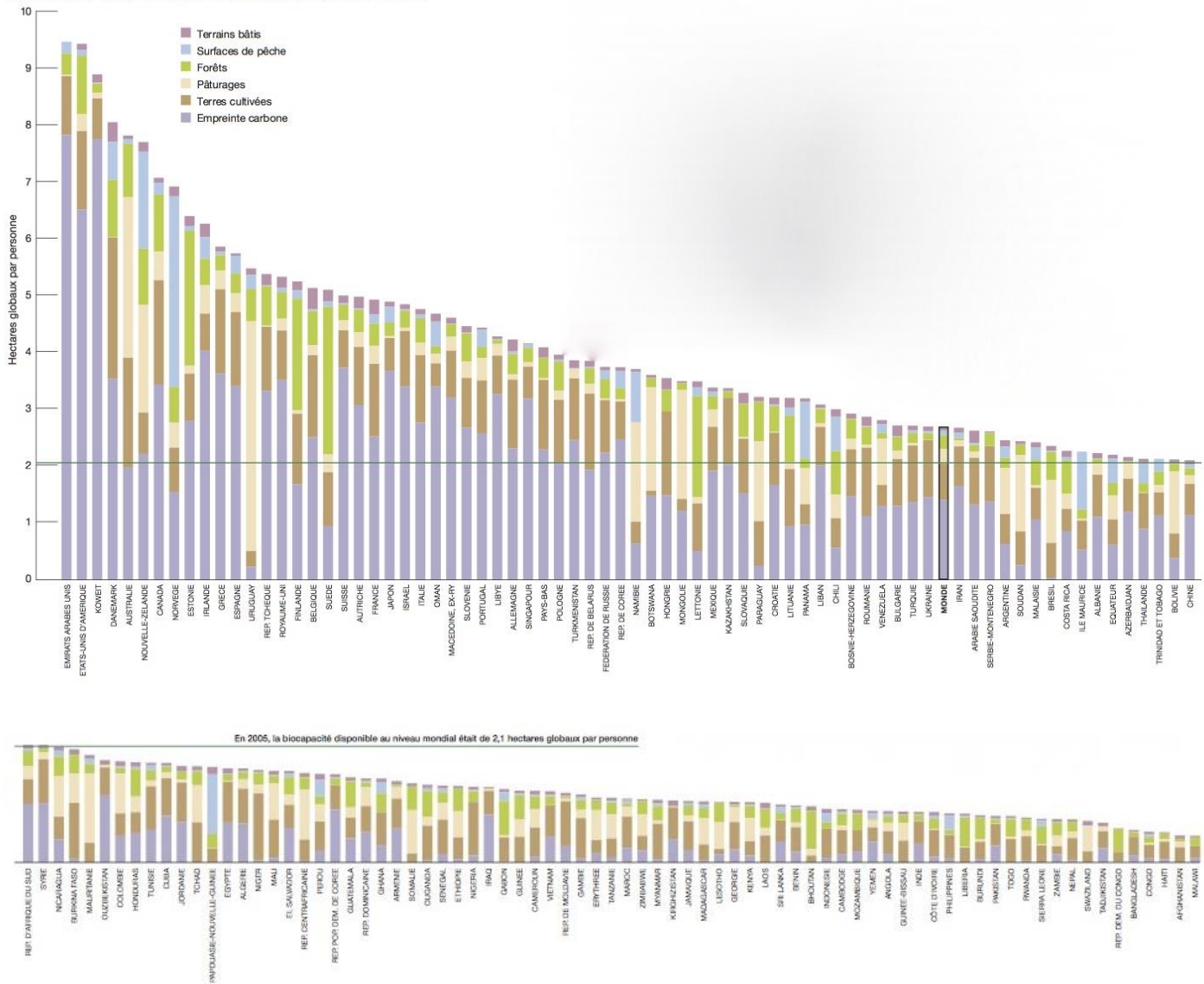


Fig. 22 : EMPREINTE ECOLOGIQUE PAR PERSONNE, PAR PAYS, 2005



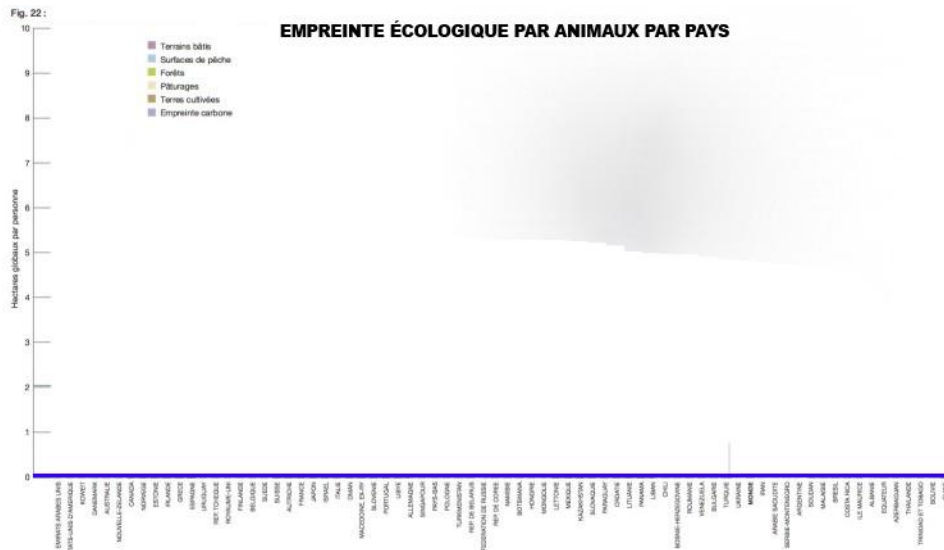
Deuxième commentaire

Réduire les inégalités ne gonflerait-il pas les statistiques de la troisième partie du graphique? Oui. Est-ce une solution pour réduire l’empreinte écologique de l’humanité sur la planète terre? Voir le graphique suivant.

Troisième commentaire

Ce graphique illustre l’empreinte écologique *des humains*. Je serais curieux de voir, pour comparaison, l’empreinte écologique... *des animaux sauvages*. Cela pourrait nous indiquer comment il faudrait vivre pour ne produire AUCUNE empreinte écologique sur terre.

Empreinte écologique des animaux sauvages sur terre (ligne bleue du bas)



Source : Jean-Pierre 2020 (avec photoshop)

Quatrième commentaire

Extrait du texte de Harvey Mead : *« il faudra éliminer cette inégalité au cœur de notre système de développement, rapidement, sinon il y aura risque de migrations massives, dans les dizaines, voire les centaines de millions de personnes, vers les pays riches... ».*

Je pose la question : *pourquoi* des centaines de millions de personnes migreraient-ils vers les pays riches?

Prenons l'exemple de la France avec ses 67 millions d'habitants. Est-il possible pour la France d'accueillir 10 millions de migrants climatiques?

Il est évident que Harvey Mead ignore que **tous les pays du monde sont en faillite**. Nous sommes sur le bord de la falaise. Nous entrons présentement dans *le plus grand crash économique de l'histoire de l'humanité*. Il comprendrait qu'il n'existera plus bientôt de pays riche. Tous les pays du monde subiront le même sort que le Venezuela.

Ces migrants ignorent-ils que : à de rares exceptions près (les terres de la couronne) tous les terrains des pays dit « riche » appartiennent à quelqu'un et sont donc privé? Où iront-ils? Voleront-ils les terrains des autres? Si oui, comment se nourriront-ils? Vont-ils voler la nourriture (devenu rare) des habitants des pays envahis? Où habiteront-ils?

Je vous laisse réfléchir et découvrir toutes les autres questions que je n'ai pas exposées ici.



Matthieu Auzanneau,
blogueur invité de la rédaction du *Monde*
économie & écologie

Le boom de la production américaine de pétrole interrompu

Publié le 13 septembre 2019 par Matthieu Auzanneau

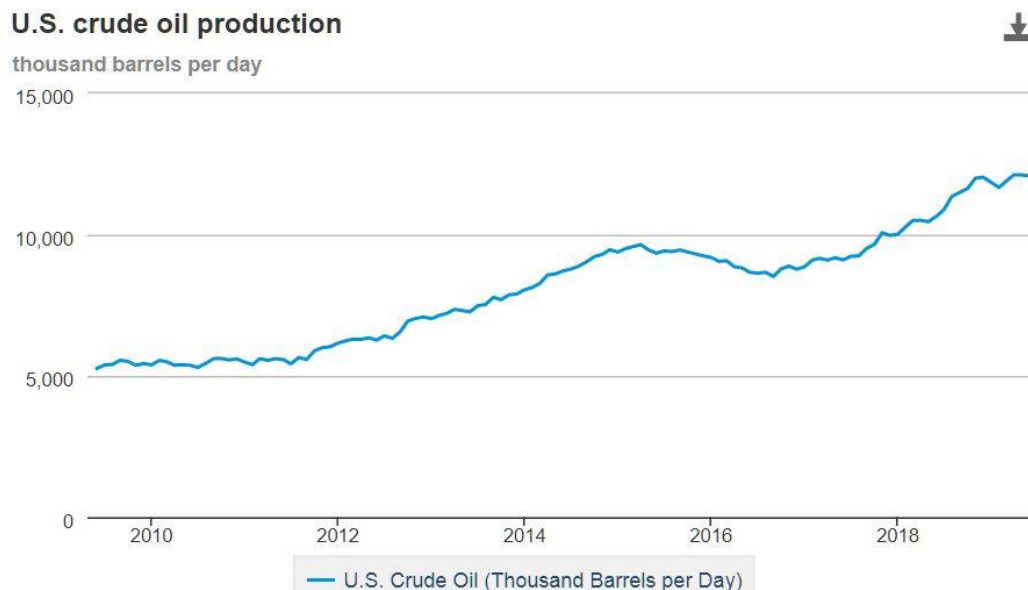
La planche de salut censée empêcher un « resserrement de l'offre » de pétrole dans les prochaines années peut-elle rompre ? Le risque pour la sécurité de l'Europe devient un argument clé en faveur d'une transition énergétique cohérente.

La production américaine de brut n'augmente plus, selon les données mensuelles fournies par Washington. Elle a atteint en avril un maximum historique à 12,123 millions de barils par jour (Mb/j), et s'est effritée très légèrement ensuite jusqu'en juin (12,082 Mb/j), dernier mois pour lequel des données consolidées sont à ce jour disponibles. Le mois de juillet [s'annonce à nouveau à la baisse](#).

Il est beaucoup trop tôt pour conclure quoi que ce soit sur le profil futur de la production américaine de pétrole, après une décennie d'un essor sans précédent, dû essentiellement au [boum du « pétrole de schiste » \(shale oil\)](#).

[MàJ, 14 sept.] Les incertitudes concernant l'avenir du shale oil et l'ensemble de la production mondiale demeurent gigantesques. Ces incertitudes nécessitent quelque lignes de précisions concernant ma propre posture, que j'ajoute à la fin de cet article [*].

Le shale oil paraît cependant mal engagé pour doubler voire tripler encore sa production au cours des années prochaines. Or il s'agit là, [d'après l'Agence internationale de l'énergie](#), d'une condition nécessaire pour empêcher un « resserrement de l'offre » mondiale de pétrole d'ici à 2025.

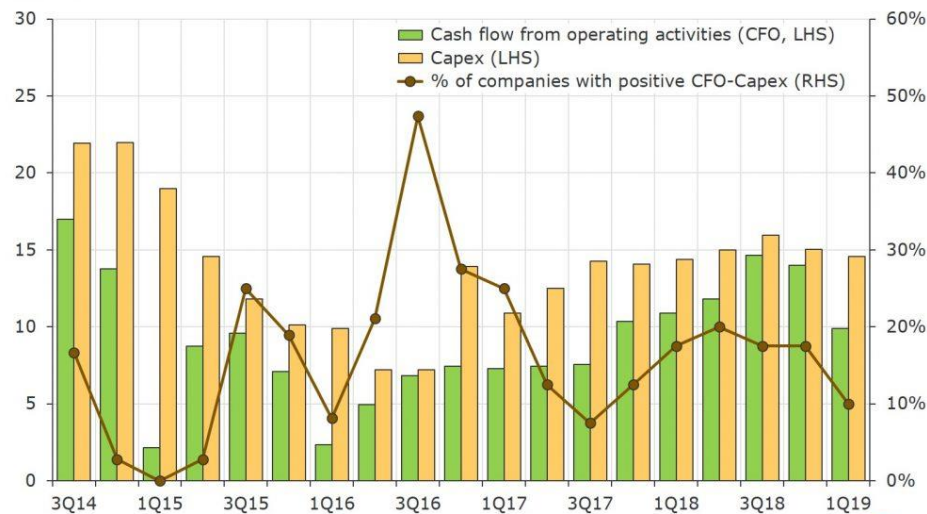


Production pétrolière américaine, juin 2009 – juin 2019 (dernier mois pour lequel des données consolidées sont disponibles à ce jour). Source : EIA, 30/8/19.

Le nombre de faillites de producteurs de shale oil [est très élevé depuis 2018](#). Wall Street n'a plus guère d'appétit pour la dette émise par un secteur qui, pris dans sa globalité, n'a jamais gagné d'argent.

Cash flow statement evolution for US shale oil companies*

Billion USD



*Based on a peer group of 40 dedicated US shale oil companies

Source: Rystad Energy research and analysis

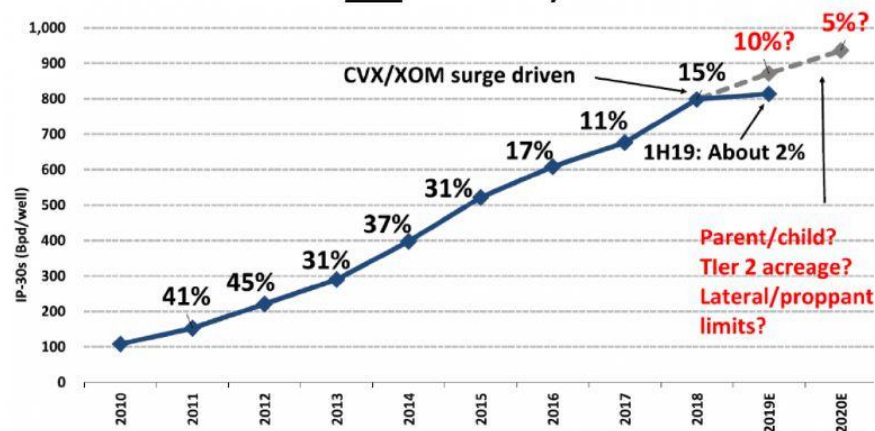


RYSTAD ENERGY

Le flux de liquidités (« cash flow from operating activities », notion proche de la capacité d'autofinancement ou de l'excédent brut d'exploitation) du secteur du shale oil américain pris dans son ensemble a toujours été inférieur au montant des investissements dans le développement de la production. Au 1er trimestre 2019, seuls 10 % des entreprises du secteur gagnaient de l'argent, autrement dit disposaient d'un excédent brut d'exploitation supérieur au montant de leurs investissements dans le développement de leur production.

Les gains de productivité des puits de *shale oil* semblent également marquer le pas, ce qui peut signifier beaucoup de choses (moindre générosité géologique des nouvelles zones forées, « vampirisation » des anciens puits par les nouveaux forages dans des zones déjà exploitées), mais dans tous les cas rien de bon pour le développement futur du secteur : celui-ci risque mécaniquement de réclamer davantage d'investissements, alors qu'il perd depuis toujours de l'argent, et peine depuis quelque temps à lever des fonds.

U.S. Oil Well Productivity Gains



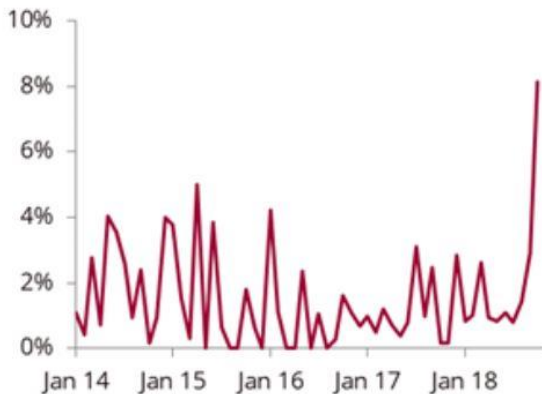
Sources: EIA, HPDI, and Raymond James Research

Les gains de productivité des puits pétroliers américains auraient fortement ralenti au cours du dernier semestre, après plusieurs années d'amélioration très spectaculaire durant la phase d'essor du secteur. (Les points en rouge représentent les hypothèses optimistes qui ont encore largement cours au sein de l'industrie.)

Last but not least, les puits de *shale oil* les plus récents dans le bassin du Permien, épicerie du boum situé au Texas, font remonter [une part croissance d'hydrocarbures plus proches du gaz naturel que du pétrole](#). Encore un

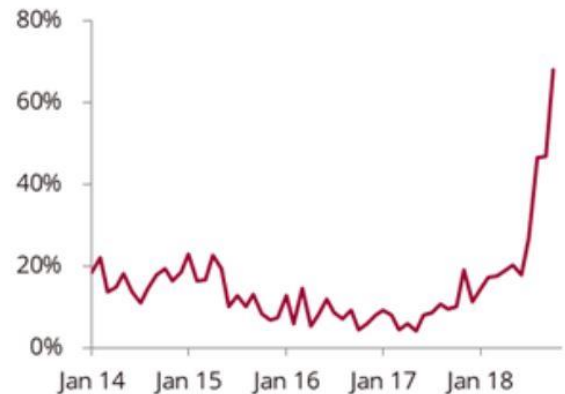
symptôme des limites géologiques plausibles d'un secteur qui produit d'ores et déjà un pétrole brut très léger, mal adapté aux raffineries américaines, et qui ne peut que partiellement servir à produire du carburant liquide.

Fig 5: New Permian production, 50-55 API, %



Source: DrillingInfo, Energy Aspects

Fig 6: New Permian production, condensates, %



Source: DrillingInfo, Energy Aspects

Part des hydrocarbures très légers (« 50-55 API » et « condensates ») dans la production du bassin du Permien, janvier 2014, octobre 2018.

Bien sûr, le prix du baril peut remonter, et remettre en selle nombre de producteurs en difficulté. D'autant que les magiciens des banques centrales ont encore quelque tours dans leur sac, tandis que la finance planétaire semble prête à s'installer pour longtemps dans le territoire paradoxal des taux d'intérêts négatifs. (Jusqu'où les banquiers centraux oseront-ils descendre, en cas de menace plus pressante encore d'une [déflation par la dette](#) ? [Très loin sans doute](#), à défaut d'un changement de logiciel...[**])

Mais revenons à notre trivial problème initial : continuer à alimenter l'appétit de brut toujours croissant de l'économie mondiale (... , en attendant un changement de logiciel, c'est-à-dire la mise en œuvre bien ordonnée d'une [sobriété systémique](#)).

Comment miser sereinement sur le doublement de la production de *shale oil*, un secteur qui, en dépit de son boum tonitruant depuis le début de la décennie, révèle autant de vulnérabilités profondes ? Sachant que pendant ce temps, pour des raisons fondamentalement géologiques, les découvertes de pétrole conventionnel (les 3/4 de la production mondiale de carburant liquide) [n'ont jamais été aussi faibles qu'aujourd'hui](#)...

Un haut responsable de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) m'a tout récemment confirmé en *off* son inquiétude. Je lui ai posé la question suivante : « *Etes-vous bien d'accord que, compte tenu du manque de ressources pétrolières nouvelles pour compenser le déclin de la production existante, si nous n'organisons pas de toute urgence la décrue de la consommation de pétrole, nous avons toutes les chances d'être forcés au sevrage dès les toutes prochaines années ?* » En guise de réponse, mon interlocuteur s'est contenté de hocher la tête, l'air sombre. Et lorsque je lui ai demandé s'il était d'accord avec [mon diagnostic selon lequel l'Europe se trouve être particulièrement vulnérable face à ce risque de plus en prégnant](#), cet éminent économiste de l'énergie m'a répondu : « *C'est évident.* »



[VIDEO YOUTUBE] « Le pic pétrolier, un danger mortel pour l'Europe » :

<http://www.youtube.com/watch?v=LeDzFEyICXI>

Je ne saurais trop recommander à mes anciens confrères journalistes de faire le siège de l'AIE, pour demander quelques éclaircissements circonstanciés.

Je ne dis pas que le pire est certain. Mais le risque me semble être suffisamment établi pour mériter les moyens d'un examen plus poussé que celui établi par le bricoleur auteur de ces lignes. Où en sont les services de renseignement français et européens sur cette affaire ? J'ai du mal à le savoir clairement, et ce que j'en sais ne me rassure pas du tout.

Ce n'est pas seulement d'« environnement » dont il s'agit. Quand le Kremlin [fait savoir dans la presse moscovite](#) que la production russe de brut risque de décliner à partir de 2021, et lorsqu'on se rappelle que la Russie [fournit plus du quart des approvisionnements de l'Union européenne](#), on parle de la sécurité nationale, et de celle du continent tout entier.

Il y a là à mon sens de quoi convaincre ceux que ne bouleversent encore guère le péril climatique de la nécessité pressante d'une transition énergétique cohérente. (Je sais, ça fait beaucoup d'adjectifs, mais il se trouve qu'ils sont tous importants.)

Sur le climat, le débat concernant le diagnostic est enfin largement derrière nous (c'est-à-dire [dans les colonnes de Valeurs Actuelles](#)). Concernant les limites des ressources de la croissance économique, et en l'espèce celles de l'or noir, tout reste à étudier et à débattre. Ainsi, qui sait, peut-être finira-t-on enfin par parler sérieusement de thérapie, laquelle est identique pour chacun de ces périls mortels.

Les militants écolos peuvent et doivent maintenant parler haut et fort d'un enjeu de sécurité, qu'il s'agisse des impacts du réchauffement ou de la sécurité des approvisionnements en énergie.



Dessins de Tom Tolles, paru dans le Washington Post, cf. « Doomsday scenarios are as harmful as climate change denial », 12 juillet 2017. DR.

Mais allons, je déraisonne sans doute, quelle indécorable Cassandre je fais... Car si j'en juge par l'extrait suivant de [la synthèse définitive de la Programmation pluriannuelle de l'énergie \[pdf\]](#), adoptée cette année, il est évident que « *Tout va très bien, Madame la marquise* » :

Mesures pour assurer la sécurité d'approvisionnement en carburants liquides

La sécurité d'approvisionnement en carburants est assurée sur tout le territoire français. La baisse des consommations de carburants dans le temps va entraîner la baisse de rentabilité de stations-service qui pourraient être amenées à fermer. La fermeture de ces stations pourrait même à terme déstabiliser la logistique amont (dépôts intermédiaires). Il n'y a pas de véritable enjeu à l'horizon temporel de la PPE, mais il pourrait y en avoir au-delà. **C'est pourquoi, il est important de mettre en place un suivi de l'évolution du maillage du territoire.**

Synthèse finale. Programmation pluriannuelle de l'énergie, p27.

CQFD. Sans commentaire (bien qu'il y ait beaucoup à dire, notamment sur la prégnance du lobbying de l'Union française des industries pétrolières...)

Il nous faut [un plan, un vrai](#).

Telle est la manière dont nous voyons les choses au [Shift Project](#), l'association d'intérêt général que je dirige, et que préside [Jean-Marc Jancovici](#) : voici la vidéo de [ma récente audition devant les parlementaires de l'OPECST](#) (et pardon d'avance pour mon ton passablement véhément).



[VIDEO YOUTUBE] Audition à l'Assemblée nationale (1/2), juin 2019 :

<https://www.youtube.com/watch?v=CAq7Sty7UwM>

[**] Pour l'heure, le *New York Times* compare la politique de la Fed à l'Orobouros, du nom du vieux symbole égyptien du serpent mangeant sa propre queue...



... Cassandre et technocrate, Marion King Hubbert, inventeur du concept de pic pétrolier mondial, l'homme qui sut prédire un long déclin de la production américaine d'or noir amorcé en 1970 jusqu'à l'essor du *shale oil* (crise écologique responsable d'une avalanche continue de conséquences politiques mortelles), [écrivit un jour](#), vers la fin de sa vie :

« *La civilisation industrielle actuelle est handicapée par la coexistence de deux systèmes intellectuels universels, enchevêtrés et incompatibles : la connaissance accumulée depuis quatre siècles des propriétés et des interactions de la matière et de l'énergie ; et la culture monétaire qui lui est associée, qui a évolué sur la base de coutumes préhistoriques.* »

Et de poursuivre :

« *Cette disparité entre un système monétaire qui continue à croître exponentiellement et un système physique qui ne peut en faire autant conduit, à mesure que le temps passe, à un accroissement du rapport entre masse monétaire et production du système physique. Ceci se manifeste par l'inflation. Une alternative monétaire correspondant à une croissance physique nulle serait un taux d'intérêt nul. Le résultat dans les deux cas serait une instabilité financière de grand échelle.* »

Comme quoi, la raison, elle aussi, a encore plus d'un tour dans son sac.

Faut juste se rappeler de l'ouvrir, le sac. In ch'Allah.

[*] Plusieurs lecteurs ont pointé à juste titre une analyse [publiée le 12 septembre par Rystad Energy](#), cabinet d'étude norvégien qui fait référence dans le domaine de l'énergie. Cette analyse, [reprise notamment par la presse économique française](#), table sur une poursuite de la croissance de la production de *shale oil* : cette production pourrait selon elle encore doubler par rapport à son niveau actuel, pour atteindre un pic vers 2030, à 14,5 Mb/j.

Il s'agit du pronostic le plus optimiste émis par une source de référence. Rystad est également à l'origine de l'analyse, mentionnée ci-dessus dans ce post, pointant que 90 % des entreprises du secteur du *shale oil* perdent aujourd'hui de l'argent.

Un possible doublement de la production de *shale oil* aux Etats-Unis d'ici à 2030 n'invalide pas la [mise en garde de l'Agence internationale de l'énergie](#), selon laquelle il faudrait que cette production, dès l'horizon 2025, face « *plus que tripler pour compenser le manque persistant de nouveaux projets classiques* », pour prévenir ainsi un « *resserrement de l'offre* » aux alentours de cette échéance de 2025.

Mais ce n'est pas là que je voudrais en venir. Je voudrais parler un peu de ma propre posture face à l'énormité du problème dont je tente de traiter sur ce blog.

Je suis un tout petit observateur maladroit et démuné, qui tente de deviner le contenu d'un vaste entrepôt simplement en regardant à travers le trou de la serrure. Et nous sommes à ma connaissance à peine une demi-douzaine d'auteurs de part le monde, plus ou moins doués et informés, confrontés au même exercice.

C'est ridicule, vraiment : cette disproportion de plusieurs ordres de grandeur entre l'énormité du problème posé, et les moyens dérisoires de ceux qui, à titre individuel – c'est-à-dire en dehors d'authentiques officines de renseignement spécialisées sur la question, qui existent aux Etats-Unis, en Russie, en Chine et ailleurs –, tentent d'alerter le public.

J'ai décidé il y a longtemps, parce que l'enjeu est trop grave, d'assumer de regarder le verre à moitié vide. Et tant pis si je me trompe et finis, comme on dit, « dans les poubelles de l'histoire ». De toute façon, le sujet est incertain, et il le restera à coup sûr tant qu'il ne fera pas l'objet d'un travail de recherche public et contradictoire. Je préfère avoir tort plutôt que ne pas avoir fait tout mon possible pour attirer l'attention sur lui. Et puis j'ai croisé trop de pétrogéologues et d'économistes de l'énergie sérieux qui, en *off* ou pas, ont témoigné de leur profonde inquiétude concernant l'avenir. Et je sais, comme je le rapporte dans ce post, que l'Agence internationale de l'énergie elle-même, n'est pas très sereine (et ça ne date pas d'aujourd'hui...)

A la fin, c'est une histoire d'intuition. J'en suis réduit, comme mes collègues « peakistes » lanceurs d'alertes isolés ici et là autour du globe ([voici l'un des plus doués](#)), à tenter de lire entre les lignes des rapports, études, analyses et déclarations éparses que nous glanons tout au long de l'année.

Prenons à titre d'exemple cette étude optimiste de Rystad qui vient de paraître.

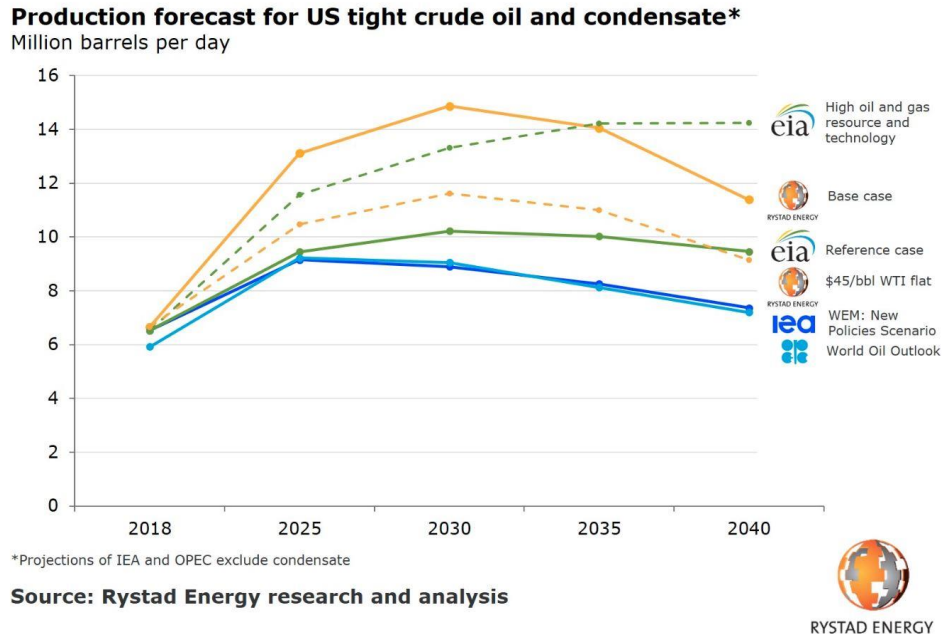
Que faut-il en penser ? D'abord, il ne s'agit que d'un communiqué de presse. Les attendus et hypothèses sous-jacents, pour les connaître, il faut payer. C'est la même chose pour toutes les bases de données sérieuses. S'y abonner coûte jusqu'à plusieurs millions de dollars par an. Les géants de l'énergie ont les moyens de s'espionner entre eux, mais la dernière fois que j'ai demandé, les services de renseignement français se contentaient de se fier (comme j'y suis à peu de choses près moi-même contraint) « *à la littérature existante* » disponible dans le domaine public. La dissymétrie est là encore gigantesque.

Il faut donc se résoudre à lire entre les lignes.

Que dit Rystad ?

Tout d'abord, pour avoir déjà eu l'occasion de discuter avec l'un de ses dirigeants, ce prestigieux cabinet d'étude estime que le potentiel de production purement géologique du *shale oil* aux Etats-Unis (c'est-à-dire hors considérations économiques de rentabilité, de disponibilité des infrastructures, de prix du baril, etc.) est très élevé, et se situerait au-dessus de 20 Mb/j, ce qui est absolument colossal : du jamais vu.

Ici, dans son communiqué de presse, Rystad estime donc que la production pourrait atteindre 14,5 Mb/j à l'horizon 2030. Précisons que c'est en tenant compte des « condensats », coupes d'hydrocarbures très légères, volatiles et instables. Certaines sources, comme notamment l'Agence internationale de l'énergie, tendent à les exclure des statistiques de production pétrolière, ce que précise d'ailleurs Rystad dans le graphe ci-dessous.

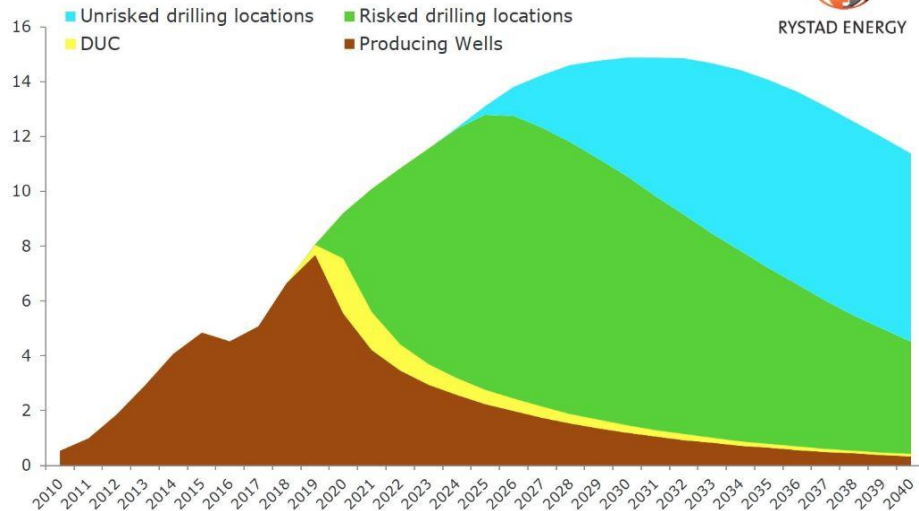


Pour justifier son analyse, Rystad indique : « *La force de la production américaine repose sur un large inventaire de puits restant à développer (...). On estime que le bassin du Permien, en particulier, recèle des milliers de zones extrêmement prolifiques dans les conditions de prix qui devraient prévaloir à l'avenir.* » (Rystad évoque un prix situé entre 55 et 57 dollars le baril WTI dans les années à venir, soit à peu près les prix actuels.)

Ensuite, et c'est là que ça se corse, Rystad publie le graphe ci-dessous, pour lequel elle précise (si on peut dire) que la portion verte, la plus importante, « *représente la production issue de zones de forages risquées qui ont une haute probabilité d'être forcées et mises en production* ». Que sont les zones « risquées », comment sont-elles définies ? Et à quoi correspondent les zones « sans risque », en bleu. Mystère. Pour le savoir, il faut faire un chèque à Rystad.

US LTO production forecast split by life cycle

Million barrels per day



Source: Rystad Energy UCube

C'est là que je veux en venir. L'observateur amateur que je suis doit se résoudre à exercer l'art de la « [logique floue](#) » ([fuzzy logic](#)). Ayant été formé à la plus molle des sciences molles, un ex-journaliste d'investigation tel que moi n'est pas le plus mal armé pour pratiquer cet art éminemment incertain et frustrant. Mais j'arrive au bout de mes ressources, face à l'ampleur, à la complexité et à l'opacité des paramètres de la question posée.

Aujourd'hui, l'industrie du *shale oil* est en train de numéroté ses abattis. Peut-être est-ce pour repartir de plus belle. Les *majors* débarquent en force dans le Permien. Peut-être n'ont-elles pas le choix : elles ne trouvent quasiment plus de pétrole conventionnel ailleurs. Mais sans doute auront-elles une politique de développement plus conservatrice et prudente que la myriade d'opérateurs spécialisés, dont 90 % perdaient de l'argent au dernier pointage... réalisé par Rystad. Ou peut-être qu'au contraire, lesdites *majors* bénéficieront à plein d'une martingale découverte péniblement avant elles par ces mêmes opérateurs indépendants. Ou peut-être encore que la géologie des « *zones risquées* » sur lesquelles mise Rystad s'apprête à doucher les espoirs de tout le monde.

Beaucoup trop d'incertitudes.

Depuis des années, j'essaie d'attirer l'attention de mes anciens confrères journalistes et des services de renseignement pour mettre la question prospective du pic pétrolier au même niveau que celle du climat. Bien qu'il demande des outils de nature différente, le problème du pic pétrolier est fondamentalement plus simple et tout aussi préoccupant que celui de savoir à quel point les terres arables de France risquent de devenir infertiles à l'horizon 2030 ou 2050...

Ce que je sais pour sûr, c'est ce que me dit l'histoire du pétrole, que j'ai longuement étudiée. Et cette histoire me renforce dans mon intuition pessimiste. Notamment parce que :

1- Le pic pétrolier conventionnel de 1970 aux Etats-Unis a été annoncé dès 1956 par Marion King Hubbert. Le pronostic, exact, a été ignoré. Ce pic de 1970 est largement à l'origine du choc pétrolier de 1973, et il a contraint Uncle Sam à un changement de pied stratégique périlleux qui a abouti entre autres aux guerres d'Irak.

2- Les principaux auteurs qui ont inventé la notion de pic pétrolier mondial, notamment Jean Laherrère, [président de l'Association française pour l'étude des pics pétrolier et gazier](#), ont prédit avec exactitude dès la fin des années 90 le pic du pétrole conventionnel (lequel fournit les 3/4 de la production de

carburants liquides), pic qui s'est produit comme ils l'avaient annoncé au cours de la seconde moitié de la décennie 2000 ([en 2008 précisément, d'après l'Agence internationale de l'énergie](#)).

3- La crise de 2008 peut être [interprétée comme un nouveau choc pétrolier](#), le choc de la fin du pétrole « facile ».

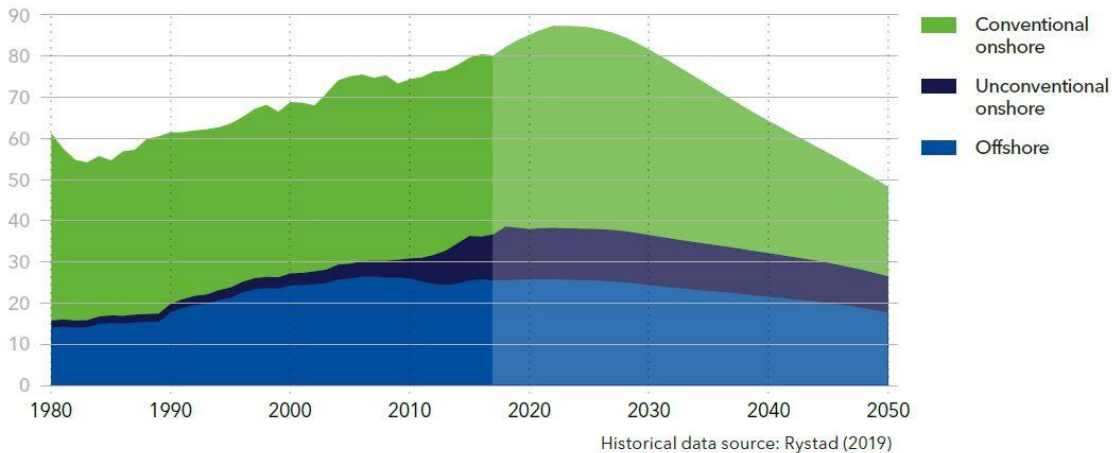
4- Jusqu'à quel point peut-on faire confiance aux pronostics plus ou moins intéressés concernant l'économie d'un pays qui nous a déjà offert récemment le scandale Enron ([R.I.P., Arthur Andersen](#)) puis la crise des *subprimes* (et son instructif volet [concernant la crédibilité des agences de notation financières](#)) ?

Bref, je ne suis sûr de rien. Mais quand je vois que le Norvégien DNV-GL – l'un des leaders mondiaux de la certification, particulièrement en pointe dans le domaine de l'énergie – vient tout juste de publier un [rapport](#) qui place le pic pétrolier en 2022...

FIGURE 3.1

World crude oil production by field type

Units: Mb/d



... je me dis que je n'ai pas tort de continuer à suivre le sujet de près, avec une dose certaine d'inquiétude.

Et ce, après les alertes émises par :

– Goldman Sachs (CNBC, 9 novembre 2018 | [There will be an oil shortage in the 2020s, Goldman Sachs says](#))

– le patron de la Saudi Aramco (*The Financial Times*, 9 juillet 2018 | [Saudi Aramco chief warns of oil supply crunch](#))

– ou encore le patron de Total (*Le Monde*, 6 février 2018 | [Patrick Pouyanné, PDG de Total : « Après 2020, on risque de manquer de pétrole »](#))

... Je ne suis sûr de rien. Mais je pense que la France et l'Europe ont d'excellentes raisons de se préoccuper de la sécurité future de leurs approvisionnements pétroliers. Pour de vrai. Ceci dépasse de très loin mes propres moyens. « Caute ».

[Collapsologie et croyances en la fin du monde](#)

Loic Steffan 14 janvier 2020

Avant d'étudier en détail les croyances en la fin du monde, il convient de revenir un peu en arrière et d'étudier plus largement les croyances pour voir leur rapport à la collapsologie.



Le rôle de l'imaginaire et des croyances

La collapsologie (dans la charge symbolique qu'elle possède) possède cette propriété de dévoiler le fait que nous sommes potentiellement prisonnier d'une narration liée à la croissance, à un rapport à la nature qui doit être questionné sérieusement. Elle nous demande d'étudier la possibilité « le roi est nu ». Il faut pouvoir dire et comprendre que nous sommes aujourd'hui collectivement démunis face aux crises qui viennent. Nous n'avons pas les outils de résiliences nécessaires pour affronter les chocs.

Mais pourquoi cette situation ? Pourquoi le roi est-il nu ? Nous avons tous entendu durant notre enfance le conte d'Andersen « des habits neufs de l'empereur ». Le roi est fou de vêtements et en change sans arrêt. Il est toujours à la recherche de nouveauté. Un peu comme nous avec nos gadgets technologiques d'ailleurs. Deux escrocs ont l'idée de proposer au roi un vêtement « invisible » à ceux qui n'auraient pas la compétence nécessaire ou l'intelligence pour occuper leur place dans le royaume. Nulle étoffe sur le métier, nul habit fabriqué. Lorsque le roi demande à son intendant et à son tailleur de juger la qualité du nouvel habit, ils se taisent de peur d'être déjugés et reconnus incompetents. Or le roi fait confiance à leur jugement. Il croit donc enfiler des habits neufs. Tout le royaume se tait devant la supercherie de peur d'être déchu et reconnu inapte. Tous les adultes sont pris au piège des convenances sociales et de leur appartenance au groupe. Ils ont trop à perdre. Il est impensable que le roi ait pu se faire duper. Il faut avoir l'innocence de l'enfance pour oser dire que « le roi est nu ». C'est pourtant la réalité. Le peuple accepte alors de dire que le roi est nu.

Ce petit conte nous donne deux enseignements. Il faut l'innocence de l'enfant pour voir sans préjugés la réalité. Le deuxième enseignement de ce petit conte nous amène à réfléchir sur le statut de celui qui peut dénoncer la situation. Il est probable que toute autre personne autre qu'un enfant aurait eu du mal à être entendu. Est-il un opposant au roi ? Quel intérêt a-t-il pour dénoncer la situation ? Que propose-t-il à la place ?

Les sciences humaines nous disent que la perception suppose une implication subjective débarrassée des préjugés. L'expérience de la perception est avant tout une prise de position du sujet qui se « force » à voir les choses telles qu'elles sont. Il faut donc un certain courage ou une dose d'inconscience pour dire que les valeurs dominantes de la société nous conduisent potentiellement à des difficultés croissantes même si elles ont permis pendant deux siècles de formidables progrès sociaux et matériels pour une part toujours croissante de l'humanité.

Il est important de comprendre que nos imaginaires et nos croyances façonnent notre rapport au monde. Si je pense que le progrès a toujours permis à l'homme de trouver des solutions à ses problèmes, je vais avoir confiance en l'avenir. Je vais même énumérer tous les cas de figure où l'homme a réussi à se sortir de situations compromises. Vis-à-vis de la collapsologie, je suis comme les sujets du roi qui savent bien que quelque chose ne va pas mais qui pensent qu'il est préférable de ne rien dire pour ne pas tout perdre. Qui sont donc ces individus, qui comme l'enfant du conte, vont pouvoir nous montrer l'absurdité de la situation ? C'est une vaste question. Les sciences sociales nous indiquent que les rapports sociaux sont institués dans les sociétés et intégrés dans les esprits (sous forme de représentations sociales, de normes et d'interdits). Les mots, ainsi posés sur les choses permettent de définir notre environnement. Et les mots que l'on pose sur les choses ne sont pas neutres. Comme nous le disent Godelier ou Castoriadis, le langage et l'imagination ont une fonction symbolique par le fait qu'ils permettent de donner une signification à chaque chose. L'imaginaire devient vite le « réel » pour beaucoup au sein d'une société. Il est le monde comme on le pense. Il fonctionne comme les croyances. Elles sont une fonction nécessaire pour l'individu. Et la collapsologie (dans la charge symbolique qu'elle possède) possède cette propriété de dévoiler le fait que nous sommes potentiellement prisonnier d'une narration liée à la croissance, à un rapport à la nature qui doit être questionné sérieusement. Au passage, la question n'est pas de savoir si les gens ont besoin de croire mais d'accepter l'idée que chacun a des raisons de croire ce qu'il croit. Une grande partie de la population mondiale est affiliée à une religion. Il est absolument nécessaire de connaître le discours de celle-ci sur le rapport à la nature car il y a des « affinités » entre religion et écologie au sens des « affinités électives » de Max Weber. La chrétienté a globalement évolué vers une intégration forte de la nature. Chez les catholiques l'encyclique « *laudato si* » en atteste. Les religions d'extrême orient ont des rapports assez forts avec la nature dans le sens où tout est interdépendant. L'islam a une conception tutélaire de la nature. En tant que création de dieu, le musulman doit en prendre soin. Les problèmes actuels sont liés à l'absence d'éthique musulmane universelle dans le monde. Cette brève présentation signifie que la l'annonce des difficultés actuelles est compatibles avec les croyances des personnes dans le monde et que celles-ci peut donner l'impression que nos difficultés peuvent s'apparenter aux croyances en la fin du monde qui sont les leurs.

Les croyances en la fin du monde

Pour aller plus loin dans les croyances il est important de comprendre comment fonctionnent un type particulier de croyances qu'on appelle croyance à la fin du monde (CFM) qui sont souvent liées à des conceptions d'un monde juste qui a du sens^[1]. La collapsologie est souvent renvoyée à une CFM. Cela est affirmé de manière assez péjorative. La fin de monde, c'est bon pour les personnes irrationnelles, c'est à dire les croyants. Pourquoi s'intéresser à la fin du monde ? D'abord parce que certaines données scientifiques montrent une augmentation très sérieux de la probabilité d'occurrence de problèmes graves. Nous les avons déjà listés. Ensuite, si la « Fin du Monde » représente, généralement, une menace, elle peut aussi, par réactance^[2] renvoyer à une envie de vivre, de continuer à donner du sens. Le signal donné par les mauvaises nouvelles peut être facteurs de changements importants.

On distingue généralement trois types de (CFM)

On parle des croyances religieuses, des croyances scientifiques et des croyances à responsabilité humaines – souvent qualifiées d'écologiques. Les CFM religieuses sont dénommées eschatologies^[3]. Elles s'organisent généralement selon la séquence suivante. D'abord une période de trouble car l'homme n'a pas respecté les

commandements divins. Ensuite un combat final entre les forces du bien et les forces du mal avec un jugement des hommes qui permet de séparer les croyants qui ont respecté les préceptes de la religion et les autres. Enfin une nouvelle ère de paix, de concorde et de prospérité. En un mot le paradis. Les CFM scientifiques s'appuient sur les connaissances scientifiques. Expansion de l'univers, fin du soleil, etc. Elles sont jugées lointaines et peu préoccupantes. Les CFM à responsabilité humaine s'appuient aussi sur les connaissances scientifiques mais sont plus marquées par les découvertes actuelles sur l'anthropocène et sur les conséquences écologiques de l'activité de l'homme. Les spécialistes distinguent des positions différentes dans le rapport au monde qui peuvent déterminer le type de croyances auxquelles on adhère. Le monde est-il juste ou injuste ? Peut-on justifier le fonctionnement de nos sociétés ou faut-il le remettre en question ? Existe-t-il une justice finale divine ou une justice immanente (nous devons payer les dégâts causés à la nature) ? Les personnes qui adhèrent à une CFM à une responsabilité humaine et écologique sont plus enclins à trouver notre monde injuste et à croire à une justice immanente. Ceux qui adhèrent à une fin religieuse sont plus enclin à croire à un monde juste (qui est bafoué) et à une justice finale. Après tout, dans les deux cas il faut payer les conséquences de nos actes. Pour les croyants religieux, on peut observer deux types de relation à la justice. Si le monde dont je bénéficie est juste, j'aurai tendance à développer une théologie de la prospérité[4] comme certains évangéliques américains et à considérer qu'il n'y pas de problème écologique ou humain. Ceux qui n'ont pas été récompensés, n'ont pas suivi les commandements divins importants. Si je trouve les dégradations écologiques inacceptables et que je me soucie de la «maison commune » à la suite du Pape François[5], je vais considérer que les erreurs des hommes doivent être corrigées et les comportements amendés pour être conformes à l'exigence de préservation des conditions de vie sur terre.

La collapsologie ne fonctionne pas comme une CFM

Il est vrai qu'à première vue la collapsologie pourrait faire penser à une CFM. Mais ce qui est frappant, c'est à quel point les gens voudraient qu'elle soit une CFM. Peut-être pour la cantonner dans l'irrationnel. Or la collapsologie n'est pas une croyance en la fin du monde au sens religieux et classique du terme. Il n'y pas de rédemption possible et de futur paradisiaque. Il y a une forme d'absurdité et de perte de sens. D'autant plus que l'horizon temporel est raccourci par l'imminence supposée du phénomène. Mais on a des travaux sur le fait que les individus, en situation d'incertitudes, de difficultés (réelles ou projetées), ou d'environnement hostile, ont tendance à développer des réflexions et des comportements religieux par un mécanisme de défense. Ce qui explique peut-être que les gens qui découvrent cette narration ont tendance à développer des pratiques religieuses ou spirituelles nouvelles (presque 50 % selon l'étude 2019 de l'Obvéco). Mais cela explique aussi les résistances que provoque le sujet.

On ne peut pas nier les problèmes sur cette excuse

Les données scientifiques semblent implacables. Dire que la collapsologie réactive des comportements religieux ou ressemble à une CFM n'aide en rien à trouver des solutions pour affronter les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Les changements nécessaires (faut-il encore les définir correctement et les choisir démocratiquement) doivent être analysés. Au passage croire, n'est pas si grave que cela. Les résultats produits par Jugel [6] semblent montrer que les personnes religieuses ou spirituelles valorisent fortement la responsabilité humaine. Il convient donc d'amender son comportement pour la plupart des personnes interrogées. Et ils sont plus susceptibles d'adopter des comportements écologiquement vertueux s'ils cadrent avec leur croyance générale. C'est généralement le cas.

Les orthopraxies

A ce stade on voit se développer ce qu'on appelle des « orthopraxies ». C'est un comportement codifier qui dit la croyance. Le type d'orthopraxie facilement repérable sont le hallal ou le cachet par exemple. Possible ou interdit. Sur ce terrain l'islam littéral et le judaïsme orthodoxe sont des parangons de codification à l'extrême. Mais ce type d'orthopraxie est aussi repérable dans des comportements écologiques ou dans d'autres idéologies.

En fait il s'agit de comportements susceptibles de montrer l'attachement que l'on porte à la croyance (ne pas manger de viande et devenir végétarien, ne plus prendre l'avion, ne plus produire de déchets, etc). Le comportement peut dans certains cas devenir plus important que l'objectif. Pour reprendre l'exemple de la viande, on sait qu'il faut limiter la consommation de viande. Nous mangeons collectivement trois fois plus de viande que nécessaire selon l'Anses[7]. Nous savons aussi que la production animale a un fort impact sur la planète. L'objectif est donc de réduire drastiquement la consommation de viande. Pas nécessairement de devenir végétarien. Et surtout pas de vouloir imposer (éventuellement par la force) ce régime de vérité à tout le monde. On a le même phénomène quand on renonce totalement à prendre l'avion ou sur de nombreux autres sujets. En cela certains comportements écologistes ont des affinités électives avec des comportements religieux sans pour autant avoir la même source. La raison d'être d'un interdit absolu est qu'il est plus facile à comprendre et généralement plus efficace. Pas d'interprétation possible. C'est pour cela que les « croyants » ont tendance à adopter des comportements codifiés assez binaires pour réduire la marge d'interprétation possible.

NOTES :

[1] Pour plus de détail sur les croyances en la fin du monde, on peut se reporter à la thèse de doctorat de Milena Jugel « Système de croyances et menaces existentielles. Analyse d'un équilibre intégrant les croyances en la fin du monde. » soutenue en 2013 à l'université de Bordeaux Segalen.

[2] La réactance est un mécanisme psychologique qui fait que les individus tentent de maintenir leur liberté d'action elle leur semble menacée ou limitée par une pression sociale ou des événements particuliers.

[3] Le mot eschatologie est composé d' eschatos (dernier) et de logos (parole). En théologie, il désigne est le discours sur la fin du monde ou la fin des temps. Dans de nombreuses religions, celle-ci est un événement futur prophétisé dans les textes sacrés

[4] une croyance religieuse chrétienne évangélique qui prétend que la Bible enseigne que l'aisance financière des Chrétiens est un signe de santé spirituelle et que la pauvreté est une malédiction

[5] L'encyclique Laudato si a été largement saluée dans les milieux écologistes comme un texte majeur sur les questions qui nous préoccupent dans ce livre.

[6] Jugel « Système de croyances et menaces existentielles. Analyse d'un équilibre intégrant les croyances en la fin du monde. », op cit.

[7] https://www.lemonde.fr/sante/article/2017/01/24/moins-de-viande-et-de-charcuteries-moins-de-sucre-les-recommandations-de-l-agence-sanitaire_5068115_1651302.html

Collapsologie : différence entre savoir et croyance

Loic Steffan 16 janvier 2020

Avec Pierre Eric Sutter nous préparons un ouvrage intitulé n'ayons pas peur du collapse à paraître en avril aux éditions Desclée De Brouwer. Voici une réflexion sur le lien entre croyance et savoir qui est un extrait allégé et remanié de l'introduction.

La collapsologie est un nouveau courant de réflexion qui fédère des connaissances issues de champs de recherche très différents mais qui répondent chacun dans leur domaine aux exigences de la falsifiabilité : biologie, géologie, science des énergies, théorie des systèmes, écologie, climatologie, économie, etc. Toutefois, ces champs de recherche sont régis par des paradigmes[1] et des protocoles différents ce qui fait qu'il est extrêmement complexe de les unifier sous une nouvelle science qui les coifferaient tous. C'est pour cette raison

que la collapsologie ne peut accéder pour l'instant au statut de science[2], combien même elle s'appuie sur les données issues de divers champs de recherche utilisant les méthodologies en vigueur pour parvenir à des connaissances falsifiables, donc fiables. Il convient donc de rester prudent (et non méfiant) quant à la connaissance du monde qu'induit la collapsologie et son efficacité à relier différents concepts.



Cependant, les intuitions portées par la collapsologie s'apparentent plus à des conjectures fondées qu'à des supputations farfelues. Si on applique le processus de « conjectures et réfutations » cher à Karl R. Popper[3] on s'aperçoit que réfuter la collapsologie est un art difficile pour ceux qui la critiquent, d'autant qu'il n'y a pas plus de justifications crédibles à postuler la croissance infinie dans un monde fini. Certains croient trop à la capacité de la science à résoudre tous les problèmes pour assurer la perpétuation de nos sociétés. Ils refusent en revanche l'idée d'imbrication des problèmes qui rend nos sociétés très fragiles voire proches de l'effondrement. La collapsologie renvoie à un exercice de pensée et de projection dans le futur qui peut s'avérer très utile. Notre vécu immédiat, notre expérience immédiate du réel ne nous donne pas forcément les outils pour comprendre à temps ce qui se passe si nous comptons uniquement sur nos propres observations des atteintes à l'environnement.

Pour illustrer cette difficulté, Albert Jacquard[4] a imaginé une expérience de pensée qu'il nomme « l'équation du nénuphar ». Imaginons un nénuphar planté dans un grand lac qui aurait la propriété héréditaire de produire, chaque jour, un autre nénuphar. Au bout de trente jours, la totalité du lac est couverte et l'espèce meurt étouffée, privée d'espace et de nourriture. C'est ce qui pourrait arriver à nos sociétés dans un futur encore indéterminé si nous ne changeons pas nos modes de vie. Nous serions comme le nénuphar. Jacquard pose la question suivante : au bout de combien de jours les nénuphars vont-ils couvrir la moitié du lac ? La réponse n'est pas 15 jours, comme on pourrait le penser un peu hâtivement (ce que font la plupart des gens), mais bien 29 jours, c'est-à-dire la veille, puisque le double est obtenu chaque jour. L'auteur demande alors que nous fassions l'effort de s'imaginer à la place du nénuphar. A quel moment aurions-nous conscience que l'on s'apprête à manquer d'espace ? Il nous explique qu'au bout du 24ème jour, 97% de la surface du lac est encore disponible. Comme ce nénuphar, nous n'imaginons probablement pas la catastrophe qui se prépare et pourtant nous sommes à moins d'une semaine de l'extinction de l'espèce... Il faut s'habituer à ce type d'exercices de pensée et aux projections dans le futur par scénarii pour comprendre la portée de la narration collapsologique. C'est de difficulté conceptuelle et d'un manque de pratique d'exercices de pensée dont souffrent le plus grand nombre face aux annonces de la collapsologie. Si nous comptons uniquement sur nos sens et notre observation directe, nous risquons de découvrir l'alerte bien trop tard. Or la compréhension de l'évolution exponentielle du nénuphar, nous permet par analogie de comprendre les conséquences de l'évolution exponentielle d'une part de nos atteintes à l'environnement et d'autre part de nos habitudes excessives de consommations de ressources non-renouvelables.

La collapsologie s'appuyant sur les informations de première main de recherches scientifiques, elle décrit dans de nombreux domaines des phénomènes analogues à celui du nénuphar. Sa narration est non seulement fondée mais aussi crédible. A condition bien sûr, que les résultats de ces connaissances scientifiques ne soient pas mésinterprétés voire détournée à leur tour, pour déboucher sur des croyances infalsifiables ou pire, des idéologies. Cette narration n'est donc en rien une élucubration ; elle est fondée scientifiquement, elle n'a rien d'une idéologie, quand bien même certains l'utilisent pour tenter d'imposer la leur en insistant sur la peur générée par cette narration. Et c'est pour cela qu'elle provoque de la stupeur dans le grand public.

Grâce au concept de croyances et aux théories adjacente, on peut comprendre pourquoi se contenter d'une approche cognitive du collapse est insuffisante. Savoir n'est pas prendre conscience : connaître une information, aussi fondée soit-elle par la science, ne fait pas y adhérer et encore moins y croire. Ce n'est pas parce que l'on a lu un livre sur la conduite automobile que l'on a pris conscience des enjeux de la mécanique ou des risques environnants. De même, ce n'est pas en ayant lu des statistiques abstraites sur la disparition massive des insectes que l'on a pris concrètement la mesure de la réalité du phénomène, de ses enjeux et qu'ils font sens pour soi. Il faut que ces informations pénètrent dans le champ de conscience, pour passer de savoirs impersonnels purement cognitifs à une connaissance intentionnelle, qui fait sens pour l'existence du sujet, qui lui donne des raisons d'agir et donc qui la mobilise vers l'action. Ainsi, comme le suggère Chefurka[5], la conscientisation est lente et progressive. Nous allons voir dans la section suivante comment l'individu passe progressivement par plusieurs étapes qui le mènent d'un « sommeil profond » (ignorance des problèmes) à une pensée systémique (conscience d'une multitude de problèmes fortement interconnectés).

Tout les problèmes auxquels nous sommes confronté, nous les savons, mais nous refusons d'y croire[6]. C'est le volet liminaire de notre propos. Croire ce que l'on sait : le lecteur pourrait s'étonner d'un tel oxymore. Le savoir ne s'oppose-t-il pas à la croyance, le rationnel à l'irrationnel ? En théorie, oui ; le savoir n'a pas le même statut que la croyance, encore faut-il se mettre d'accord sur ces termes. Nous parlons ici de savoirs avérés scientifiquement d'une part et de croyances idéologiques au sens premier du terme de « systèmes d'idéaux » (laïques ou religieuses, individuelles ou collectives) d'autre part. Un savoir scientifique est régi par des règles de falsifiabilité qui font qu'il obtient le statut de vérité provisoire tant qu'une recherche scientifique ne vienne le préciser, l'approfondir ou le contredire. La croyance, quant à elle, est infalsifiable : on ne peut démontrer sa véracité, on ne peut prouver sa réalité dans les faits. Or bien que les recherches scientifiques, rationnelles, soient légions, la majorité d'entre nous s'évertuent encore à agir irrationnellement, conformément à la fable de la croissance infinie dans un monde aux ressources finies, qui structure la vision du monde dominante du moment, celle du techno-capitalisme consumériste[7].

Bien que l'on sache que l'effondrement est en train de se produire, quel mécanisme peut-il nous pousser à refuser de le croire ? Tant que la narration collapsologique n'est pas intégrée dans notre représentation du réel, dans notre vision du monde, nous n'en sommes pas conscients. Dit autrement, on ne peut croire ce que l'on sait si l'on n'en a pas pris conscience, c'est le deuxième volet de la problématique. ce n'est pas être conscient. Les informations que présente la collapsologie seront déniées voire dénigrées tant que les informations sur les effondrements heurteront de plein fouet la vision du monde de ceux qui n'ont pas encore pris conscience de leur portée ou pire, qui refusent de les prendre en compte. Pour ces derniers, l'écart est trop grand entre l'imaginaire de progrès ou de croissance et celui d'un effondrement potentiel. L'acceptation de ce réel collapsologique n'aura pas lieu tant qu'il ne sera pas conforme aux croyances qui structurent la vision du monde de ceux qui refusent la possibilité d'un effondrement. Ils ne le croiront pas tant qu'ils n'auront pas vécu une « *métanoïa* », cet élargissement du champ de conscience provoqué par une « conversion du regard », une reconfiguration de la vision du monde, comme nous le verrons dans la première partie.

Savoir n'est pas prendre conscience, même s'il est important de disposer d'informations pour remettre en cause sa vision du monde. Il faut par ailleurs le vouloir. Remettre en cause ses croyances suppose un effort, un exercice de volonté, car la remise en cause de ses croyances menace la cohérence de sa vision du monde, vision

du monde que l'on partage le plus souvent avec son groupe d'appartenance. Or remettre en cause la vision du monde de son groupe d'appartenance c'est risquer d'être exclu de ce groupe et de perdre la sécurité que représente cette appartenance. C'est d'autant plus difficile lorsque cette vision du monde est la vision dominante de la société, celle de la « *doxa* [\[8\]](#) » ou bien-pensance du moment. Les chercheurs qui s'intéressent aux croyances montrent que lorsqu'un individu prend connaissance d'une croyance issue de son groupe d'appartenance qui lui paraît vraiment peu crédible pour son esprit rationnel (et que la science réfute), il va préférer taire ses critiques sur cette croyance et y adhérer plutôt que de risquer d'entrer en conflit avec les membres de son groupe.

Nous savons que notre société risque de s'effondrer, dans la foulée de l'effondrement de la biodiversité déjà en cours, si nous ne changeons pas nos modes de vie consuméristes. Mais nous ne faisons pas grand-chose pour changer ces derniers, le voudrait-on qu'on ne semble pas le pouvoir, d'ailleurs. C'est bien ce que l'on observe quand on analyse la portée de ce savoir dans nos sociétés consuméristes. Qu'est-il véhiculé comme discours ou politique à partir de cette information objective, validée par de nombreuses études scientifiques ? Que constate-t-on dans l'état d'esprit de la majorité des dirigeants, décideurs et citoyens de la planète ? Au vu du bien trop peu de décisions prises à l'issue de la COP 25, force est de constater que malgré ces connaissances avérées, nous nous évertuons à faire comme si de rien n'était. Nous continuons à faire allégeance au mythe consumériste, cette croyance en la croissance infinie dans un monde aux ressources finies. Les sondages montrent [\[9\]](#) pourtant que nous savons par exemple que si ne réduisons pas nos déplacements en voiture pour aller travailler ou en avion pour partir en vacances, nous allons rejeter des gigatonnes de gaz à effet de serre (GES) que nos forêts peinent à absorber et que cela accroîtra avec une grande certitude la température de l'atmosphère. Nous le savons, mais nous ne faisons pas ce qu'il faudrait, ou si peu et cela aussi, nous le savons.

Pourquoi nous n'en faisons rien, malgré nos savoirs rationnels et intellectuels sur la question accessibles par tous, et continuons de perdurer dans nos habitudes délétères ? Pourquoi ne changeons-nous pas « d'*ethos* », de comportements et de modes d'être appropriés pour nous adapter à cet environnement en mouvance ? Nous savons bien que nous consommons une terre et demie par an, que notre mode de vie n'est pas soutenable, qu'est-ce qui nous empêche d'agir en conséquence ? Nous nous comportons comme des adolescents insouciantes régis par le principe de plaisir, oublieux du principe de réalité ; quand allons-nous devenir des adultes responsables ? Pour les plus honnêtes ou les moins cyniques, nous avons l'intention de changer, mais savoir n'est pas pouvoir, troisième volet de notre problématique. Nous nous résolvons à consentir au changement mais nous n'en restons qu'au stade des belles intentions, nous remettons à demain toujours et encore les efforts à consentir, nous ne faisons rien concrètement pour changer nos actes et encore moins nos certitudes. Les sages de la Grèce antique appelaient cette attitude « *acrasie* » ou faiblesse de la volonté. Nous ne voulons pas remettre en cause notre confort de vie et les habitudes qui en résultent. Nous nous comportons comme ces fumeurs qui savent que fumer est néfaste pour la santé, comme cela a été prouvé scientifiquement, malgré les campagnes des lobbies conduites pour atténuer cette vérité, voire la masquer. Bien qu'ils connaissent cette information, ces fumeurs ne parviennent à adapter pas leur *ethos*, c'est-à-dire s'arrêter définitivement de fumer. Bien qu'ils en aient l'intention, ils continuent de fumer en s'en justifiant à l'aide de rationalisations du type : « *les statistiques montrent que les cancers du poumon sont causés neuf fois sur dix par la cigarette, certes, mais je serai le dixième, d'autant qu'ils apparaissent à 65 ans, donc je suis tranquille jusqu'à cet âge* ». Dans un ouvrage à paraître nous avons recensé de freins somatiques, psychiques et cognitifs viennent briser les élans qui résultent de nos plus belles intentions. Les connaître c'est les maîtriser et c'est en faire autant de leviers pour l'action appropriée. Nous ne pourrions pas dire que nous ne savons pas !...

NOTES :

[\[1\]](#) Selon Thomas Kuhn, un paradigme est en épistémologie un modèle cohérent du monde qui repose sur une discipline, un modèle théorique ou un courant de pensée qui fournit à un groupe de chercheurs des problèmes types à résoudre.

[\[2\]](#) Comme l'a indiqué Jacques Igalens dans The conversation <https://theconversation.com/la-collapsologie-est-elle-une-science-87416>

[3] Popper K. R. « Conjectures et réfutations » Payot 2006, 612 p.

[4] Albert JACQUARD, L'Equation du *nénuphar*, Calmann-Lévy, 1998

[5] Paul Chefurka « *climbing the ladder of awareness* » <https://carolynbaker.net/2012/10/20/climbing-the-ladder-of-awareness-by-paul-chefurka/> La pertinence de cette échelle est discutée. Il n'y a pas encore de consensus scientifique à son égard mais elle se révèle intéressante pour décrire le mécanisme de prise de conscience. Il convient de l'utiliser avec précautions.

[6] Pour paraphraser la formule du philosophe JP DUPUY dans « Pour un catastrophisme éclairé » (Français) Poche – 16 avril 2004 : « *Le pire n'est plus à venir mais déjà advenu, et ce que nous considérons comme impossible est désormais certain. Et pourtant nous refusons de croire à la réalité du danger, même si nous en constatons tous les jours la présence. Face à cette situation inédite, la théorie du risque ne suffit plus : c'est à l'inévitabilité de la catastrophe et non à sa simple possibilité que nous devons désormais nous confronter.* »

[7] « Dans son principe même, la préoccupation écologique demeure essentiellement subversive et catastrophiste pour la raison nécessaire et suffisante qu'elle a d'ores et déjà sensibilisé une frange appréciable de l'opinion publique occidentale à cette vérité élémentaire qu'une croissance matérielle indéfinie dans un monde fini est un non-sens » RENS Ivo, GRINEVALD Jacques, « Réflexions sur le catastrophisme actuel », in Collectif, *Pour une histoire qualitative. Études offertes à Sven Stelling-Michaud*, Genève, Presses universitaires romandes, 1975.

[8] Ensemble des opinions reçues sans discussion ni remise en cause car allant de soi, dans une culture ou une société donnée.

[9] ADEME, BOY (Daniel), RCB Conseil, 2018, *Les représentations sociales de l'effet de serre et du changement climatique*, 20° ed.

La croissance verte est-elle possible ?

Jason Hickel & Giorgos Kallis 17 avril 2019

**Anthropology, Goldsmiths, University of London, London, UK; ICREA and ICTA-UAB,
Universitat Autònoma de Barcelona, Barcelona, Spain**

<https://www.deepl.com/translator>



RÉSUMÉ

La notion de croissance verte est apparue comme une réponse politique dominante au développement durable, au changement climatique et à la dégradation écologique. La théorie de la croissance verte affirme l'économie écologique ; verte que l'expansion économique continue est compatible avec la croissance de notre planète ; la

décroissance ; l'écologie, car l'évolution et la substitution technologiques nous permettront de découpler absolument la croissance du PIB de l'utilisation des ressources et des émissions de carbone. Cette affirmation est désormais prise en compte dans les politiques nationales et internationales, notamment dans les objectifs de développement durable. Mais les preuves empiriques sur l'utilisation des ressources et les émissions de carbone ne soutiennent pas la théorie de la croissance verte. L'examen des études pertinentes sur les tendances historiques et les projections basées sur des modèles nous permet de constater que : (1) il n'existe aucune preuve empirique que le découplage absolu de l'utilisation des ressources peut être réalisé à l'échelle mondiale dans un contexte de croissance économique continue, et (2) il est très peu probable que le découplage absolu des émissions de carbone soit réalisé à un rythme suffisamment rapide pour empêcher un réchauffement climatique supérieur à 1,5°C ou 2°C, même dans des conditions politiques optimistes. Nous concluons que la croissance verte est probablement un objectif malavisé, et que les décideurs politiques doivent envisager des stratégies alternatives

Introduction

La notion de croissance verte est apparue comme un thème central lors de la conférence Rio+20 sur le développement durable en 2012, et a occupé une place importante dans le document final "Le monde que nous voulons" (ONU 2012), qui appelait simultanément à une "économie verte" et à une "croissance économique soutenue". La croissance verte est depuis lors devenue une réponse dominante aux avertissements de plus en plus sérieux concernant le changement climatique et la dégradation de l'environnement (Dale et al. 2016). En tant que théorie, la croissance verte affirme que l'expansion économique continue (mesurée par le produit intérieur brut, ou PIB) est ou peut être rendue compatible avec l'écologie de notre planète. Bien que cette idée soit latente dans la rhétorique du développement durable depuis la Commission Brundtland et la première conférence de Rio, avec des formulations précoces prenant forme sous des noms comme Modernisation écologique (Ayres et Simonis, 1993, Weizsäcker et al. 1998) ou l'hypothèse de la courbe de Kuznets environnementale (Dasgupta et al. 2002), la théorie de la croissance verte la rend comme une affirmation formelle.

La théorie de la croissance verte est aujourd'hui promue par les principales organisations multilatérales et est supposée dans la politique nationale et internationale. Elle repose sur l'hypothèse que le découplage absolu de la croissance du PIB de l'utilisation des ressources et des émissions de carbone est possible (par exemple Solow 1973), et à un rythme suffisant pour prévenir les changements climatiques dangereux et d'autres dimensions de la dégradation écologique. Ce document de synthèse examine cette hypothèse et la confronte aux preuves empiriques existantes. Nous nous demandons : comment les organisations internationales définissent-elles la croissance verte ? La théorie de la croissance verte (et plus précisément l'hypothèse selon laquelle le découplage absolu de la croissance du PIB du débit de matières et des émissions de carbone peut être réalisé à un rythme suffisamment rapide) résiste-t-elle à un examen minutieux à la lumière des données existantes et des projections basées sur des modèles ? Et si ce n'est pas le cas, quelles sont les implications pour la politique ?

Définir la croissance verte

Il existe trois grands partisans institutionnels de la théorie de la croissance verte au niveau international : l'OCDE, le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et la Banque mondiale. Chacun d'entre eux a publié des rapports phares sur la croissance verte à l'époque de la conférence Rio+20. En 2011, l'OCDE a lancé une stratégie de croissance verte intitulée Vers une croissance verte. La même année, le PNUE a publié un rapport intitulé Vers une économie verte : Voies vers le développement durable et l'éradication de la pauvreté. En 2012, la Banque mondiale a publié le rapport intitulé Inclusive Green Growth : The Pathway to Sustainable Development (La croissance verte inclusive : la voie du développement durable). Au cours de la conférence Rio + 20, ces institutions se sont associées à l'Institut mondial pour la croissance verte pour créer la plateforme de

connaissances sur la croissance verte en tant qu'instrument permettant de faire progresser la stratégie de croissance verte dans le monde entier.

Chacune des trois organisations propose une définition différente de la croissance verte. L'OCDE la définit comme "la promotion de la croissance et du développement économiques tout en veillant à ce que les actifs naturels continuent à fournir les ressources et les services environnementaux sur lesquels repose notre bien-être" (2011, p. 18). La Banque mondiale (2012) la définit comme une croissance économique qui est efficace dans son utilisation des ressources naturelles, propre en ce qu'elle minimise la pollution et les impacts environnementaux, et résiliente en ce qu'elle tient compte des risques naturels et du rôle de la gestion de l'environnement et du capital naturel dans la prévention des catastrophes physiques.

Le PNUE évite le langage de la croissance verte en faveur de l'"économie verte", qu'il définit comme une économie qui augmente simultanément les revenus et améliore le bien-être humain "tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et les pénuries écologiques" (2011, p. 16).

Aucune de ces définitions n'est aussi précise qu'on pourrait l'espérer (voir Jacobs 2013). Comme le soulignent Smulders et ses collègues (2014), le concept de croissance verte est "nouveau et encore quelque peu amorphe". La définition de la Banque mondiale est la plus faible. La Banque mondiale cherche à "minimiser" l'impact environnemental de la croissance ; mais on peut minimiser l'impact environnemental sans réduire l'impact par rapport à ses niveaux actuels, et en fait tout en augmentant néanmoins l'impact global. L'OCDE est légèrement plus forte en ce qu'elle cherche à "maintenir" les ressources et les services environnementaux, mais là aussi, il n'y a pas de demande de réduction de l'impact. Le rapport du PNUE offre la définition la plus forte en ce sens qu'il appelle à la réduction de l'impact environnemental et des pénuries écologiques, ainsi qu'à la "reconstruction du capital naturel".

Les trois institutions s'accordent cependant sur le mécanisme à mettre en place pour parvenir à une croissance verte. La promesse est que le changement et la substitution technologiques amélioreront l'efficacité écologique de l'économie, et que les gouvernements peuvent accélérer ce processus avec des réglementations et des incitations appropriées. Mais elles diffèrent dans la clarté de leurs revendications. La Banque mondiale ne se demande pas si les innovations axées sur les politiques suffiront à réduire l'impact environnemental. L'OCDE, pour sa part, précise que la croissance verte n'est possible que si la technologie devient suffisamment efficace pour parvenir à "découpler" la croissance de l'impact sur l'environnement. Le PNUE va plus loin et place le découplage au centre de l'analyse :

Le découplage est un concept clé pour encadrer les défis auxquels nous sommes confrontés dans la transition vers une économie plus efficace en matière de ressources. Alors que la croissance économique mondiale se heurte aux frontières planétaires, il devient plus urgent de découpler la création de valeur économique de l'utilisation des ressources naturelles et des impacts environnementaux.

Le PNUE note que "les tendances récentes indiquent une tendance modérée au découplage relatif dans le temps", mais souligne que cela n'est pas suffisant : "Le défi central ... est de découpler absolument la croissance de l'intensité matérielle et énergétique" (PNUE 2011, p. 15).

Là encore, le PNUE propose la définition la plus claire - et la plus forte - de la croissance verte, à savoir que la croissance verte exige un découplage absolu du PIB de l'utilisation des ressources et de l'impact environnemental. Cette définition est conforme à la littérature écologique, qui insiste sur le fait que dans un contexte de dépassement écologique (Rockström et al. 2009, Ceballos et al. 2015, 2017, Steffen et al. 2015), il ne suffit pas de "minimiser" l'impact environnemental - nous devons rapidement le ramener à des limites sûres.

La question se pose donc : Le découplage absolu est-il possible et, si oui, est-il possible à un rythme suffisant pour revenir et rester à l'intérieur des limites planétaires ? Aucun des trois rapports sur la croissance verte ne fournit de preuve que c'est le cas. Mais depuis la conférence Rio+20, un certain nombre d'études clés sont apparues pour jeter un nouvel éclairage sur cette question. Nous présentons les conclusions de cette littérature empirique dans ce qui suit, en examinant tour à tour les deux principales dimensions du découplage - l'utilisation des ressources et les émissions de carbone¹ - avant de discuter des implications théoriques et politiques.

Utilisation des ressources - Un découplage absolu est-il possible ?

La mesure classique de l'utilisation des ressources d'une économie est la "consommation intérieure de matières" (CIM), qui est le poids total des matières premières (biomasse, minéraux, métaux et combustibles fossiles) extraites du territoire national, plus toutes les importations physiques moins toutes les exportations physiques. Bien que la CMM ne soit pas un indicateur direct de la pression écologique, elle est un indicateur de substitution bien établi et largement utilisé dans la littérature politique et bénéficie d'une base empirique solide à cette fin (Krausmann et al. 2009, p. 2703). Van der Voet et al. (2004) constatent que si les flux de masse des matériaux individuels ne sont pas indicatifs de leurs impacts écologiques, et si les impacts varient en fonction de l'évolution des technologies, il existe, à un niveau global, un degré élevé de corrélation (0,73) entre le débit de matériaux et les impacts écologiques.

Pour évaluer la relation entre le PIB et l'utilisation des ressources, de nombreux gouvernements ont adopté la pratique consistant à diviser le PIB par la DMC. Cela donne une indication de l'"efficacité des ressources" d'une économie. Si le PIB croît plus rapidement que la DMC (découplage relatif), l'économie devient plus efficace en termes de ressources. Le PIB/DMC est utilisé par l'Union européenne pour suivre les progrès vers une croissance verte. Il s'agit également de l'indicateur principal du rapport annuel de l'OCDE sur les indicateurs de la croissance verte.

Selon ce critère, il apparaît que de nombreux pays ont atteint un découplage relatif, le PIB augmentant à un rythme plus rapide que le DMC. Dans l'édition 2017 des Indicateurs de croissance verte, l'OCDE a conclu que "la productivité matérielle s'est améliorée dans certains pays de l'OCDE" (45). Le rapport indique également que les pays européens de l'OCDE ont réalisé un découplage absolu, avec une croissance du PIB tout en réduisant la DMC. La consommation de matières non énergétiques dans l'OCDE est passée de 12 tonnes par habitant en 2000 à 10 tonnes par habitant en 2015, la tendance à la baisse ayant commencé après la crise financière de 2008 (il convient toutefois de noter que la version de l'OCDE de la DMC n'inclut pas les combustibles fossiles ; ce n'est pas une pratique courante dans la littérature sur les flux de matières). Ces données sont essentielles pour les récits optimistes sur la croissance verte et étayent la notion populaire selon laquelle nous avons atteint un "pic" (par exemple, Goodall, 2011, Pearce, 2012).

Le DMC est toutefois un indicateur problématique, car il ne tient pas compte de l'impact matériel de la production et du transport de biens importés (Wiedmann et al. 2015, Gutowski et al. 2017). Dans une économie mondialisée, où les pays riches ont externalisé une grande partie de leur production vers des pays plus pauvres, cet aspect de la consommation matérielle a été déplacé hors de leur bilan. Si nous la ramenons, en examinant l'impact total sur les ressources de la consommation d'une nation donnée (ce que Wiedmann et al. appellent "empreinte matérielle" ou MF), le tableau change. Wiedmann et al. montrent que si les États-Unis, le Royaume-Uni, le Japon, l'OCDE et l'UE-27 sont parvenus à un découplage relatif du PIB par rapport à la CMM (y compris les combustibles fossiles), l'empreinte matérielle a augmenté à un rythme égal ou supérieur au PIB, ce qui suggère qu'il n'y a pas eu de découplage du tout ; en fait, dans la plupart des cas, un nouveau découplage a

eu lieu (voir figure 1). Les indicateurs de croissance verte de l'OCDE reconnaissent en partie ce problème, en déclarant que "les progrès sont modérés si l'on tient compte des flux indirects associés au commerce". Pourtant, le rapport ne fournit aucune donnée sur les flux indirects ; et les données disponibles suggèrent que les progrès ne sont pas modérés mais négatifs.

Selon Wiedmann et al. (2015), les seuls cas significatifs de découplage relatif du PIB et de l'empreinte matérielle ont été la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud. L'Afrique du Sud est la plus notable des trois, avec une croissance presque nulle de l'empreinte matérielle depuis 1990, bien qu'il n'y ait aucune preuve d'un découplage absolu durable.

À l'échelle mondiale, l'utilisation des ressources a augmenté de façon constante. Krausmann et al. (2009) montrent que l'extraction et la consommation mondiales de matériaux (y compris les combustibles fossiles) ont été multipliées par 8 entre 1900 et 2005, pour atteindre 59 milliards de tonnes par an, avec des taux de croissance annuels compris entre 1 et 4 %.

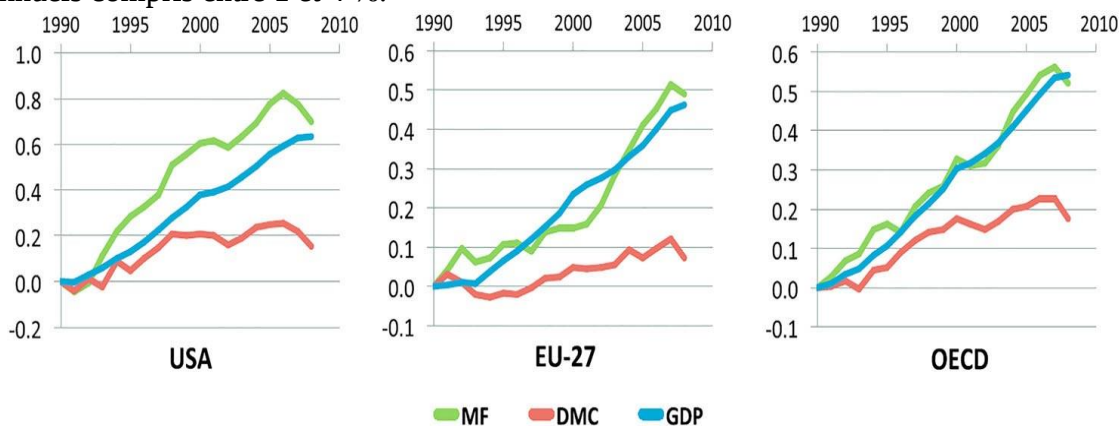


Figure 1. Tendances de l'utilisation des matières dans l'UE-27, à l'OCDE et aux États-Unis, 1990-2008. Source : Wiedmann et al. (2015).

Giljum et al. (2014) constatent que la consommation mondiale a augmenté de 93,4 pour cent entre 1980 et 2009, à un taux moyen de 2,4 pour cent par an, pour atteindre un total de 67,6 milliards de tonnes. Materialflows.net (2015), qui est géré par l'Université d'économie et de commerce de Vienne, propose des données pour la période 1980 à 2013 et montre que l'empreinte matérielle mondiale a augmenté de 132 pour cent, à un taux moyen de 2,5 pour cent par an, pour atteindre près de 85 milliards de tonnes (figure 2(a)).

Quelle est la relation entre le PIB mondial et l'utilisation des ressources ? Krausmann et ses collaborateurs (2009) montrent qu'au cours du XXe siècle, le PIB a augmenté à un rythme plus rapide (3 % par an) que l'utilisation des ressources (2 % par an). Cela représente un découplage relatif ou une dématérialisation de la croissance du PIB, à un taux d'environ 1 % par an. Mais cela a changé au XXIe siècle : le taux de croissance de la consommation mondiale a augmenté entre 2000 et 2005, pour atteindre en moyenne 3,7 % par an. Comme ce taux correspondait au taux de croissance du PIB, aucun découplage n'a été réalisé. Giljum et al. (2014) constatent également que le taux de croissance de la consommation mondiale s'est accéléré au XXIe siècle, atteignant en moyenne 3,4 % par an entre 2000 et 2009 ; là encore, aucun découplage n'a été réalisé. Les données mondiales de Wiedmann montrent une tendance similaire. Materialflows.net (2015) montre une période de croissance modeste de l'empreinte matérielle mondiale de 1980 à 2002, avec 1,78 % par an. Comme cette croissance a été plus lente que celle du PIB, un certain découplage relatif a été réalisé. Toutefois, la dernière décennie, de 2002 à 2013, montre une accélération de l'utilisation mondiale des matières, à raison de 3,85 % par an. En d'autres termes, l'intensité matérielle de l'économie mondiale a augmenté au XXIe siècle, et

non diminué. Les auteurs déclarent : Actuellement, l'économie mondiale est donc sur la voie de la re-matérialisation et est loin de tout découplage, même relatif. (Figure 2(b)).

En résumé : les tendances historiques mondiales montrent un découplage relatif, mais aucune preuve de découplage absolu, et les tendances du XXI^e siècle montrent non pas une plus grande efficacité, mais plutôt une plus mauvaise efficacité, avec un nouveau découplage. Bien entendu, les trajectoires futures pourraient potentiellement rompre avec ces tendances si nous modifions la composition et la technologie de l'économie mondiale (Grossman et Krueger 1995). Que montrent les données sur les perspectives d'avenir ?

Un argument est que l'intensité des ressources diminuera à mesure que les économies passeront de l'industrie manufacturière aux services. Les données historiques ne confirment toutefois pas cette théorie. En proportion du PIB mondial, les services sont passés de 63 % en 1997 à 69 % en 2015, selon les données de la Banque mondiale. Pourtant, au cours de cette même période, l'utilisation mondiale de matériaux s'est accélérée, dépassant la croissance du PIB mondial. Il en va de même pour les pays à revenu élevé. Les services représentent 74 % du PIB dans les pays à revenu élevé (contre 69 % en 1997), mais la DMC n'a pas diminué et l'empreinte matérielle dépasse la croissance du PIB. Cela peut s'expliquer par le fait que les services nécessitent des intrants à forte intensité de ressources (en d'autres termes, les services comprennent des quantités importantes de matériaux) ou par le fait que les revenus tirés de la vente de services sont utilisés pour acheter des biens de consommation à forte intensité de ressources (Kallis 2017). Une autre possibilité est que l'intensité en ressources des secteurs primaire et secondaire ait augmenté au point de dépasser les gains réalisés par le passage aux services. Quelle qu'en soit la cause, il n'existe aucune preuve historique que le passage aux services réduira, en soi, le débit de matières de l'économie mondiale.

Un autre argument est que l'innovation technologique et la politique gouvernementale pourraient être à l'origine du découplage à l'avenir. C'est l'hypothèse avancée par les rapports de la Banque mondiale, de l'OCDE et du PNUE sur la croissance verte.

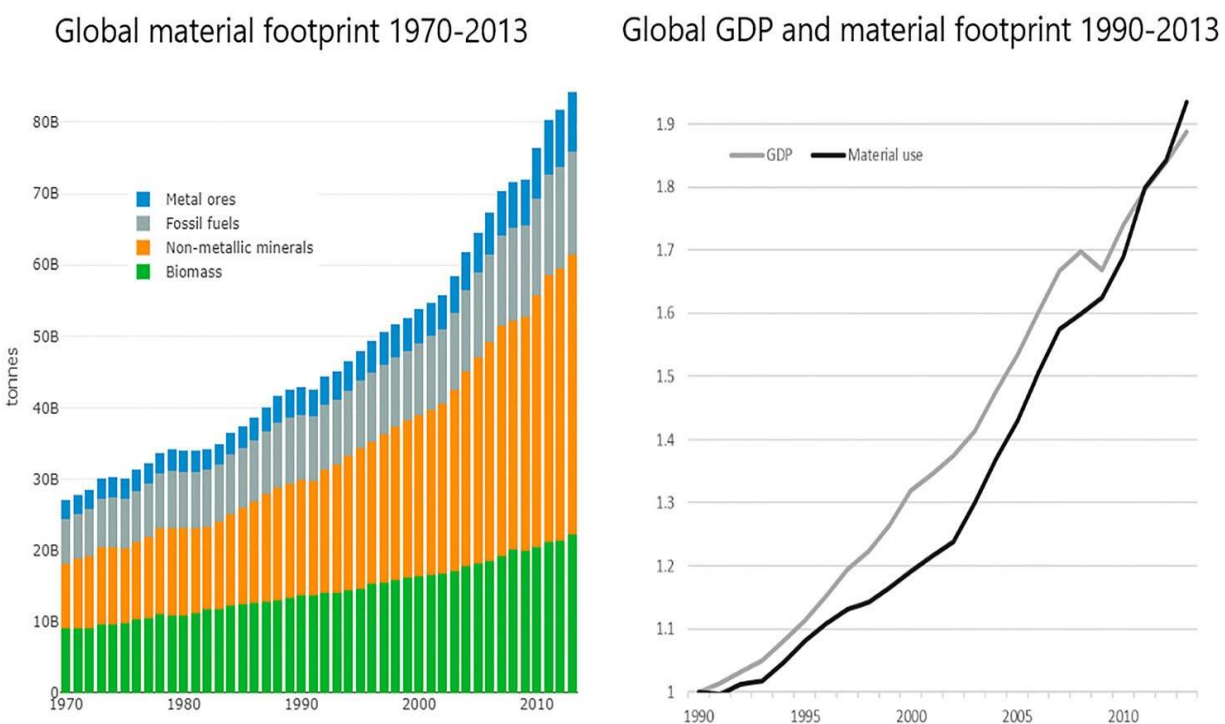


Figure 2. (a) Empreinte matérielle mondiale, 1970-2013 ; (b) Variation de l'empreinte matérielle mondiale par rapport à la variation du PIB mondial (en dollars constants de 2010), 1990-2013. Source : Materialflows.net/Banque mondiale.

À notre connaissance, trois grandes études examinent cette possibilité à l'échelle mondiale. Nous examinons ci-dessous leurs conclusions.

Dittrich et al. (2012) montrent qu'un scénario de "statu quo" fera passer l'utilisation des matières de 68 milliards de tonnes en 2008 à 180 milliards de tonnes en 2050. Ce scénario suppose que les économies mondiales du Sud croissent au point que la consommation mondiale moyenne par habitant en 2030 sera égale à la consommation par habitant de l'OCDE en 2008. Dittrich et al concluent que ce niveau d'utilisation des ressources n'est "pas une option pour l'avenir". En revanche, leur scénario optimiste suppose (a) une croissance démographique moyenne ; (b) que tous les pays suivent les meilleures pratiques en matière d'utilisation efficace des ressources ; et (c) que la réduction de la consommation d'un matériau n'exige pas une consommation plus élevée d'un autre matériau. Dans ce scénario, l'utilisation des ressources atteint 93 milliards de tonnes d'ici 2050. Cela représente un découplage relatif, mais pas de réduction absolue de l'utilisation des matières.

Dans une deuxième étude, Schandl et ses collaborateurs (2016) utilisent un modèle basé sur une croissance annuelle moyenne de 3 % du PIB mondial et explorent trois scénarios entre 2010 et 2050. Le scénario de référence, sans modification significative des politiques environnementales, montre que l'utilisation mondiale des ressources passe de 79,4 milliards de tonnes en 2010 à 183 milliards de tonnes en 2050 (comme la projection de Dittrich et al), avec un léger découplage relatif. Le scénario "d'efficacité moyenne", avec un prix du carbone de 25 dollars par tonne de CO₂ (augmentant de 4 % par an), montre que l'utilisation des ressources mondiales augmente encore régulièrement sur la période, mais à un rythme environ deux fois moins rapide que le PIB mondial, pour atteindre 130 milliards de tonnes en 2050. Le scénario de "haute efficacité", avec un prix du carbone commençant à 50 dollars (augmentant de 4 % par an pour atteindre 236 dollars en 2050) et un doublement de l'efficacité matérielle de l'économie (de 1,5 % par an en moyenne historique à 4,5 % par an), montre que l'utilisation des ressources mondiales augmente toujours régulièrement, mais à un taux environ quatre fois plus élevé que le PIB mondial, pour atteindre 95 milliards de tonnes en 2050 (là encore, comme Dittrich et al.).

Il est important de noter que le taux d'amélioration de l'efficacité matérielle que Schandl et al. supposent (à savoir, 4,5 % par an) n'a pas de base empirique. Ils ne fournissent aucune preuve qu'un taux aussi rapide est possible à maintenir. Pourtant, même avec cette hypothèse optimiste, Schandl et al concluent : "Notre recherche montre que si un certain découplage relatif peut être réalisé dans certains scénarios, aucun ne conduirait à une réduction absolue de l'empreinte des matériaux.

Enfin, le PNUE a élaboré un modèle qui explore quatre scénarios d'avenir différents, qu'il examine dans son rapport de 2017 intitulé "Assessing Global Resource Use" (PNUE 2017a, p. 42-45). Leur scénario de référence, extrapolant à partir des tendances existantes, montre que l'utilisation des ressources mondiales augmente régulièrement, passant de 85 milliards de tonnes en 2015 à 186 milliards de tonnes en 2050 (comme Dittrich et al et Schandle et al). Leur scénario de haute efficacité, en revanche, comprend des mesures politiques fortes : (a) un prix mondial du carbone de 5 dollars par tonne de CO_{2e} en 2021, augmentant de 18,1 % par an pour atteindre 573 dollars en 2050 ; (b) des innovations technologiques qui améliorent l'efficacité des ressources ; (c) une taxe sur l'extraction des ressources qui augmente le prix des ressources naturelles par rapport aux autres intrants ; et (d) des changements progressifs des réglementations, de la planification et des politiques d'achat des gouvernements (pour plus de détails sur le modèle, voir UNEP 2017b, p. 287 et suivantes). Le scénario de haute efficacité prévoit que l'utilisation des ressources mondiales s'élèvera à 132 milliards de tonnes en 2050. Si un certain découplage relatif est réalisé, il n'y a pas de réduction absolue de l'utilisation des ressources.

Les projections du PNUE sont nettement plus mauvaises que ce que prévoient Dittrich et al ou Schandl et al. Les auteurs du modèle, Ekins et Hughes, le disent parce qu'ils ont intégré l'"effet de rebond" dans leur modèle

(PNUE 2017a, 106 et suivants). L'effet de rebond annule certains gains en matière d'efficacité des ressources. En effet, ces gains réduisent le coût d'un bien ou d'un service, libérant ainsi des revenus et augmentant la demande effective (voir Herring and Sorrell 2009 pour une revue de la littérature). À la lumière de ces conclusions, le PNUE reconnaît que les améliorations de l'efficacité des ressources ne suffiront pas, à elles seules, à atteindre la durabilité ou la croissance verte. L'efficacité des ressources ne suffit pas à elle seule. Les gains de productivité dans le système de production linéaire actuel sont susceptibles d'entraîner une augmentation de la demande de matières par une combinaison de croissance économique et d'effets de rebond" (12). Le rapport reconnaît plutôt qu'il faut faire autre chose. Il suggère d'approfondir les principes d'une économie circulaire : "un passage des flux de matériaux linéaires à des flux circulaires grâce à une combinaison de cycles de vie des produits prolongés, de conception et de normalisation intelligentes des produits, de réutilisation, de recyclage et de refabrication" (12). L'amélioration de la circularité pourrait réduire l'impact écologique du flux de matériaux, mais seule une petite fraction du flux total a un potentiel circulaire. 44 % sont constitués d'intrants alimentaires et énergétiques, qui sont dégradés de manière irréversible, et 27 % sont des ajouts nets aux stocks de bâtiments et d'infrastructures (Haas et al. 2015).

Ces modèles suggèrent que le découplage absolu n'est pas réalisable à l'échelle mondiale dans le contexte d'une croissance économique continue. Il s'agit toutefois d'études mondiales. On pourrait avancer que, lorsqu'il s'agit de savoir si la croissance verte est possible, nous devons examiner spécifiquement ce que les nations à revenu élevé pourraient être en mesure de réaliser, compte tenu de leur plus grande capacité de développement technologique. Hatfield-Dodds et autres (2015) ont modélisé un certain nombre de scénarios pour l'Australie de 2015 à 2050, avec des résultats qui ont été largement cités à l'appui de la théorie de la croissance verte. Leur scénario le plus optimiste suppose des niveaux élevés de gains d'efficacité induits par les politiques, avec une baisse globale de 70 % de l'intensité matérielle. Ils constatent qu'un "découplage économique et physique substantiel est possible", avec un taux de croissance moyen du PIB de 2,41 % par an "tandis que les pressions environnementales associées s'atténuent (émissions de gaz à effet de serre, stress hydrique, perte d'habitat naturel)". Le modèle suggère que cela peut être réalisé sans externaliser l'impact environnemental à d'autres pays.

Hatfield-Dodds et al ont toutefois été critiqués pour ce modèle. Tout d'abord, ils ne fournissent aucune preuve de leur hypothèse selon laquelle une baisse de 70 % de l'intensité matérielle est possible. Alexander et al. (2018) ont souligné que ce taux d'amélioration de l'efficacité est sans fondement et irréaliste. En effet, le Bureau australien d'économie agricole (ABARE 2008) indique que l'efficacité ne devrait s'améliorer que de 0,2 à 0,5 % par an à l'avenir, soit au maximum un huitième du taux que Hatfield-Dodds suppose. Deuxièmement, même si une baisse de 70 % de l'intensité matérielle était possible, il semble que toute diminution de l'utilisation des ressources qui en résulterait ne pourrait être réalisée qu'à court terme. Le scénario optimiste du modèle de Hatfield-Dodds et al. montre que l'utilisation des matières diminue de 2015 à 2040, mais recommence à augmenter par la suite.

Ward et al. (2016) ont testé le modèle Hatfield-Dodds sur une période plus longue, jusqu'en 2100. Ils supposent une baisse de l'intensité matérielle d'ici 2050, soit 50 % de plus que ce que proposent Hatfield-Dodds et al, pour un scénario encore plus optimiste. Ils constatent que l'extraction de matériaux diminue jusqu'en 2050 (découplage à un taux moyen d'environ 4 % par an), mais qu'elle s'aplanit ensuite et augmente régulièrement, de sorte qu'en 2100, l'utilisation de matériaux est de 20 à 60 % supérieure à sa valeur initiale en 2015. Alors que le découplage absolu de l'extraction de matières est réalisé à court terme, à plus long terme, l'extraction de matières augmente de 2,16 % par an, ce qui correspond presque au taux de croissance du PIB.

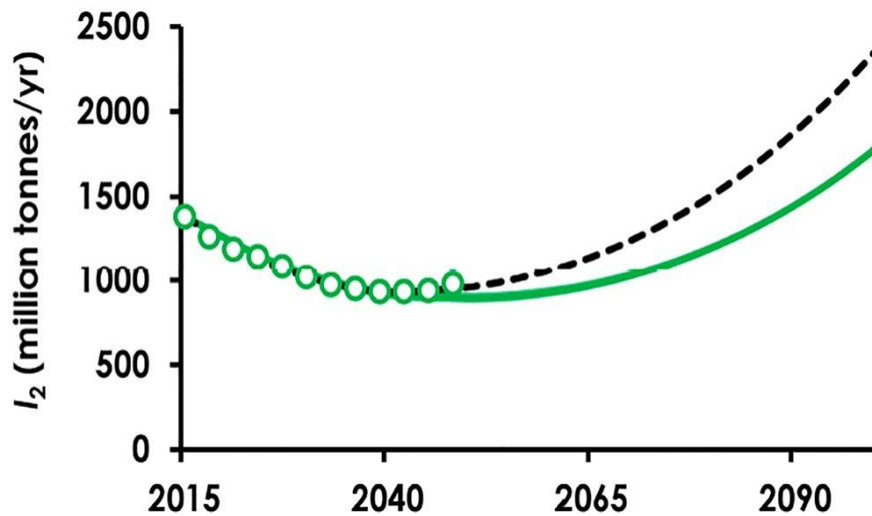


Figure 3. Projections de l'extraction de matériaux en Australie dans des conditions très optimistes, 2015-2100. Les points verts représentent la projection de Hatfield-Dodds jusqu'en 2050. Source : Ward et al. (2016).

Il convient de noter que l'indicateur "extraction de matières" est différent de la DMC et de l'empreinte des matières, dans la mesure où il n'inclut pas les importations ; les chiffres de la DMC et de l'empreinte des matières pour l'Australie seraient nettement plus élevés (figure 3).

Ward et al. (2016) affirment que cette reprise de l'extraction de matières premières s'explique par le fait que l'efficacité des ressources ne peut pas s'améliorer indéfiniment, car elle finit par se rapprocher des limites physiques. Ils affirment :

Pour les ressources non substituables telles que la terre, l'eau, les matières premières et l'énergie, nous soutenons que si des gains d'efficacité peuvent être possibles, il existe des exigences minimales pour ces ressources qui sont en fin de compte régies par des réalités physiques : par exemple, la limite photosynthétique de la productivité végétale et les efficacités maximales de conversion trophique pour la production animale régissent la superficie minimale de terre nécessaire à la production agricole ; les limites physiologiques de l'efficacité de l'utilisation de l'eau par les cultures régissent l'utilisation minimale de l'eau agricole, et les limites supérieures des efficacités énergétique et matérielle régissent le débit minimal de ressources nécessaire à la production économique.

Lorsque les limites physiques de l'efficacité des ressources sont atteintes, la croissance continue du PIB entraîne une reprise de l'utilisation des ressources. Ward et al concluent que "le découplage de la croissance du PIB et de l'utilisation des ressources, qu'il soit relatif ou absolu, n'est au mieux que temporaire. Un découplage permanent (absolu ou relatif) est impossible pour les ressources essentielles et non substituables, car les gains d'efficacité sont en fin de compte régis par des limites physiques. La croissance du PIB ne peut en fin de compte pas être découplée de manière plausible de la croissance de l'utilisation des matières et de l'énergie, ce qui démontre catégoriquement que la croissance du PIB ne peut pas être maintenue indéfiniment. Il est donc trompeur d'élaborer une politique axée sur la croissance en pensant que le découplage est possible".

Conclusions et discussion

Les données empiriques suggèrent que le découplage absolu du PIB de l'utilisation des ressources (a) peut être possible à court terme dans certains pays riches ayant une politique de réduction forte, mais en supposant seulement des gains d'efficacité théoriques qui peuvent être impossibles à réaliser dans la réalité ; (b) n'est pas réalisable à l'échelle mondiale, même dans les conditions politiques du meilleur scénario ; et (c) est physiquement impossible à maintenir à long terme. À la lumière de ces données, nous pouvons conclure que la

théorie de la croissance verte - en termes d'utilisation des ressources - manque de soutien empirique. Nous n'avons pas connaissance de modèles empiriques crédibles qui contredisent cette conclusion. Il y a cependant trois contrepoints à considérer :

Premièrement, cette conclusion est sensible au taux de croissance de base du PIB. Les études citées ci-dessus prévoient une croissance de 2 à 3 % par an. À mesure que le taux de croissance se rapproche de zéro, le découplage absolu devient plus réalisable, et il est probable qu'il durera plus longtemps. Il est raisonnable de penser que la croissance verte pourrait être réalisée à des taux de croissance du PIB très faibles, c'est-à-dire inférieurs à 1 % par an - ce qui est nettement inférieur aux tendances historiques et aux trajectoires prévues⁴.

Deuxièmement, les études citées ci-dessus sont basées sur la relation existante entre le PIB et le débit de matières. Elles modélisent l'impact de variables connues, telles que l'amélioration de l'efficacité, l'innovation technologique, les taxes, le passage aux services, etc. On pourrait toutefois faire valoir qu'il est théoriquement possible de rompre complètement la relation existante entre le PIB et le débit de matières. Nous y réfléchissons dans l'avant-dernière section de ce document.

Troisièmement, on pourrait faire valoir que l'indicateur d'empreinte matérielle globale occulte la possibilité de passer de ressources à fort impact à des ressources à faible impact. Il est vrai que des matériaux différents ont des impacts différents, et que les matériaux renouvelables et non renouvelables ont des seuils de durabilité différents, mais la mesure agrégée est néanmoins considérée comme un indicateur de substitution utile car toutes les catégories de matériaux constitutifs présentent à peu près les mêmes tendances que le total (c'est-à-dire qu'elles augmentent toutes avec la croissance du PIB). Et comme tous les matériaux ont un certain impact, une croissance indéfinie de n'importe quelle catégorie de matériaux n'est pas compatible avec les principes écologiques.

Il est important de souligner que la norme de croissance verte que nous avons utilisée ci-dessus est conservatrice, dans la mesure où elle considère comme verte toute réduction de l'utilisation annuelle des ressources, aussi petite soit-elle. La littérature universitaire sur l'utilisation des ressources est nettement plus stricte que cela. Un consensus émerge sur le fait que l'empreinte matérielle mondiale doit être réduite à 50 milliards de tonnes par an pour être compatible avec l'écologie de la planète (Dittrich et al., 2012, Hoekstra et Wiedmann 2014, PNUE 2014, Bringezu 2015). Bringezu (2015) va plus loin et suggère que cette réduction doit avoir lieu d'ici 2050. Bien sûr, il y a des raisons d'être sceptique face à de tels objectifs mondiaux, car ils combinent des matériaux renouvelables et non renouvelables qui devraient être traités séparément, et parce que les impacts de l'utilisation des matériaux sont spécifiques à la région et que les seuils devraient être adaptés aux écosystèmes locaux (sauf dans le cas des combustibles fossiles et de l'extraction terrestre de la biomasse, qui ont une incidence sur les émissions de gaz à effet de serre). Néanmoins, la littérature indique clairement que l'empreinte matérielle doit être considérablement réduite par rapport aux niveaux actuels. En d'autres termes, pour être véritablement verte, la croissance verte ne nécessite pas n'importe quel degré de découplage absolu, mais un découplage absolu suffisamment rapide pour atteindre les objectifs écologiques.

Émissions de carbone - La croissance est-elle compatible avec l'accord de Paris ?

Contrairement à l'utilisation des ressources, il existe une tendance constante à long terme vers un découplage relatif du PIB et des émissions de carbone, et nous savons qu'il est possible de réduire les émissions de carbone en termes absolus. Toutefois, en matière de changement climatique, l'objectif n'est pas simplement de réduire les émissions (une question de flux), mais d'empêcher les émissions totales de dépasser des budgets carbone spécifiques (une question de stocks). Pour la théorie de la croissance verte, la question n'est donc pas seulement de savoir si nous pouvons parvenir à un découplage absolu et réduire les émissions, mais si nous pouvons

réduire les émissions assez rapidement pour rester dans les limites des budgets carbone de 1,5°C ou 2°C, conformément à l'accord de Paris, tout en poursuivant la croissance économique.

Un certain nombre de pays à revenu élevé ont vu leurs émissions diminuer au XXI^e siècle, malgré une croissance économique continue. La figure 4(a) montre la diminution des émissions aux États-Unis et dans l'UE28, en termes territoriaux et en termes de consommation, de 2006 à 2016 (c'est-à-dire le découplage absolu). Toutefois, les émissions des pays du Sud ont continué à augmenter, bien qu'à un rythme plus lent que le PIB (c'est-à-dire le découplage relatif). Les émissions de la Chine ont légèrement diminué entre 2014 et 2016 (brève période de découplage absolu), avant de croître à nouveau en 2017.

Au niveau mondial, les émissions de CO₂ ont augmenté régulièrement, ne diminuant que pendant les périodes de récession économique (figure 4(b)). Les émissions mondiales se sont stabilisées en 2015 et 2016 alors que le PIB continuait d'augmenter, ce qui a incité l'Agence internationale de l'énergie, un organe de recherche de l'OCDE, à annoncer que le découplage des émissions mondiales et de la croissance économique était confirmé (AIE 2016), tandis que les médias célébraient les "pics d'émissions" (Meyer 2016). Cette nouvelle en est brièvement venue à constituer un élément clé des récits optimistes sur la croissance verte, jusqu'à ce que les émissions mondiales recommencent à augmenter en 2017 (1,6 %) et 2018 (2,7 %). Les analystes attribuent ce plateau temporaire à l'abandon par la Chine du charbon et (surtout) du pétrole et du gaz, et à la réorientation des États-Unis vers le gaz naturel⁵.

Dans l'ensemble, la productivité mondiale du carbone a ralenti. Les données de la Banque mondiale montrent que la productivité du carbone (CO₂ par rapport au PIB américain en 2010) s'est améliorée régulièrement de 1960 à 2000, la décarbonisation s'effectuant à un taux moyen de 1,28 % par an (découplage relatif). Cependant, de 2000 à 2014, il n'y a pas eu d'amélioration de la productivité du carbone - en d'autres termes, même le découplage relatif n'a pas été réalisé au XXI^e siècle.⁶

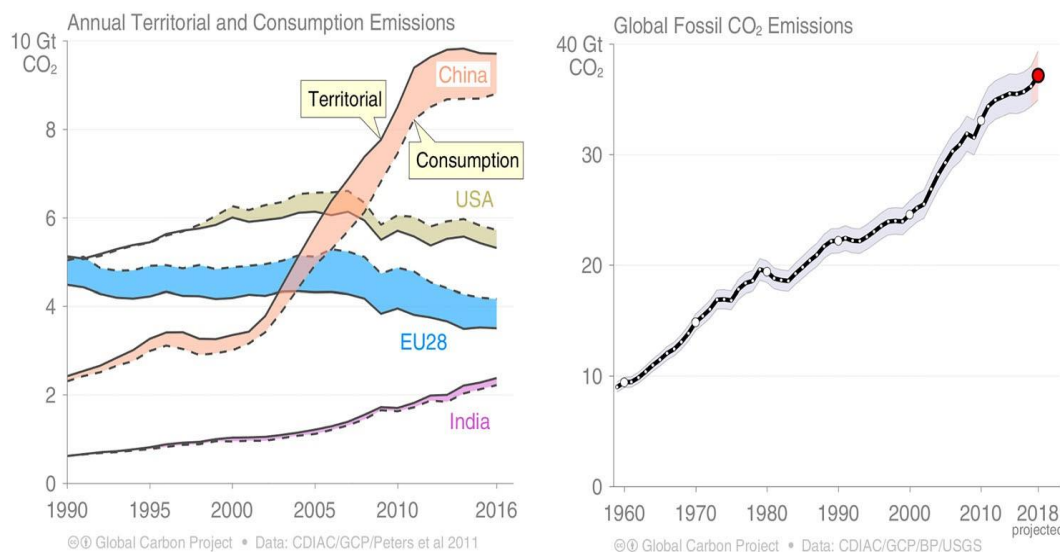


Figure 4. (a) Émissions annuelles de CO₂ territoriales et de consommation pour certaines régions, 1990-2016 ; (b) Émissions mondiales de CO₂ 1960-2018. Source : (a) Émissions territoriales et de consommation annuelles de CO₂ pour certaines régions, 1990-2016 ; (b) Émissions mondiales de CO₂ 1960-2018 : Budget mondial du carbone (2018).

Les pays à revenu élevé ont fait mieux, au moins en termes d'émissions territoriales (la Banque mondiale ne suit pas les émissions liées à la consommation), mais même ainsi, les progrès ont ralenti, passant d'un taux moyen de 1,91 % par an de 1970 à 2000, à 1,61 % par an de 2000 à 2014.

Les tendances actuelles sont incompatibles avec les objectifs de l'accord de Paris. Le maintien du statu quo devrait entraîner un réchauffement de 4,2°C (2,5°C à 5,5°C) d'ici 2100. Même avec les contributions nationales déterminées et les contributions nationales déterminées prévues dans le cadre de l'accord de Paris, le réchauffement de la planète devrait atteindre 3,3°C (1,9°C à 4,4°C) - une amélioration par rapport au scénario BAU mais dépassant encore largement les seuils de 1,5°C et 2°C.

Le cinquième rapport d'évaluation du GIEC (AR5) comprend 116 scénarios d'atténuation qui sont conformes à la voie de concentration représentative 2.6 (RCP2.6), qui offre les meilleures chances de rester en dessous de 2°C. Tous ces scénarios sont des scénarios de croissance verte en ce sens qu'ils stabilisent les températures mondiales alors que le PIB mondial continue d'augmenter. L'augmentation du PIB est une caractéristique inhérente aux voies socio-économiques partagées (VSP), qui constituent la base des scénarios d'atténuation du GIEC (Kuhnhenh 2018). Le RE5 avertit toutefois que ces scénarios "impliquent généralement un dépassement temporaire des concentrations atmosphériques" et "reposent généralement sur la disponibilité et le déploiement à grande échelle de la bioénergie avec capture et stockage du carbone (BECCS)" (2014, p. 23). En effet, la grande majorité des scénarios pour 2°C (101 sur 116) s'appuient sur le BECCS au point d'atteindre des émissions négatives.⁸ Le BECCS implique la croissance de grandes plantations d'arbres pour séquestrer le CO₂ de l'atmosphère, la récolte de la biomasse, sa combustion énergétique, la capture des émissions de CO₂ à la source et son stockage souterrain. Le recours à ces "technologies à émissions négatives" permet d'obtenir un bilan carbone beaucoup plus important (environ le double de la taille réelle) en supposant que nous pourrions réduire avec succès le carbone atmosphérique mondial dans la seconde moitié du siècle.

Le BECCS est très controversé parmi les climatologues. Elle a été proposée pour la première fois par Obersteiner et al. (2001) et Keith (2001) au début du siècle. Les équipes de modélisation du GIEC ont commencé à l'inclure dans leurs scénarios à partir de 2005, bien qu'elles n'aient pas eu de preuves solides de sa faisabilité. Avec la publication du RE5, le BECCS a été consacré comme hypothèse dominante. Obersteiner a exprimé son inquiétude face à l'adoption rapide de son idée ; il considère BECCS comme ce qu'il appelle une "stratégie de gestion des risques", ou une "technologie de secours" au cas où les boucles de rétroaction climatique s'avèreraient pires que prévu, et affirme que le GIEC en a fait un "mauvais usage" en l'incluant dans les scénarios réguliers pour alléger la pression exercée sur les voies d'atténuation conventionnelles (c'est-à-dire les réductions d'émissions) (Hickman 2016). Dans sa formulation initiale de l'idée, Keith (2001) a noté que si l'"utilisation mesurée" de la biomasse pouvait contribuer à atténuer les problèmes environnementaux, "l'utilisation à grande échelle de la biomasse cultivée ne le fera pas".

Anderson et Peters (2016) soulignent que l'"attrait" du BECCS est dû au fait qu'il permet aux politiciens de reporter la nécessité de réduire rapidement les émissions : BECCS autorise la combustion continue de combustibles fossiles tout en respectant ostensiblement les engagements de Paris". Il y a un certain nombre de préoccupations. Premièrement, la viabilité de la production d'électricité avec le CSC n'a jamais été démontrée comme étant économiquement viable ou évolutive ; elle nécessiterait la construction de 15 000 installations (Peters 2017). Deuxièmement, l'échelle de la biomasse supposée dans les scénarios du RE5 nécessiterait des plantations couvrant une superficie deux à trois fois plus grande que l'Inde, ce qui soulève des questions sur la disponibilité des terres, la concurrence avec la production alimentaire, la neutralité carbone et la perte de biodiversité (Smith et al. 2016 ; Heck et al. 2018). Troisièmement, la capacité de stockage nécessaire pourrait ne pas exister (De Coninck et Benson 2014, Global CCS Institute 2015). Anderson et Peters concluent que "la BECCS reste donc une technologie hautement spéculative" et que le fait de s'y fier est donc "un pari injuste et à haut risque" : si elle échoue, "la société sera enfermée dans une voie à haute température". Cette conclusion est partagée par un nombre croissant de scientifiques (par exemple, Fuss et al. 2014, Vaughan et Gough, 2016, Larkin et al. 2017, Van Vuuren et al. 2017), et par le Conseil consultatif scientifique des académies européennes (2018).

Il n'est pas évident que nous puissions à juste titre nous appuyer sur la technologie BECCS, qui n'a pas fait ses preuves, pour soutenir la théorie de la croissance verte. Si nous acceptons ce point, nous devons alors revenir à la question de savoir s'il est possible de maintenir la croissance sans s'appuyer sur la BECCS pour rester dans les limites des budgets carbone conformes à l'accord de Paris. Sans BECCS, les émissions mondiales doivent tomber à zéro net d'ici 2050 pour 1,5°C, ou d'ici 2075 pour 2°C.⁹ Cela implique des réductions de 6,8 % par an et de 4 % par an, respectivement (figure 5). Théoriquement, cela peut être réalisé grâce à (a) un passage rapide à 100 % d'énergie renouvelable pour éliminer les émissions provenant de la combustion de combustibles fossiles (Jacobson et Delucchi 2011) ; plus (b) le boisement et la régénération des sols pour éliminer les émissions provenant du changement d'affectation des terres ; plus (c) un passage à des processus industriels alternatifs pour éliminer les émissions provenant de la production de ciment, d'acier et de plastique. La question est de savoir si tout cela peut être accompli assez rapidement.

Seuls 6 des 116 scénarios pour 2°C dans le RE5 excluent le BECCS. Ceux-ci fonctionnent en supposant une "technologie complète optimale" dans tous les autres domaines, plus un boisement massif, et avec des coûts d'atténuation élevés. Ces scénarios représentent des voies théoriquement possibles, mais sans aucune preuve empirique de leur faisabilité.

Les résultats des études empiriques ne sont pas prometteurs. Schandl et ses collaborateurs (2016) modélisent ce qui pourrait être réalisé avec des politiques d'atténuation agressives, sans s'appuyer sur le BECCS. Leur scénario de haute efficacité prévoit un prix du carbone commençant à 50 dollars la tonne (augmentant de 4 % par an jusqu'à 236 dollars en 2050) plus un doublement de l'efficacité matérielle de l'économie grâce aux innovations technologiques (passant d'un taux moyen historique de 1,5 % par an à 4,5 %). Schandl et al ne fournissent aucune preuve de la faisabilité des améliorations de l'efficacité qu'ils supposent. Néanmoins, le résultat montre qu'avec une croissance mondiale de 3 % par an, les émissions annuelles plafonnent jusqu'en 2050 mais ne diminuent pas. Dans ce scénario, la croissance de la demande énergétique dépasse le taux de décarbonisation, violant les budgets carbone de 1,5°C et 2°C.

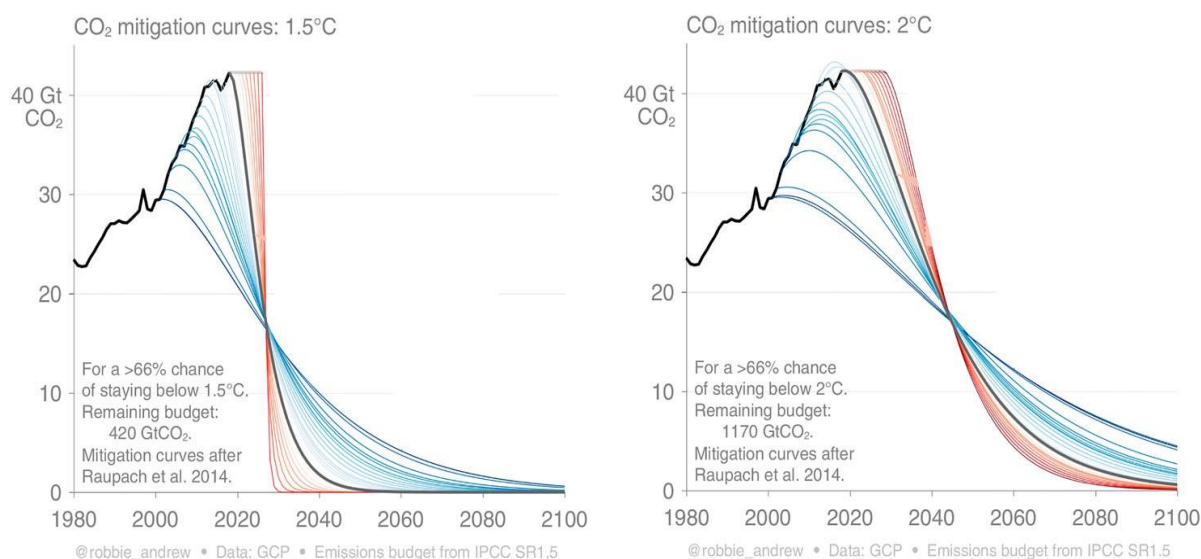


Figure 5. Courbes d'atténuation des émissions de CO₂ pour 1,5°C et 2°C. Source : Budget mondial du carbone (2018).

L'Association internationale pour les énergies renouvelables (IRENA 2018) a modélisé un scénario de croissance continue du PIB compatible avec 2°C en s'appuyant sur un passage rapide aux énergies

renouvelables (conformément à Jacobson et Delucchi 2011). Ce scénario prévoit l'ajout de 12 200 GW de capacité solaire et éolienne d'ici 2050, avec une augmentation spectaculaire des taux d'installation (de 2,3 à 4,6 fois plus rapide qu'actuellement)¹⁰. Le scénario prévoit également que l'intensité énergétique de l'économie mondiale diminue des deux tiers (de 2,8 % par an, soit le double du taux historique), ce qui ramènerait la demande énergétique en 2050 à un niveau légèrement inférieur à celui de 2015¹¹. Cela est possible dans la mesure où le passage à l'énergie éolienne et solaire améliore lui-même l'efficacité énergétique (Jacobson et Delucchi 2011).¹² Néanmoins, même ce scénario optimiste n'atteint que 90 % des réductions d'émissions nécessaires pour 2°C (probablement parce qu'il ne tient pas compte des émissions dues au changement d'affectation des terres et à la production de ciment). Le modèle s'appuie sur la technologie des émissions négatives pour couvrir la majeure partie du reste.

Van Vuuren et ses collaborateurs (2018) envisagent des "voies alternatives" pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris sans recourir à l'utilisation généralisée de technologies à émissions négatives. Ils modélisent l'augmentation du PIB conformément à la PAS2. Outre une taxe sur le carbone et d'autres stratégies agressives d'atténuation, leur scénario optimiste comprend les paramètres suivants : la population mondiale culmine à 8,4 milliards en 2050 et diminue pour atteindre 6,9 milliards en 2100 ; la consommation de viande diminue de 80 % d'ici 2050 ; toutes les nouvelles voitures et tous les nouveaux avions sont efficaces à partir de 2025 ; le monde se tourne vers les technologies les plus efficaces pour la production d'acier et de ciment, etc. Même avec ces hypothèses très optimistes, ils constatent que les pressions d'une croissance continue poussent les émissions à dépasser les bilans carbone de 1,5°C et 2°C, sans technologies d'émissions négatives.

Une autre façon d'aborder cette question consiste à examiner les taux de découplage prévus. Si nous supposons que le PIB mondial continue à croître de 3 % par an (la moyenne de 2010 à 2014), alors le découplage doit se produire à un taux de 10,5 % par an pour 1,5°C, ou de 7,3 % par an pour 2°C. Si le PIB mondial augmente de 2,1 % par an (comme le prévoit PWC), le découplage doit se produire à un rythme de 9,6 % par an pour 1,5 °C, ou de 6,4 % par an pour 2 °C. Tous ces objectifs vont au-delà de ce que les modèles empiriques existants indiquent comme étant réalisable. Le modèle de Schandl et al indique que le découplage peut se produire à raison de 3 % par an au maximum dans des conditions optimistes. D'autres modèles aboutissent à des conclusions similaires. Avant d'adopter les hypothèses BECCS, le GIEC (2000) prévoyait un découplage de 3,3 % par an dans un scénario global optimiste. L'outil C-ROADS (développé par Climate Interactive et MIT Sloan) prévoit un découplage d'au plus 4 % par an dans le cadre des politiques de réduction les plus agressives possibles : subventions élevées pour les énergies renouvelables et l'énergie nucléaire, plus taxes élevées sur le pétrole, le gaz et le charbon. Tous ces résultats sont en deçà du taux de découplage qui doit être atteint si l'économie mondiale continue de croître au rythme prévu. Holz et ses collaborateurs (2018) constatent que si l'on exclut l'utilisation généralisée de technologies à émissions négatives, le taux de décarbonisation requis pour respecter l'accord de Paris est "bien au-delà de ce qui est actuellement considéré comme réalisable, sur la base de preuves historiques et de la modélisation standard".

Le défi est encore plus difficile pour les nations riches. Anderson et Bows (2011) ont modélisé les réductions d'émissions nécessaires pour atteindre une probabilité de 50 % de rester en dessous de 2°C (soit plus que les deux tiers de chance que la CCNUCC demande), sans BECCS. Ils partent du principe de la "responsabilité commune mais différenciée", selon lequel les pays riches (pays de l'annexe 1) procèdent à des réductions d'émissions plus agressives que les pays pauvres, en raison de leur plus grande responsabilité historique en matière d'émissions et de leur plus grande capacité à gérer les coûts de la transition. Ils partent du principe que les nations non visées à l'annexe 1 reportent les pics d'émissions jusqu'en 2025, et qu'elles réduisent ensuite leurs émissions de 7 % par an. Ils reconnaissent que ces hypothèses sont extrêmement ambitieuses, mais les considèrent comme le compromis le plus réalisable entre praticabilité et équité. Pour rester dans les limites du budget carbone restant, les nations de l'annexe 1 doivent réduire leurs émissions de 8 à 10 % par an, à partir de

2015. Ce modèle a été élaboré avec des données allant jusqu'en 2010 ; comme le budget carbone restant est désormais plus réduit, Anderson estime que les nations de l'annexe 1 doivent réduire leurs émissions de 12 % par an.¹³

Si nous acceptons que les pays de l'annexe 1 doivent réduire leurs émissions de 12 % par an et si nous supposons que la croissance du PIB des pays de l'annexe 1 se poursuit à 1,86 % par an (la moyenne de 2010 à 2014), le découplage doit se faire à un rythme de 15,8 % par an.¹⁴ En perspective, ce taux est huit fois plus rapide que le taux historique de découplage des pays de l'annexe 1 (à savoir 1,9 % par an de 1970 à 2013), et il est important de garder à l'esprit que le taux de découplage a généralement ralenti au cours de cette période¹⁵. Il dépasse également d'un facteur cinq le taux de découplage impliqué par les contributions moyennes déterminées par les pays du G20 dans le cadre de l'accord de Paris (à savoir 3 % par an).

Il existe un modèle empirique qui permet de réaliser des réductions d'émissions conformes à l'accord de Paris, sans recourir à des technologies à émissions négatives. Publié par Grubler et al. (2018), il a été inclus dans le rapport spécial du GIEC sur 1,5°C (2018) en réponse aux critiques croissantes de la dépendance du GIEC à l'égard du BECCS. Ce scénario, connu sous le nom de "faible demande énergétique" (LED), permet d'obtenir des réductions d'émissions compatibles avec 1,5°C en réduisant la demande énergétique mondiale de 40 % d'ici 2050. Outre la décarbonisation et le boisement, la caractéristique principale de ce scénario est que la production et la consommation mondiales de matériaux diminuent considérablement : "La production totale de matériaux diminue de près de 20 % par rapport à aujourd'hui, un tiers en raison de la dématérialisation et deux tiers en raison de l'amélioration de l'efficacité des matériaux". La dématérialisation s'effectue en abandonnant la propriété privée des biens essentiels (comme les voitures) au profit de modèles basés sur le partage. Le LED fait la différence entre le Nord et le Sud. L'activité industrielle diminue de 42 % au Nord et de 12 % au Sud. Avec l'amélioration de l'efficacité, cela se traduit par une baisse de la demande énergétique industrielle de 57 % au Nord et de 23 % au Sud.

Le scénario LED prévoit une croissance continue du PIB d'un peu plus de 2 % par an, ce qui serait conforme à la théorie de la croissance verte. Toutefois, la base empirique de cette tendance du PIB n'est pas solide. Elle est dérivée du modèle MESSAGE-Globium, qui calcule le PIB à partir de deux facteurs seulement : l'offre de travail (taille de la population et productivité) et l'énergie. La faible demande d'énergie dans le scénario LED n'affecte pas la croissance car elle est compensée par des améliorations de l'efficacité. Comme le modèle est insensible aux changements de débit de matières, les réductions de production et de consommation n'affectent pas la production. Le document n'offre aucune preuve que le PIB continuera de croître malgré ces réductions. Charlie Wilson, l'un des auteurs du document, a reconnu que "nous n'avons pas examiné les questions plus larges de la croissance ou de la décroissance du PIB, et nous n'avons pas explicitement signalé les relations entre notre scénario et les résultats du PIB pour cette raison"¹⁶.

Conclusions et discussion

Les données empiriques montrent que si le découplage absolu du PIB et des émissions est possible et se produit déjà dans certaines régions, il est peu probable qu'il se produise assez rapidement pour respecter les bilans carbone de 1,5°C et 2°C dans un contexte de croissance économique continue. La croissance augmente la demande d'énergie, rendant la transition vers les énergies renouvelables plus difficile, et augmente les émissions dues au changement d'affectation des sols et aux processus industriels. Les modèles qui prévoient une croissance verte dans le cadre des contraintes de l'accord de Paris reposent largement sur des technologies à émissions négatives qui n'ont pas fait leurs preuves ou qui sont dangereuses à l'échelle. Sans ces technologies, les taux de décarbonisation requis pour 1,5°C ou 2°C sont nettement plus élevés que ce que les modèles existants suggèrent, même avec des politiques d'atténuation agressives.

Cette conclusion change quelque peu si l'on ajuste le taux de croissance de base. Toutes les études citées ci-dessus prévoient une croissance du PIB mondial de 2 à 3 % par an. Un taux de croissance plus faible nécessite un taux de décarbonisation plus faible. Un taux de croissance de 0 % nécessite une décarbonisation de 6,8 % par an (pour 1,5 °C) et de 4 % par an (pour 2 °C). Il n'y a pas de preuve empirique que 6,8 % peuvent être atteints à l'échelle mondiale, mais 4 % sont presque à portée de main. En d'autres termes, il est empiriquement possible de parvenir à une croissance verte dans le cadre d'un budget carbone de 2°C avec les politiques d'atténuation les plus agressives possibles si le taux de croissance est très proche de zéro et si l'atténuation commence immédiatement. Cette conclusion est conforme aux recherches de Schroder et Storm (2018), qui constatent que la réduction des émissions conformément à l'objectif de 2°C n'est possible (selon des hypothèses optimistes) que si la croissance économique mondiale est inférieure à 0,45 % par an. Cette conclusion ne s'applique toutefois pas à 1,5°C ; des réductions d'émissions conformes à 1,5°C ne sont pas empiriquement réalisables, sauf dans un scénario de décroissance.

Possibilités théoriques

Comme l'écrit John O'Neill (2017), alors qu'il est logiquement possible d'avoir un PIB en hausse et un débit physique et énergétique en baisse dans une économie ... il est faux de passer des affirmations sur ce qui est logiquement possible à des affirmations sur ce qui est physiquement possible et un autre de ce qui est physiquement possible à ce qui est empiriquement réel.

La croissance verte, nous l'avons montré, n'est pas empiriquement réelle - mais est-elle possible en théorie ?

Cette question est souvent abordée en termes de l'équation IPAT (Environmental Impact = Population * Affluence * Technologie), qui dit que l'impact d'une économie (par exemple, en tonnes de C par habitant) est égal à l'échelle de l'économie (PIB par habitant) multiplié par son efficacité (par exemple, PIB par tonnes de carbone). L'efficacité est en principe déterminée par la technologie et la politique et il n'y a pas de raison a priori pour qu'elle ne puisse pas augmenter plus vite que l'échelle, ou même aussi vite que nécessaire pour réduire l'impact à un niveau durable. En outre, dans la mesure où le PIB mesure ce que les gens sont prêts à payer pour les choses, par opposition à la quantité d'énergie et de ressources qu'ils consomment, il n'y a aucune raison pour que l'économie ne puisse pas en théorie se développer en utilisant progressivement moins d'énergie et de ressources : les préférences des gens peuvent se déplacer vers des biens et des services dont les besoins énergétiques et matériels sont de plus en plus faibles. On peut donc conclure que le découplage absolu devrait théoriquement être possible - et c'est précisément la raison pour laquelle les partisans de la croissance verte ne sont pas dissuadés par les affirmations selon lesquelles elle n'a pas encore eu lieu et ne semble pas devoir se produire à l'avenir. Ils attribuent cela à un manque d'efforts.

L'étude de Ward et al. (2016) fournit peut-être le contre-argument le plus convaincant à cette affirmation. Comme il existe un maximum d'efficacité thermodynamique, une croissance indéfinie entraînera tôt ou tard une augmentation de l'utilisation des ressources et de l'énergie. Toute réduction absolue due à la substitution ou à l'efficacité sera au mieux temporaire. Imaginez une économie hypothétique alimentée par le soleil, avec un approvisionnement régulier en nourriture et en produits de première nécessité provenant de sources renouvelables où les biens sont réutilisés et les matériaux recyclés. Dans la transition vers une telle économie, l'utilisation des ressources diminuera. Mais même une telle économie aura encore des besoins minimaux en matières premières, en terres, etc. - donc, après la transition, toute nouvelle croissance de cette économie entraînera une augmentation de l'utilisation des ressources. Une fois la transition effectuée, toute nouvelle croissance de cette économie entraînera une augmentation de l'utilisation des ressources. Étant donné que la croissance composée se transforme rapidement en une croissance infinie, il en sera de même pour l'utilisation des ressources et son impact.

On peut répondre en faisant valoir que nous sommes encore loin d'atteindre les limites en matière d'efficacité et de substitution. Nous ne pouvons pas exclure les substitutions ou les percées technologiques qui repousseront ces limites si loin dans l'avenir qu'elles les rendront sans objet (par exemple, la fusion nucléaire, le recyclage à 100 % des matériaux alimentés par la fusion ou l'énergie solaire, etc.) En outre, l'économie dispose encore d'une importante marge de manœuvre pour un changement structurel en faveur de services moins gourmands en ressources. En d'autres termes - l'argument pourrait aller - la croissance verte n'est peut-être pas durable indéfiniment, mais elle peut néanmoins se produire maintenant et être soutenue pendant un horizon temporel pertinent pour notre civilisation (bien qu'il faille noter que Ward et al indiquent que les limites de l'efficacité des ressources pourraient être atteintes d'ici 2050).

Supposons donc que la croissance verte soit théoriquement possible à court et moyen terme. Néanmoins, nous devons nous demander s'il existe une raison fondamentale, par opposition à une raison historiquement contingente, pour laquelle elle ne s'est pas encore produite. Y a-t-il une raison sous-jacente pour laquelle le débit et la production sont si étroitement couplés dans les données empiriques¹⁷ ?

Il convient de noter que le modèle IPAT donne l'impression que A et T, ou échelle et efficacité, sont des facteurs indépendants, alors qu'en fait ils s'influencent mutuellement (Ekins 2012). Mais il faut noter que IPAT est une tautologie, vraie par définition des quantités impliquées, et ne doit pas être confondu avec un modèle causal. En outre, P, A et T ne sont pas indépendants les uns des autres. Nous savons par exemple, grâce à l'économie de base de la croissance, que le développement technologique (T) est à l'origine de la croissance économique et de la croissance de la consommation (A). Les économistes écologiques ont également montré que plus une économie utilise efficacement les ressources, plus elle croît et plus elle finit par consommer de ressources - c'est ce qu'on appelle le paradoxe de Jevons (Polimeni et al. 2008). Il ne s'agit pas seulement de rebonds qui consomment des gains d'efficacité au niveau microéconomique, mais d'un macro-mécanisme plus fondamental par lequel les économies industrielles se développent en utilisant les ressources de manière plus productive. Par exemple, lorsque la technologie améliore la productivité du travail, nous nous attendons à ce que cela conduise à plus de croissance et à plus d'emplois à mesure que le coût relatif du travail diminue - la raison pour laquelle certains s'attendent à ce que cela fonctionne différemment par rapport aux ressources n'est pas claire (Kallis 2018).

Une autre raison fondamentale pour laquelle l'efficacité pourrait être associée à l'échelle est que, comme nous le savons par la biologie et l'écologie, le métabolisme d'un organisme plus grand, par exemple un éléphant, est plus efficace que celui d'un organisme plus petit, par exemple une souris, mais c'est parce que l'éléphant est plus grand (Polimeni et al. 2008). Il est vrai qu'un découplage relatif des ressources ou de l'énergie accompagne souvent la croissance d'une économie - mais il peut s'agir simplement d'un artefact d'échelle. Et il ne s'ensuit pas qu'un découplage relatif de plus en plus important équivalra à un découplage absolu. L'économie américaine, comme un éléphant, ne pourrait pas être beaucoup plus grande que les autres si elle n'était pas aussi plus efficace, et elle est grande parce qu'elle est efficace - mais cela ne signifie pas qu'en devenant de plus en plus grande, elle brûlera moins d'énergie, tout comme un éléphant ne brûle pas moins de calories qu'une souris. Tout cela ne revient pas à une réfutation théorique du découplage absolu, mais montre qu'il pourrait exister un mécanisme plus fondamental qui relie l'échelle d'une économie à son débit et qui mérite d'être exploré.

Cela dit, on pourrait faire valoir que, contrairement à l'échelle d'un animal, l'échelle de l'économie (c'est-à-dire le PIB) est une mesure de la valeur, et non de la taille physique, et qu'elle peut donc croître sans limite même si le débit de ressources et d'énergie diminue. Le PIB, pourrait-on dire, ne fait que mesurer ce pour quoi les gens sont prêts à payer, ce qui n'est pas nécessairement lié à l'utilisation des ressources et de l'énergie.

La valeur peut-elle croître indépendamment du débit ? Il faut pour cela une théorie claire de la valeur. Malheureusement, la littérature sur la croissance verte ne fournit pas une telle théorie. Il y a deux possibilités générales que nous pourrions envisager. (1) La théorie néoclassique de la valeur, selon laquelle la valeur représente l'utilité (à quel point nous trouvons des biens utiles), qui se révèle dans les prix (combien nous sommes prêts à payer pour eux). Dans ce schéma, le PIB est la quantité de biens et de services de valeur achetés et vendus, multipliée par leur valeur. Dans la mesure où la littérature sur la croissance verte considère le PIB comme une approximation de la valeur totale, nous pouvons supposer qu'elle accepte cette théorie néoclassique de la valeur. (2) Les théories de la valeur du travail ou de l'énergie, qui prétendent que la valeur est en fin de compte déterminée par le travail ou l'énergie qui entre dans la production, font allusion à un couplage plus fondamental entre la valeur et le débit (Kallis 2018). De ce point de vue, la valeur ne peut pas croître sans que davantage de travail ou d'énergie humaine soit mis en œuvre dans la production.

Ni les théories néo-classiques ni les théories du travail ou de l'énergie sur la valeur n'ont été prouvées empiriquement ; en d'autres termes, elles ne peuvent pas prédire avec précision le prix auquel les biens sont échangés. Il est impossible de calculer le total du travail ou de l'énergie qui a été consacré à la production d'un bien, ou l'utilité qu'il procure. En effet, personne n'a jamais mesuré l'utilité de manière indépendante pour vérifier si elle est corrélée avec les prix ou la volonté de payer (Sagoff 2008). Nous ne disposons donc pas d'une théorie de la valeur qui nous permette de déterminer si la valeur peut être absolument découplée du débit. Bien sûr, on pourrait dire qu'il existe une troisième voie : nous pouvons considérer la valeur comme la somme de toutes les "valeurs" que les gens ont. Il n'y a bien sûr aucune raison pour que les choses auxquelles une société accorde de la valeur ne puissent pas augmenter alors que le débit diminue. Cette approche pose toutefois deux problèmes. Premièrement, si les valeurs sont incommensurables, il est impossible de les agréger et de déterminer si la valeur totale augmente ou non. Deuxièmement, on peut imaginer une société qui valorise la qualité de l'environnement naturel par-dessus tout ; une telle valeur pourrait bien sûr augmenter alors que le débit diminue, mais appeler un tel scénario "croissance verte" revient à étendre la signification du terme au-delà de toute pertinence.

En résumé, on ne peut pas prouver que la croissance verte de la valeur est théoriquement possible, à moins d'accepter un cadre qui la rend possible par définition - un cadre qui suppose que la valeur et le rendement sont déterminés par une qualité indéfinie et illimitée appelée utilité, qui est découplée du monde physique. Inversement, cependant, et par la même occasion, on ne peut pas non plus prouver que la croissance verte est théoriquement impossible, du moins pas tant que les limites ultimes de l'efficacité et de la substitution ne sont pas atteintes. Par conséquent, notre seul guide fiable sur la question de la croissance verte et du découplage doit être empirique. Et, comme nous l'avons démontré, les études empiriques existantes montrent que la croissance verte est au mieux très improbable. On peut insister sur le fait que la croissance verte n'a pas eu lieu parce qu'elle n'a pas été tentée, le fait qu'elle n'ait pas été observée empiriquement jusqu'à présent devenant alors sans objet. Nous suivons plutôt une approche plus prudente et soutenons que la politique devrait être élaborée sur la base de preuves empiriques solides, plutôt que sur la base de possibilités théoriques spéculatives, en particulier compte tenu de la gravité de la crise qui est en jeu.

Conclusion

Cet examen montre que les preuves empiriques existantes ne soutiennent pas la théorie de la croissance verte. Cela ressort clairement de deux registres clés. (1) La croissance verte exige que nous parvenions à un découplage absolu permanent de l'utilisation des ressources par rapport au PIB. Les projections empiriques ne montrent pas de découplage absolu à l'échelle mondiale, même dans des conditions très optimistes. Si certains modèles montrent que le découplage absolu peut être réalisé dans les pays à haut revenu dans des conditions très optimistes, ils indiquent qu'il n'est pas possible de maintenir cette trajectoire à long terme. (2) La croissance

verte exige également que nous parvenions à un découplage absolu permanent des émissions de carbone par rapport au PIB, et à un rythme suffisamment rapide pour nous empêcher de dépasser le budget carbone de 1,5°C ou 2°C. Si le découplage absolu est possible à l'échelle nationale et mondiale (et a d'ailleurs déjà été réalisé dans certaines régions), et s'il est techniquement possible de découpler en fonction du budget carbone pour 1,5°C ou 2°C, les projections empiriques montrent qu'il est peu probable que cela soit réalisé, même dans des conditions très optimistes.

Les preuves empiriques soulèvent des questions sur la légitimité des efforts de la Banque mondiale et de l'OCDE pour promouvoir la croissance verte comme moyen de sortir de l'urgence écologique, et suggèrent que tout programme politique qui repose sur des hypothèses de croissance verte - tels que les objectifs de développement durable - doit être réexaminé de toute urgence. Le fait que la croissance verte reste une possibilité théorique n'est pas une raison pour concevoir une politique autour d'elle alors que les faits pointent dans la direction opposée.

Bien sûr, nous avons besoin de toutes les innovations technologiques possibles et nous devons orienter la politique gouvernementale de manière à favoriser ces innovations, mais cela ne suffira pas en soi. Les éléments présentés ci-dessus indiquent que pour que les gains d'efficacité soient effectifs, nous devons également réduire l'activité économique globale. Il est plus plausible que nous soyons en mesure de réaliser les réductions nécessaires de l'utilisation des ressources et des émissions sans croissance qu'avec la croissance. En effet, il n'y a aucune raison scientifique de ne pas remettre en question la croissance, si notre objectif est d'éviter un changement climatique dangereux et une dégradation écologique. Pour rester dans les limites de la planète, il faudra peut-être réduire la production et la consommation dans les pays à forte consommation (Victor 2008, Alier 2009, Jackson 2009, Kallis 2011, Kallis et al. 2012), et s'éloigner du programme de développement étroit axé sur la croissance dans le Sud. Comme le note Gough (2017), la lutte contre le changement climatique pourrait nécessiter non seulement de nouvelles technologies énergétiques propres et efficaces, mais aussi une réduction et une recomposition de la consommation, avec un passage des secteurs à forte intensité de carbone à des secteurs à faible ou à zéro émission de carbone. Les limites législatives, les taxes vertes, la réorientation des investissements publics et la réduction du temps de travail ou les nouvelles institutions de sécurité sociale telles qu'un revenu de base ont toutes un rôle à jouer dans une telle transition (Gough 2017, Kallis 2018). L'objectif pourrait être de trouver des moyens de découpler la prospérité et le développement de la croissance (par exemple Jackson, 2009, O'Neill et al. 2018) plutôt que de continuer à chasser le fantôme de la croissance verte.

Il semble probable que l'insistance sur la croissance verte soit motivée par des raisons politiques. L'hypothèse est qu'il n'est pas politiquement acceptable de remettre en question la croissance économique et qu'aucune nation ne limiterait volontairement la croissance au nom du climat ou de l'environnement ; la croissance verte doit donc être vraie, puisque l'alternative est la catastrophe. Mais il se pourrait bien que, comme l'ont dit Wackernagel et Rees (1998), "ce qui est politiquement acceptable soit écologiquement désastreux alors que ce qui est écologiquement nécessaire est politiquement impossible". En tant que scientifiques, nous ne devrions pas laisser l'opportunisme politique modeler notre vision des faits. Nous devons évaluer les faits et en tirer des conclusions, plutôt que de commencer par des conclusions acceptables et d'ignorer les faits qui nous dérangent.

Les marchands d'illusions vertes occidentaux, des USA à la France, de Bill McKibben à Cyril Dion

Par Nicolas Casaux Janvier 2020 Partage-le.com/

Dans les États occidentaux — mais ailleurs aussi, selon toute probabilité — il existe un microcosme de personnalités écologistes autorisées et régulièrement invitées dans les médias de masse, assez appréciées des

autorités de leur pays respectif, et qui, pour ces raisons, représentent à elles seules, aux yeux du grand public, la mouvance écologiste. « La » mouvance, parce que ces écologistes font grosso modo la promotion des mêmes idées, des mêmes croyances. Ils se congratulent d'ailleurs régulièrement les uns les autres, faisant inmanquablement référence aux travaux des uns et des autres dans leurs différents ouvrages — édités par d'importantes maisons d'édition, ou produits par d'importantes boîtes de production, et chroniqués dans les plus grands quotidiens.



Aux USA, nous retrouvons par exemple Bill McKibben, Naomi Klein et Alexandria Ocasio-Cortez. William Ernest « Bill » McKibben, diplômé d'Harvard, commence sa carrière au *New Yorker*, où il travaille cinq années durant. À la suite de quoi il entame une carrière d'écrivain freelance, publiant régulièrement dans divers journaux et magazines majeurs — comme *The New York Times*, *The Atlantic*, *The New Yorker*, *National Geographic*, *Rolling Stone* et *The Guardian* — et signant quelques ouvrages chez d'importantes maisons d'édition. En 2007, il fonde, grâce aux dons de diverses fondations privées de riches capitalistes, comme le Rockefeller Brothers Fund, l'ONG désormais internationale 350(.org), qui continue d'être majoritairement financée par des fonds privés provenant de fondations privées, souvent liées à d'importantes multinationales (ClimateWorks, Ford Foundation, etc.). Le magazine *Foreign Policy* le compte parmi les 100 plus importants penseurs mondiaux de l'année 2009. En 2010, le *Boston Globe* le qualifie de « principal écologiste du pays », et le *Time*, en la personne de Bryan Walsh, de « meilleur journaliste écolo du monde ». Pendant les primaires présidentielles du Parti démocrate américain de 2016, Bill McKibben sert de remplaçant politique au sénateur du Vermont Bernie Sanders, l'unique candidat face à Hillary Clinton. Bernie Sanders nomme d'ailleurs Bill McKibben au sein du comité chargé d'écrire le programme politique du Parti démocrate pour 2016.

Naomi Klein est une journaliste et essayiste états-unienne, auteure de livres que certains prennent à tort pour des critiques du capitalisme en général cependant qu'elle précise elle-même dénoncer uniquement une certaine forme de capitalisme — un capitalisme financiarisé, débridé, incontrôlé, etc. Elle écrit également pour divers médias grand public, dont *The Nation*, *The Globe and Mail*, *This Magazine*, *Harper's Magazine* et *The Guardian*, et siège au conseil d'administration de l'ONG 350(.org). Son dernier livre en date, publié fin 2019, s'intitule *The Burning Case for a Green New Deal* (« Plaidoyer brûlant en faveur d'un Green New Deal », ou, « Plaidoyer brûlant en faveur d'un nouvel accord vert », mais ça en jette moins).

Alexandria Ocasio-Cortez, diplômée de l'université de Boston, est une politicienne « élue le 6 novembre 2018 représentante du 14^e district de New York à la Chambre des représentants des États-Unis ». Elle est ainsi « la plus jeune candidate jamais élue au Congrès américain ». Elle se revendique du socialisme démocratique de Bernie Sanders, qu'elle soutient pour les primaires présidentielles du Parti démocrate de 2020 (lors de la campagne présidentielle de 2008, elle faisait du démarchage téléphonique pour le candidat démocrate Barack Obama). Elle est connue pour son engagement en faveur d'un Green New Deal, afin, entre autres, que « les États-Unis passent d'ici 2035 à un réseau électrique fonctionnant à 100 % grâce aux énergies renouvelables, pour ainsi mettre fin à l'utilisation des combustibles fossiles ».

Au Royaume-Uni, mentionnons, par exemple, George Monbiot, Rob Hopkins et Kate Raworth. Kate Raworth est une économiste anglaise, auteure du livre *La théorie du donut*, et membre d'Extinction Rebellion. Elle fait d'ailleurs partie des auteurs du livre *This Is Not A Drill: An Extinction Rebellion Handbook* (« Ce n'est pas un exercice : un manuel d'Extinction Rebellion »). Elle soutient, elle aussi, l'idée d'un Green New Deal (nouvel accord vert).

Rob Hopkins est « un enseignant en permaculture britannique, initiateur en 2005 du mouvement international des villes en transition » (Wikipedia). Mouvement qui s'est développé en France aussi, ses livres ayant été traduits en français. Son dernier, d'ailleurs, intitulé *From What Is to What If: Unleashing the Power of Imagination to Create the Future*, littéralement : « De ce qui est à ce qui pourrait être : libérer le pouvoir de l'imagination pour créer le futur que nous voulons », sera bientôt publié aux éditions Actes Sud, sous le titre « Et si ? » (plus court, on retient mieux), avec une préface de Cyril Dion. Actes Sud, précisons toujours, au cas où, c'est la maison d'édition de Françoise Nyssen, notre ex-ministre de la Culture de Macron, chez qui sont publiés Cyril Dion, Pierre Rabhi, etc., qui édite également une version française du livre *Drawdown* de Paul Hawken, un autre écolo états-unien relativement connu dans son pays et à l'international, promoteur d'un « capitalisme naturel » qui semble plaire à Cyril Dion (qui préface le livre, dont il espère qu'il « constituera une véritable feuille de route dont se saisiront les élus, les chefs d'entreprise et chacun d'entre nous »).

George Monbiot est un écrivain et journaliste qui travaille depuis longtemps pour le célèbre quotidien britannique *The Guardian* (pour lequel écrivent aussi Naomi Klein et Bill McKibben). Lui aussi soutient l'idée d'un Green New Deal (nouvel accord vert). Lui aussi critique parfois le capitalisme, mais pas vraiment, seulement les excès du capitalisme en réalité, jamais ses fondements. Bien des écolos sont dans le même cas : « le capitalisme, c'est pas bien » — mais bon, il nous faut tout de même des emplois verts, des entreprises écolos, des marchandises écolos/bio/durables, un système monétaire écolo, etc. En outre, et à la différence de la plupart des écolos ici mentionnés, Monbiot est un fervent défenseur/promoteur du nucléaire (« de la plupart », parce que vis-à-vis du nucléaire, Alexandria Ocasio-Cortez adopte une position de neutralité, « ni pour ni contre »).

En France, nous avons Cyril Dion et Nicolas Hulot, notamment, et dans une moindre mesure Isabelle Delannoy, Yann Arthus-Bertrand, Maxime de Rostolan & Co. Cyril Dion passe régulièrement à la télévision, collabore avec le gouvernement Macron, écrit dans le journal *Le Monde*, produit ses documentaires en collaboration avec France Télévisions, l'AFD, etc.

(Il existe certainement des Cyril Dion, des Bill McKibben et des Naomi Klein allemands, espagnols, italiens, etc., mais il ne me semble pas utile de multiplier les exemples.)

Malgré quelques différences, tous ces gens ont en commun de faire la promotion d'un futur vert relativement radieux, d'une société technologique et industrielle capitaliste (mais fonctionnant selon les règles d'un « autre capitalisme », d'un « capitalisme naturel », bio, ou que sais-je encore) écologique, verte, durable et démocratique. C'est-à-dire d'une version verte et démocratique de notre société actuelle, réagencée selon d'autres critères (bio, éco, durable), s'appuyant davantage voire uniquement sur des technologies vertes (versions bio ou éco des technologies non-encore-vertes actuelles : smartphones verts, voitures vertes, etc.). La même société, pour l'essentiel, mais en déclinaison « verte ».

Cela étant, certains de nos écologistes médiatiques sont plus grotesques que d'autres. Bill McKibben, par exemple, dans son dernier livre, intitulé *Falter: Has the Human Game Begun to Play Itself Out?* (« Péricliter : le jeu humain tire-t-il à sa fin ? »), se contente de présenter les panneaux solaires comme la technologie magique qui nous permettrait de résoudre tous nos problèmes, sans trop examiner les tenants et les aboutissants de cette idée, sans trop examiner aucun des innombrables autres aspects qui composent l'insoutenabilité manifeste de la société industrielle. L'installation de panneaux solaires dans la brousse africaine afin de permettre aux locaux de recharger (et donc d'acheter) des smartphones, des téléviseurs, des lecteurs DVD, des chaînes Hi-Fi, voilà la solution à tous nos problèmes. Le titre d'un article publié sur le site du *Guardian*, présentant Bill McKibben et son ONG, en dit long, citant McKibben lui-même : « Bill McKibben: 'There's clearly money to be made from sun and wind' » (« Bill McKibben : "Il y a clairement de l'argent à gagner dans le solaire et l'éolien" »). Cyril Dion et Rob Hopkins, par exemple, ne mettent pas aussi grossièrement les pieds dans le plat. Pour autant, leurs récits ne sont pas moins absurdes.

Chez ces figures de l'écologisme médiatique, nulle remise en question de l'État ou des fondements du capitalisme, l'important consiste à créer de l'emploi (vert) et à produire de l'énergie « verte » (qui, idéalement, remplacerait la non-verte) pour que les gens puissent travailler et acheter les marchandises (vertes) dont ils ont besoin ; à faire diminuer le taux de carbone atmosphérique ; nulle interrogation sur la compatibilité (ou l'incompatibilité) entre technologies complexes (hautes technologies) et démocratie, entre industrialisme et démocratie, entre société de masse et démocratie, entre industrialisme et écologie, entre high-tech et écologie ; nul examen des prétentions « vertes » associées à de toujours plus nombreuses technologies (panneaux solaires, éoliennes, centrales à biomasse, etc.). Ainsi font-ils la promotion des technologies de production d'énergie dite « verte », panneaux solaires et éoliennes, notamment, sans jamais, ou presque, examiner leurs impacts environnementaux, de bout en bout de leur chaîne de production, les infrastructures industrielles, les outils industriels nécessaires à leur production ; sans jamais, ou presque, examiner le genre de régime politique, d'organisation sociale, que requiert leur production ; sans jamais, ou presque, examiner les usages de ces énergies dites « vertes » : outre la question de savoir si oui ou non les panneaux solaires peuvent être considérés comme des technologies « vertes » (multiplier l'ajout de « moindres maux » dans une situation déjà très mauvaise, est-ce une bonne chose ?), quid de l'électricité qu'ils produisent ? Qu'alimente-t-elle ? Ses usages peuvent-ils être considérés comme écologiques ?

Quoi qu'il en soit, au bout du compte, on comprend aisément pourquoi ces individus sont invités par les médias de masse, qui les présentent comme les dignes représentants du « mouvement écologiste », à diffuser la bonne parole. Pourquoi ils bénéficient de soutiens financiers en tous genres (mécènes, fondations, institutions d'État, etc.) pour leurs travaux. Vendre des illusions rassurantes, faire en sorte que les gens gardent espoir (une autre société techno-industrielle capitaliste est possible), accompagner et faire accepter le développement technologique actuel de la société industrielle, invisibiliser les courants écologistes plus gênants car plus critiques, plus menaçants vis-à-vis de l'ordre social actuel : leur rôle est multiple.

Leur succès relatif s'explique entre autres par le fait qu'ils jouent sur une corde sensible présente chez la plupart des habitants de la société industrielle. Y compris chez les écologistes. La plupart d'entre nous avons été conditionnés de telle façon qu'une de nos principales inquiétudes, un de nos principaux souhaits, est la perpétuation de la société technologique. D'où toutes ces Unes titrant des choses comme : « Si les choses continuent comme ça, la civilisation industrielle pourrait s'effondrer ! ». Voilà la crainte. Ce n'est pas tant la destruction (en cours) du monde que celle (potentielle, à venir) de la civilisation industrielle (les deux, la civilisation industrielle et le monde, tendent d'ailleurs à être confondus). Mark Boyle, un écologiste britannique, [le formule ainsi](#) :

« La plupart d'entre nous sommes moins dérangés par l'idée de vivre dans un monde sans martres des pins, sans abeilles mellifères, sans loutres et sans loups qu'à l'idée de vivre dans un monde sans médias sociaux, sans cappuccinos, sans vols économiques et sans lave-vaisselle. Même l'écologisme, qui a un temps été motivé par l'amour du monde naturel, semble désormais plus concerné par la recherche de procédés un peu moins

destructeurs qui permettraient à une civilisation surprivilegiée de continuer à surfer sur internet, à acheter des ordinateurs portables et des tapis de yoga, que par la protection de la vie sauvage. »

Bien loin des enthousiastes récits verts que nous content les écolos médiatiques, ce que l'on constate, concrètement, c'est le développement de nouvelles nuisances estampillées « vertes », « propres », « durables » (construction de parcs éoliens, de centrales solaires, etc.), qui s'ajoute au développement des nuisances industrielles classiques (routes, usines, exploitations forestières, minières, etc.) — nuisances industrielles classiques qui servent d'ailleurs parfois à permettre le développement des nouvelles nuisances vertes (il faut bien que les matériaux servant à fabriquer panneaux solaires et éoliennes, voitures électriques et batteries au lithium, à fabriquer et alimenter les centrales à biomasse, viennent de quelque part). Les forêts partent en fumée, les océans s'acidifient, se réchauffent et se remplissent de plastique. La machine est inarrêtable.

Dans la situation présente, particulièrement complexe, des tas de questions cruciales méritent d'être posées qui ne le sont jamais par nos écologistes médiatiques — logique, leur rôle est, entre autres, d'éviter qu'elles ne le soient — (en voici quelques-unes : Que voulons-nous ? Quelles sont les choses les plus importantes au monde ? La chose la plus importante au monde ? Qu'est-ce que le monde ? Une gigantesque conurbation ? Des métropoles, des banlieues, des routes, des bâtiments, des magasins, des usines, des téléviseurs, des smartphones ? L'habitat de l'homme, qui aurait tout intérêt à en faire un immense champ bio agrémenté d'exploitations forestières productrices de biomasse à destination de centrales d'énergie verte, et d'exploitations minières écologiques à fournir des matériaux pour les écofairphones du futur ? Ou la planète Terre, l'habitat d'innombrables espèces, qu'une société humaine — la civilisation industrielle — détruit à grande vitesse ? La société industrielle peut-elle être réformée ? Ou constitue-t-elle une machine irréformable ? Cela a-t-il un sens de compter sur les gouvernements pour sauver la situation ? High-tech — technologies complexes — et écologie sont-elles compatibles ? High-tech et démocratie ? Société de masse et démocratie ? Les technologies dites vertes le sont-elles vraiment ? À quoi sert l'énergie dite verte ? Les usages qu'à la société industrielle de l'énergie qu'elle obtient sont-ils bénéfiques ou nuisibles pour le monde naturel ? Est-il plus probable que les destructions écologiques planétaires soient enrayerées par une réforme de la société industrielle ou par son effondrement ? Un mouvement visant à faire écrouler la société industrielle a-t-il une chance d'y parvenir ? Est-il possible de concilier des objectifs réformistes avec des objectifs révolutionnaires ? Existe-t-il des initiatives à rejoindre ou à créer qui, sans être immédiatement révolutionnaires, ou décisives, peuvent permettre de véritablement améliorer la situation sur des plans sociaux et/ou écologiques ?).

Il n'y a qu'en parvenant à formuler les interrogations et les discussions les plus honnêtes possibles que nous aurons une chance de parvenir aux réponses les plus justes possibles.

(L'image de couverture de cet article, reprise, voire ci-dessous, pour la couverture du dernier livre, à paraître en français, de Rob Hopkins, est significative car représentative des innombrables images d'un futur urbain-high-tech-éco-bio que les écolos grand public vendent aux gens. Vous remarquerez l'engin volant écolobio qui domine l'écocité avec son écotramway etc., etc. Un fantasme — que beaucoup trouveraient fort souhaitable, mais que ceux qui apprécient les grands espaces relativement sauvages, qui vivent mal la surconcentration démographique, l'artificialisation/l'anthropisation totale du paysage, trouveraient sans doute cauchemardesque — qui n'a aucune chance d'advenir.)



Australie: 250 scientifiques réclament des "actions urgentes" du gouvernement

[Le Vif](#) 3 février 2020

Plus de 250 scientifiques appellent lundi le gouvernement australien à poser des actes urgents en matière de lutte contre les changements climatiques. Une requête qui intervient après plusieurs mois de feux de brousse dévastateurs dont l'ampleur a été exacerbée par le réchauffement.



Dans une lettre ouverte publiée lundi, ces scientifiques provenant de différents pays et spécialisés dans les sciences du climat, les feux de forêt ou la météorologie ont appelé à une action urgente pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'Australie et à s'engager de manière constructive dans des pactes mondiaux visant à réduire les émissions totales de la planète à zéro d'ici 2050.

"À bien des égards, cette lettre est le fruit du désespoir des scientifiques après avoir assisté à cette saison d'incendies meurtriers", a déclaré la professeure Nerilie Abram, climatologue à l'Université nationale australienne. "Les scientifiques avertissent les décideurs politiques depuis des décennies sur une aggravation des risques d'incendie en Australie par le changement climatique, et pourtant ces avertissements ont été ignorés", a-t-elle poursuivi. "L'Australie a presque atteint le niveau d'émission par habitant le plus élevé" du monde.

Dans la lettre, les scientifiques énumèrent les liens entre le changement climatique et les incendies: des saisons qui commencent plus tôt et durent plus longtemps, une diminution des précipitations pendant les mois les plus frais, ce qui rend les terrains plus secs, et des températures en hausse. Les évolutions futures engendreront des conditions encore plus propices aux incendies et rendront plus difficile encore leur traitement, disent les scientifiques.

Ils soulignent que les vagues de chaleur à l'intérieur des terres et sur la côte sont plus longues, plus intenses et plus fréquentes. "Ce qu'il se passe actuellement, ce sont les conséquences dangereuses et coûteuses d'à peine un degré de réchauffement", a déclaré le chercheur Jason Sharples de l'Université de Nouvelle-Galles du Sud à Canberra. "Et pendant que notre climat se modifie au pas de course, la politique environnementale de l'Australie reste immobile."

Exxon : Un géant du pétrole en crise

Par Nick Cunningham - 03 février 2020, OilPrice.com

<https://www.deepl.com/translator>



Goldman Sachs a dégradé les actions d'ExxonMobil pour les faire passer de neutre à vendeur, après un autre trimestre décevant.

Exxon a annoncé vendredi une baisse de ses bénéfices pour le quatrième trimestre, alourdie par une détérioration dans presque tous les segments. Les prix du pétrole ont été faibles, les prix du gaz naturel ont fortement chuté, tandis que les marges bénéficiaires du raffinage et de la pétrochimie se sont également détériorées. "Il ne fait aucun doute que 2019 a été une année difficile pour un certain nombre de nos entreprises", a admis le PDG d'Exxon, Darren Woods, aux actionnaires et aux analystes lors d'un appel aux bénéfices le 31 janvier. "Les prix et les marges du raffinage du gaz et des produits chimiques ont atteint leur niveau le plus bas depuis 10 ans ou presque. Le quatrième trimestre a été particulièrement difficile pour nos activités chimiques".

Il ne s'agit pas seulement des prix les plus bas depuis dix ans. Le cours de l'action Exxon est également à son plus bas niveau depuis dix ans. Pendant ce temps, ExxonMobil ne ralentit pas, dépensant à des niveaux agressifs alors qu'elle fore dans le Permien et essaie d'accélérer ses découvertes de pétrole en Guyane.

En conséquence, la situation financière s'est assombrie. Goldman a réduit son objectif de cours pour les actions d'Exxon à 59 \$, contre 72 \$ auparavant. Les analystes de la banque voient "l'inconvénient des estimations consensuelles à long terme" et "un manque de cash flow libre limitant le rendement des capitaux". En fin de compte, il existe un "risque pour les objectifs de rendement à long terme du capital engagé", ont averti les analystes de Goldman. Le rendement des capitaux employés d'Exxon pourrait finir par être environ la moitié de ce qu'Exxon vise d'ici 2025.

Les réactions des analystes du secteur sont souvent mitigées. Mais le point de vue plutôt sombre sur Exxon, provenant de tant de coins différents du monde financier, est remarquable. "Les rendements des actionnaires sont médiocres, et la dette augmente d'une manière qui suggère que des rendements de dividendes attractifs ne sont pas viables", a déclaré Paul Sankey de Mizuho Securities USA LLC dans une note aux clients. "Ce qui est si inquiétant dans ces résultats de méga-pétrole, c'est qu'ils arrivent dans un trimestre où le prix moyen du Brent était de 62 dollars le baril".

"La baisse des flux de trésorerie combinée à des investissements lourds en capital a entraîné un flux de trésorerie disponible négatif et une augmentation de la dette qui a dépassé nos attentes pour l'année", a déclaré Pete Speer, analyste de Moody's Investors Service Inc. dans une note. "Ces tendances continuent à mettre sous pression les paramètres de crédit de la société, comme le montrent nos perspectives négatives".

Exxon a de nouveau augmenté son dividende afin de satisfaire les actionnaires, mais le cours de son action a quand même baissé. Exxon n'a pas été en mesure de financer son dividende et ses rachats d'actions avec les liquidités générées par ses activités depuis très longtemps. Au cours des dix dernières années, Exxon a versé 202 milliards de dollars à ses actionnaires sous forme de rachats et de dividendes, mais n'a généré suffisamment d'argent que pour couvrir environ deux tiers de cette somme, selon un récent rapport de l'IEEFA. Exxon a financé les 30 % restants de ces distributions par la vente d'actifs et l'endettement.

Ces chiffres se sont considérablement dégradés l'année dernière. "En fait, la détérioration de la situation financière de l'entreprise l'a obligée à couvrir 64 % des dividendes en 2019 avec des fonds provenant de la vente d'actifs et d'emprunts, une forte augmentation par rapport à sa moyenne de 30 % sur 10 ans", ont écrit dans un commentaire les analystes de l'IEEFA Tom Sanzillo, Kathy Hipple et Clark Williams-Derry.

"C'est un dividende qui nécessite des béquilles", ont déclaré les analystes. "La société continue à mettre sur le marché de nouvelles réserves au mauvais moment et à un mauvais prix".

Selon Citigroup, ExxonMobil aurait besoin que le prix du pétrole se négocie à environ 100 dollars le baril pour que l'entreprise puisse payer toutes ses dépenses et couvrir également les paiements des actionnaires. Il va sans dire que ce prix est bien plus élevé que le prix actuel du pétrole, et peu d'analystes du marché pétrolier, voire aucun, ne voient des prix du pétrole à trois chiffres dans un avenir proche.

"Nous pouvons nous attendre à ce qu'ExxonMobil reste dans les parages, mais en tant qu'acteur financier et de production beaucoup plus petit", ont écrit les analystes de l'IEEFA.

Interrogé vendredi sur les chiffres trimestriels, Jim Cramer, de CNBC, s'est montré encore moins charitable. "J'en ai fini avec les combustibles fossiles", a-t-il déclaré. "Ils sont finis. Ils sont juste finis."

Les faillites pétrolières atteignent des niveaux inquiétants

Par Robert Rapier - 01 février 2020, OilPrice.com



Le cabinet d'avocats Haynes and Boone a récemment publié ses rapports actualisés sur les faillites dans le secteur de l'énergie. Ces rapports couvrent les producteurs nord-américains de pétrole et de gaz, les services aux champs pétrolifères et les faillites en milieu de chaîne, du début de 2015 à 2019.

Sur l'ensemble de la période de cinq ans, 208 producteurs de pétrole et de gaz ont déposé leur bilan depuis que le Oil Patch Bankruptcy Monitor de Haynes et Boone a commencé à comptabiliser les dépôts de bilan, impliquant environ 121,7 milliards de dollars de dettes globales.

Il y a eu une première vague de plus de 100 dépôts de bilan en 2015 et 2016, lorsque le krach pétrolier a poussé certaines entreprises au point de rupture. Avec la reprise des prix du pétrole après 2016, le nombre de dépôts de bilan est tombé à 24 en 2017 et à 28 en 2018.

Mais le quatrième trimestre de 2018 a vu une forte baisse des prix du pétrole, et cette baisse s'est prolongée en 2019. Le nombre de dépôts en 2019 est donc remonté à 42.

Sur les 208 dépôts de bilan, le Texas est en tête de liste avec 94. Le Colorado et la Louisiane étaient loin derrière le Texas avec 11 dépôts chacun, tandis que New York était en quatrième position avec 10. Au total, le Canada a enregistré 18 faillites de producteurs de pétrole et de gaz.

Haynes et Boone ont également signalé que le secteur des services aux champs pétrolifères a été durement touché, avec 196 faillites sur la période de cinq ans. Le montant total de la dette globale administrée dans les faillites de services pétroliers au cours de cette période était d'environ 66 milliards de dollars. Le Texas a de nouveau été en tête avec 102 faillites.

Midstream n'a pas été entièrement épargné, mais l'entreprise rapporte que seules 28 entreprises midstream ont déposé le bilan du chapitre 11 aux États-Unis depuis 2015, impliquant environ 21,6 milliards de dollars de dettes cumulées garanties et non garanties (y compris les dettes des filiales liées).

La firme écrit que les prix des matières premières resteront probablement difficiles pour les producteurs, notant que "le marché du pétrole semble résister à des augmentations soutenues en dépit de deux événements géopolitiques majeurs au Moyen-Orient - l'attaque de septembre 2019 contre les installations pétrolières de

Saudi Aramco et les tensions accrues suite à l'attaque de drone du 7 janvier contre le général de division iranien Soleimani".

Nous pouvons maintenant ajouter l'épidémie croissante de coronavirus comme un défi pour les producteurs de pétrole, car elle a contribué à faire baisser les prix du pétrole de 10 % au cours de la semaine dernière. Si cette tendance se poursuit, et étant donné que les prix du gaz naturel se négocient également à des valeurs extrêmement basses, 2020 sera probablement une autre année de faillites pour les producteurs de pétrole et de gaz en difficulté financière.

Un réfugié climatique, ça n'existe pas

Michel Sourrouille 4 février 2020 / Par [biosphere](#)

La Banque mondiale estime que les réfugiés environnementaux pourraient représenter jusqu'à 143 millions de personnes en 2050. Mais les déplacés climatiques n'ont jusqu'à présent aucun statut. Ioane Teitiota habitait dans les îles Kiribati – dont les plus hauts reliefs affleurent à trois mètres. Son pays connaît la salinisation des eaux, les pollutions, les destructions des récoltes, des inondations fréquentes, l'érosion des terres, des conflits entre communautés. Pourtant Teitiota n'a pas obtenu le statut de premier réfugié climatique de la planète !

Jugement en première instance en 2013 :

Ioane Teitiota, un père de famille originaire d'un archipel du Pacifique menacé par la montée des eaux, devrait être expulsé vers son pays après avoir été débouté par la justice néo-zélandaise de sa demande d'asile climatique. S'en tenant à la convention de Genève de 1951, la Nouvelle Zélande a fait valoir que personne ne menaçait sa vie s'il retournait chez lui. (LE MONDE géopolitique du 24 octobre 2013).

– **Décision de la Cour suprême néo-zélandaise en 2015 :** Ioane Teitiota n'a toujours pas obtenu le statut de premier réfugié climatique de la planète. Si la plus haute juridiction du pays a reconnu que les Kiribati étaient « *incontestablement confrontées à des défis* » climatiques, elle a également estimé que « M. Teitiota ne courait pas de “grave danger” » dans son pays natal. « *Aucun élément matériel n'indique que le gouvernement des Kiribati manque à son devoir de protéger sa population des effets de la dégradation environnementale, dans la limite de ses moyens.* » (Le Monde.fr avec AFP | 21.07.2015)

– **Avis du comité des droits de l'homme, rendu public le 21 janvier 2020 à Genève :** Le comité de 18 experts a mis près de quatre ans à statuer sur le cas de M. Teitiota. Il a rejeté la demande du plaignant, en faisant valoir que les îles Kiribati avaient pris des mesures pour lutter contre la montée des eaux avec la construction d'une soixantaine de digues,

Mais pour la toute première fois, le comité des droits de l'homme – organe des Nations unies composé d'experts indépendants en charge de vérifier l'application du pacte relatif aux droits civils et politiques – a estimé que les personnes qui fuient les effets du réchauffement climatique ne devraient pas être renvoyées dans leur pays si leurs droits fondamentaux sont menacés. : « *Etant donné la gravité de la question et de la détérioration continue des conditions dans certains Etats insulaires, il était important que le Comité identifie les critères pour statuer sur les futurs cas et la possibilité de reconnaître les demandes d'asile pour les “réfugiés climatiques”* ». L'avis, non contraignant juridiquement, « *reconnaît qu'il peut y avoir une violation du droit à la vie du fait du nonaccès aux ressources naturelles induites par le changement climatique, il reconnaît aussi que le changement climatique est une vraie menace pour les droits de l'homme. Enfin, il recommande de ne pas appliquer la mention de “l'imminence du danger” lorsque le droit à la vie est menacé dans des dossiers relatifs au changement climatique.* » (LE MONDE du 29 janvier 2020, L'ONU ouvre une brèche pour la reconnaissance des réfugiés climatiques)

Les perturbations climatiques, les difficultés agricoles et les migrations sont liées. Nous pouvons même faire un parallèle avec le diagnostic malthusien. Puisque nous ne sommes pas capables de réduire volontairement notre fécondité et de diminuer nos émissions de gaz à effet de serre, alors famine, guerres et épidémies résoudront tous les problèmes. Notons la duplicité du droit, même dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme : « *Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.* » Le philosophe Etienne Balibar a souligné le caractère ambigu de ce texte, il manque l'obligation pour tout Etat d'accepter l'entrée des étrangers ! Sur notre blog biosphere :

19 octobre 2015, [Réfugiés climatiques, un accueil qui reste inabouti](#)

2 septembre 2015, [Il n'y a pas de réfugiés climatiques sur cette planète](#)

LE « JUSTE-À-TEMPS »

4 Février 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

La plus grande connerie (cagade, débilité, etc...) à l'heure actuelle, c'est le zéro stock. Et bien entendu le "juste à temps", passeuqueuuh "le stock ça coûte cher". Bon, personnellement, j'ai surtout constaté, dans ma vie professionnelle, que le fait de ne pas avoir de stocks, ça coûtait certainement beaucoup plus cher...

Dans les cas de pandémies, ou d'effondrement, ça risque même d'être la mort. Mais les esprits forts vous diront qu'il y a de tout au super primou géant. Et qu'il n'est pas possible que le super primou géant :

- ne soit pas approvisionné, (Pourtant il me semble que des schtroumps -mais en jaune- avaient récemment, passablement vidé les rayons en bloquant les camions),

- ou tout simplement, n'existe plus...

Bon, à l'heure actuelle, ce qui est en cause, c'est le juste à temps, pour [le matériel médical](#). La nourriture, ça vient juste après, et en troisième seulement, les munitions. Pour les fosses communes, je ne pense pas qu'il y ait de problèmes... Au pire, on pourra mettre les corps dans l'ex-super primou géant. J'ai juste là ???

Là aussi, pas de remise en question du dogme. [Comme Macron](#), d'ailleurs, on ne remet pas en question le programme, même si parfois, de courtes crises d'intelligences le foudroie. On préfère croire qu'avoir un avis.

On nous dit que la démocratie n'a plus la côte. Mais comme, d'un côté, il s'agit d'un [système bloqué](#) et manipulé, dont un exemple éclatant est à l'Elysée. Démocratie ? Pffff...

On verra combien de temps, le bousin survivra à une dégradation nette et franche de l'économie, notamment chinoise... [Qui entraîne cuivre](#) et pétrole [aux tréfonds](#)...

Je me rappelle que l'empire romain avait fait place à une foule de petites démocraties locales. Elles se tenaient avec les élections d'évêques. Elles étaient simples. Les chanoines réunissaient leurs partisans. Ils faisaient une baston, et les plus forts, en général, les plus nombreux, gagnaient. Le gagnant, aussi, était couvert de plaies et de bosses. Et les [LREM se plaignent](#) ???

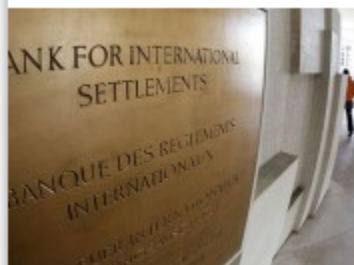
\$ SECTION ÉCONOMIE \$



La bourse chinoise s'effondre de plus de 8 %

Publié le 4 février 2020 à 12:00:35 / 2 commentaires / 587 vues

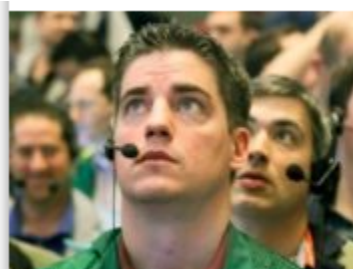
Les bourses chinoises ont été réouvertes aujourd'hui. C'est un bain de sang, avec un indice composite shanghaien qui s'effondre littéralement de 8,13 % à 2.734,66... Lire la suite



La BRI et les autres grands banquiers bénéficient d'une immunité de poursuites

Publié le 4 février 2020 à 10:00:17 / 6 commentaires / 520 vues

La BRI fait sa propre loi, ce qui signifie que la banque et son personnel sont totalement protégés contre toutes les lois et réglementations du monde. Regardons simplement... Lire la suite



D'un point de vue technique, les actions pourraient se retourner et entamer leur déclin séculaire à tout moment.

Publié le 4 février 2020 à 08:00:38 / 1 commentaire / 602 vues

Les actions continuent d'atteindre de nouveaux sommets, réagissant à la reprise de la planche à billets. D'un point de vue technique, les actions pourraient se... Lire la suite

L'Argentine connaît un niveau d'inflation record

Le 04 Fév 2020 à 07:00:35 / 0 Commentaire / 578 vues

👍 0 👎 0 ⓘ Noter

En Argentine, la hausse des prix est telle que certaines personnes n'ont pas les moyens de payer les enterrements.



Chine: une économie sous perfusion financière !

Publié le 3 février 2020 à 21:00:35 / 13 commentaires / 1 124 vues

Les autorités chinoises redoutent que le Coronavirus ne soit à l'origine d'une grande crise financière mondiale, elles ont donc pris une série de mesures... Lire la suite



La Chine injecte 1 200 milliards de Yuan dans son économie !

Publié le 3 février 2020 à 17:00:34 / 3 commentaires / 1 002 vues

Je vous avais indiqué la semaine dernière les raisons de la hausse de l'or qui ne devait rien à la « peur ». Quand l'or monte c'est généralement très... Lire la suite

Ne pas oublier que ce n'est qu'un maquillage comptable. Les chinois n'ont évidemment pas cet argent.



Le coronavirus ratatine les marchés pétroliers

Publié le 3 février 2020 à 19:00:01 / 3 commentaires / 807 vues

Le pétrole est le sang vital de notre économie carbonée et mondialisée. Cette dernière ne tient que par les flux du « juste à temps » et les chaînes logistiques... Lire la suite



Coronavirus Et Krach Boursier – Le Coronavirus Peut-Il Provoquer La Prochaine Crise Financière ?

Publié le 3 février 2020 à 16:30:14 / 18 commentaires / 1 463 vues

Le Coronavirus est-il susceptible de provoquer une nouvelle crise financière ? « Pandémie et krach boursier ? » L'édito de Charles Sannat Coronavirus, le premier... Lire la suite



Summers qualifie le discours de Bernanke de « dernier acte pour les banquiers centraux »

Publié le 3 février 2020 à 15:00:52 / 0 commentaire / 975 vues

L'ancien secrétaire au Trésor Larry Summers a balayé l'optimisme de l'ancien président de la FED Ben Bernanke. Celui-ci a récemment déclaré que la banque... Lire la suite



Vix l'indice de la peur (volatilité) s'envole !

Publié le 3 février 2020 à 14:00:34 / 2 commentaires / 894 vues

Le VIX c'est l'indice de la peur et c'est l'indice à regarder avec par exemple celui du Baltic Dry Index, le fret dont le vous ai parlé dans l'autre article. Que... Lire la suite



Warning: Coronavirus: les bourses chinoises plongent, l'économie à l'arrêt

Publié le 3 février 2020 à 13:30:54 / 36 commentaires / 1 335 vues

Les Bourses de Chine continentale s'effondraient de presque 9 % à la mi-journée, effrayées par la propagation de l'épidémie et son impact sur... Lire la suite

La bourse chinoise s'effondre de plus de 8 %

Charles SANNAT Source: [insolentiae](https://www.insolentiae.com) Le 04 Fév 2020



Les bourses chinoises ont été réouvertes aujourd'hui. C'est un bain de sang, avec un indice composite shanghaiën qui s'effondre littéralement de 8,13 % à 2.734,66 points tandis que la Bourse de Shenzhen, deuxième bourse de Chine continentale, perdait 8,30 % à 1.611,04.

La cause, évidemment l'épidémie de Coronavirus.

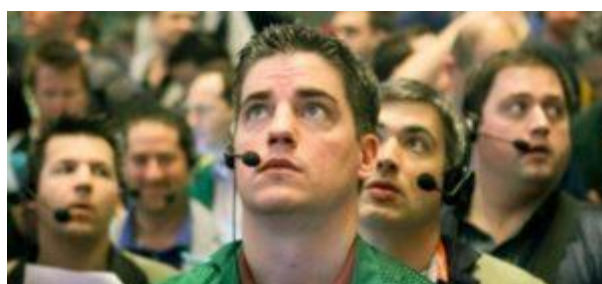
Pendant ce temps et pour limiter les dégâts la Banque centrale chinoise a injecté tout de même 1 200 milliards de yuans en une journée...

La monnaie chinoise baisse d'ailleurs franchement sans chuter lourdement.

Les injections de monnaies seront partout nécessaires et nous devrions voir une augmentation peut-être des injections de la FED aux Etats-Unis. Nous aurons les premiers chiffres demain.

D'un point de vue technique, les actions pourraient se retourner et entamer leur déclin séculaire à tout moment.

Source: or.fr Le 04 Fév 2020



Les actions continuent d'atteindre de nouveaux sommets, réagissant à la reprise de la planche à billets. D'un point de vue technique, les actions pourraient se retourner et entamer leur déclin séculaire à tout moment.

Il existe bien sûr des opinions différentes, sans lesquelles il n'y aurait pas de marché. Le plus grand éditeur financier en ligne vient d'envoyer une invitation à s'abonner à un nouveau service en annonçant : "La phase finale de la plus grande explosion des marchés financiers de l'histoire des États-Unis". Sur les marchés, tout est possible à court terme, mais cela me semble très peu probable.

La correction de l'or entamée en août 2019 est désormais terminée et la tendance à la hausse est prête à reprendre. La prochaine cible à court terme est 1 700 \$, mais le vieux sommet en dollars à 1 920 \$ ne devrait pas être difficile à atteindre. Il ne faut pas oublier que l'or a atteint de nouveaux plus hauts dans pratiquement toutes les devises, à l'exception du dollar américain et du franc suisse.

Retenez ce que je disais au début de cet article :

L'or physique est éternel

L'or papier et les actifs papier sont éphémères

La meilleure assurance à détenir est un actif éternel comme l'or physique.

« La résilience de l'économie chinoise »

par [Charles Sannat](#) | 4 Fév 2020



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

La Chine a deux spécificités. La première, c'est que c'est un pays communiste avec un parti unique et de grands restes d'un autre temps dans sa gouvernance. La seconde c'est que dans la culture chinoise, il est fondamental de ne jamais perdre la face.

Ces deux éléments rendent très difficiles l'appréciation d'une situation chinoise pour les Occidentaux que nous sommes.

Officiellement donc, même si la Chine est à moitié fermée, officiellement, il n'y a aucun problème qui ne soit insurmontable pour le parti dans sa magnificence et sa grandeur.

L'impact du coronavirus sur l'économie chinoise sera limité (responsable)

« *French.xinhuanet.com* | Publié le 2020-02-03 à 17:45 BEIJING, 3 février (Xinhua) — L'épidémie du nouveau coronavirus (2019-nCoV) n'aura qu'un impact temporaire sur l'économie chinoise, et les bons fondamentaux économiques pour la croissance à long terme restent inchangés, a indiqué lundi un responsable.

« Nous avons la confiance et la capacité nécessaires pour minimiser l'impact de l'épidémie sur l'économie », a indiqué Lian Weiliang, directeur adjoint de la Commission nationale du développement et de la réforme, lors d'une conférence de presse organisée à Beijing.

Alors que l'épidémie met un frein sur les industries telles que les transports et le tourisme, une croissance rapide a été constatée dans les secteurs en plein essor comme les achats en ligne, les aliments et les divertissements, selon lui.

Notant que certaines personnes comparaient l'épidémie du coronavirus avec celle du SRAS en 2003 et prévoyaient des pertes économiques basées sur les dommages causés par le SRAS, M. Lian a expliqué : « la force économique, les ressources et les capacités de la Chine pour faire face aux situations d'urgence se sont considérablement affermies depuis cette époque, et nous avons la confiance et la capacité nécessaires pour remporter la bataille contre l'épidémie. »

Les autorités sanitaires chinoises ont annoncé lundi avoir reçu des informations faisant état de 2.829 nouveaux cas confirmés et de 57 décès dimanche en fin de journée dans les 31 régions de niveau provincial et le Corps de production et de construction du Xinjiang.

Dimanche en fin de journée, le total des cas confirmés sur la partie continentale de la Chine s'élevait à 17.205, a déclaré la Commission nationale de la santé.

Bien que l'épidémie ait causé un préjudice direct aux secteurs des services, de la fabrication et du commerce, la résilience de l'économie chinoise ne doit pas être sous-estimée, selon un rapport publié samedi par les Instituts des études internationales de Shanghai.

Le rapport note que l'impact potentiel de l'épidémie est susceptible d'être différent de celui de toutes les épidémies précédentes et d'autres incidents et qu'il est imprudent de juger l'impact économique de l'épidémie par les expériences du passé.

« Même à court terme, l'épidémie n'a pas causé d'effet négatif sur tous les secteurs, bénéficiant au contraire aux industries telles que le commerce électronique et les jeux et divertissements en ligne », selon le rapport. »

Lorsque je procède à la lecture de ce communiqué, je me retrouve à nouveau dans la 7ème compagnie et jamais l'armée française n'avait aussi bien reculé face à un ennemi.

C'est à peu près la même chose puisque si l'on se réfère juste à la dernière phrase, cette épidémie, au rythme où elle va, provoquera une vague de croissance inattendue dans l'industrie électronique ou des jeux en ligne... je peux même prédire que si tous les Chinois sont enrhumés chez eux, et qu'ils n'ont rien à faire, ils devraient regarder la télé et prendre un abonnement au Netflix chinois.

Oui l'économie chinoise reste résiliente !

Elle reste résiliente cette économie. D'une part à cause de la structure autoritaire de son pouvoir qui évite un effondrement rapide des services et du fonctionnement de la société chinoise. D'autre part, elle reste résiliente parce qu'il s'agit d'un pays de presque 1,5 milliard d'habitants ce qui donne une force considérable et de grandes possibilités.

Pourtant, pour que la Chine appelle à l'aide l'Union Européenne, c'est que les choses ne vont pas bien.

Pourtant, estimer les impacts économiques aujourd'hui c'est bien trop tôt, parce que la crise n'est pas finie et que l'on ne sait pas justement combien de temps elle va durer.

Les derniers chiffres ne montrent pas d'accalmie sur le front des contaminations et de l'épidémie.

Combien de temps faudra-t-il maintenir les quarantaines ?

Combien de temps faudra-t-il « isoler » la Chine.

Combien de temps l'économie restera-t-elle à l'arrêt. Cette question est lancinante dans tous les milieux économiques, même si elle se fait discrète pour ne pas affoler les foules.

Le temps c'est de l'argent, et cet argent au niveau d'une nation comme la Chine représente des sommes considérables.

Encore une fois, les deux prochaines semaines seront décisives pour affiner l'estimation des impacts économiques.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Nouveau rappel à l'ordre pour les crédits accordés par les banques trop facilement !

Passe d'armes entre les banques commerciales et les autorités de tutelles que sont l'ACPR et la Banque de France.

En effet, une semaine après la publication par la Fédération bancaire française (FBF) d'un observatoire des crédits aux ménages (OCM) visant à minimiser le diagnostic quelque peu alarmiste qu'avait dressé le HCSF au mois d'octobre dernier, les deux autorités ont rappelé sèchement les banques à l'ordre.

« Face à certaines dérives observées, n'attendons pas de voir surgir des problèmes de remboursement ou une crise financière : il serait trop tard pour agir ».

La banque de France comme l'ACPR rappellent aussi les règles nécessaires pour « pour préserver notre modèle » : une mensualité « raisonnable, qui ne dépasse pas les 33 % des revenus perçus » ; et une durée de remboursement qui ne dépasse pas 25 ans !

Enfin la BdF et l'ACPR fixent une limite à la production d'une banque en matière de crédits immobiliers à 15 % des engagements des banques en rajoutant qu'au sein de ces 15 % les 3/4 soient attribués aux primo-accédants ou aux achats de résidences principales. L'idée ? Calmer et réduire la spéculation immobilière.

Charles SANNAT

**A lire: Editorial. La nouvelle phase, la mutation, le tournant, du mouvement social, un progrès terrible
Bruno Bertez 4 février 2020**

Il y a une grande parenté, rarement soulignée entre d'un côté les flics des renseignements généraux -ils n'ont pas disparu- et de l'autre les journalistes, qu'ils soient journalistes-système ou non.

Entre flic et journaliste, la logique du métier est la même, exactement.

D'ailleurs dans tous les cas on dit « enquêteur » et on a des « sources », des indics.

La première raison est la contagion: qui s'assemble se ressemble, prend les mêmes tics, les mêmes méthodes et façons de penser, voire de travailler.

Ensuite on fait des fiches, on note des bribes que l'on recueille ici et là, on interroge, on recoupe, on imagine.

Aussi bien le flic que le journaliste ignore tout de la réalité de situation; ils ne connaissent que la réalité-roman, la réalité-narrative et même si ils sont compétents ce qu'ils ont, ce sont toujours des pointillés. Leurs émergences de faits sont parcellaires et il faut les relier entre elles.

Enfin comme il faut bien raconter une histoire cohérente, ils font tous deux la même chose, ils remplissent les « blancs » par rapprochements, par amalgames, par répétition du passé, par des schémas dominants.

Ce qui n'est pas explicité mais qui est déterminant c'est qu'aussi bien les flics que les journalistes sont au service d'un pouvoir.

La communauté des journalistes qui sortent des affaires est fliquée, archi fliquée, c'est un monde qui vit en symbiose comme vivent les flics et leurs indics. Je peux vous l'assurer, c'est un monde de donnant-donnant. Les uns donnent aux autres et les autres donnent aux uns, on échange, on connivente. On couche comme disait le Général.

Quand je vois sortir quelque chose, compte tenu de mon histoire je sais où je pressens en général d'où elle vient, quelle est la source. Un peu moins maintenant bien sur puisque j'ai pris mes distances.

La question de l'objectivité journalistique, des fake news et autres balivernes est mal posée, la question centrale du journalisme est : pourquoi écrit-on? Quel est le désir à la base de la « sortie » de quelque chose? On ne parle qu'en fonction d'un désir, c'est le désir qui pousse à ouvrir sa gueule.

Et c'est le désir du locuteur, de celui qui parle qui tord le sens de ce qui est exposé, rapporté. La vraie question centrale de ce métier et de tous les métiers qui ont à voir avec la parole, c'est cela: le sens. Quel sens, d'où vient la torsion que l'on donne au sens? Quel est le désir qui anime cette torsion.

Ici Lordon met à jour la torsion que la journaliste du Monde donne au sens de la prestation révolutionnaire des petits rats de l'opéra. Elle veut rabaisser, salir, dénigrer et donc désamorcer le sens politique. Mais cela va encore au-delà.

Le mouvement social progresse, il devient plus conscient, il gagne en conviction et en crédibilité car il devient socio-professionnel symbolique. Le mouvement social donne à voir des solidarités organiques. Le mouvement s'élève il ne se rabaisse pas. Ce ne sont plus des primaires qui manifestent ce sont des rouages de la société. Il n'y a pas que du nombre ou du courage il y a du prestige social là-dedans.

Elle, c'est à dire le Pouvoir puisque la presse est l'expression du pouvoir, veut en ôter la valeur symbolique parce que cette valeur est terrible à assumer.

Le mouvement social a pris un nouveau visage que bien peu soulignent évidemment; il est passé du quantitatif, de la violence de masse au symbolique, c'est une élévation, une montée dans l'ordre de l'humain.

On manifeste symboliquement de façon à s'opposer sans violence à la violence du pouvoir: on jette sa blouse, on brûle sa bible, son code, on sort avec son matériel de travail, on vient avec sa tenue de pompier, bref on monte le niveau des protestations, on passe du nombre à quelque chose d'autre de bien plus significatif et c'est cela que le Pouvoir et ses laquais ne supportent pas car c'est beaucoup plus révolutionnaire. On se révolte non pas en tant qu'anonyme individu mais en tant que ...professionnel, petit rat de l'opéra, pompier, médecin, avocat, enseignant ...

Nous sommes dans le subtil, mais aussi dans le radical du système. Au cœur des secrets de la domination et des moyens de la faire valser.

Lordon fait depuis quelque temps un travail de qualité exceptionnelle pour décoder, trouver le sens de ce qui se passe et ici, ce qu'il fait a valeur exemplaire.

Ici Lordon met à jour la torsion que la journaliste moderne donne au sens de la création révolutionnaire des petits rats de l'opéra. Elle veut rabaisser, salir, dénigrer et donc désamorcer le sens politique.

Résumé des épisodes précédents : le 24 décembre, vingt-huit danseuses du corps de ballet de l'Opéra de Paris dansent un extrait du Lac des cygnes sur le parvis de Garnier devant une foule enthousiaste, en expression de leur participation au mouvement de grève contre la loi sur les retraites. Quelques semaines plus tard, dans un article du Monde, [ça donne ça](#) :

POLITIQUE · MOBILISATION CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES

Comment Frédéric Lordon a poussé les petits rats de l'opéra à monter un « ballet surprise » contre la réforme des retraites

Le philosophe a aidé à la mobilisation du ballet parisien qui a, le 24 décembre, dansé le « Lac des cygnes », devenu un des symboles des grèves hivernales contre la réforme des retraites.

Par Ariane Chemin · Publié le 30 janvier 2020 à 10h33 - Mis à jour le 30 janvier 2020 à 13h45

On ne voit jamais si bien la part du [complotisme des dominants](#) transpirer dans leurs bruyantes croisades anti-complotistes, part à la fois projetée, inversée, et déniée, qu'à leur propension à ressaisir toute l'histoire de la contestation sous l'espèce des menées occultes de quelques agitateurs tireurs de ficelle.

On se souvient que pendant un acte des « gilets jaunes », LCI avait suggéré avec sa finesse coutumière que, Julien Coupat interpellé, le mouvement entier, dont il ne pouvait qu'être la tête à la fois clandestine et sine qua non, devait « nécessairement » s'effondrer. Merveille de la pensée politique du journalisme de préfecture, voué à importer toutes les tournures paranoïaques de leurs fournisseurs exclusifs d'informations.

Envisageant des machinations de moins grande envergure et sur un autre terrain, Ariane Chemin n'est cependant pas peu fière de porter au jour une autre de ces manipulations de l'ombre sans lesquelles le pays vivrait si tranquille : j'aurais fomenté un complot culturel en « *pouss[ant] les petits rats de l'Opéra à monter un ballet-surprise contre la réforme des retraites* ». À lire Ariane Chemin on n'est pas loin de penser que j'ai moi-même choisi le *Lac des cygnes*. Si elle m'avait contacté, elle aurait appris que j'ai fait également la chorégraphie. J'envisageais d'ailleurs de passer incognito le tutu (je suis assez mince et porte plutôt bien le diadème) pour être très au cœur de l'action, mais patatras : sciatique la veille, mes arabesques s'en ressentent.

Car il est bien entendu que ces pauvres danseuses, si elles savent lever la jambe, ont besoin qu'on leur dise où et comment

Résumons-nous : des artistes du corps de ballet de l'Opéra, engagés dans le mouvement social, événement en soi extraordinaire, choisissent de danser sur le parvis, mais ça ne peut pas suffire, on parlera donc d'autre chose,

en l'occurrence de quelqu'un d'autre. Car il est bien entendu que ces pauvres danseuses, si elles savent lever la jambe, ont besoin qu'on leur dise où et comment : elles ont besoin, nous dit Ariane Chemin, d'être « poussées ».

Par quel miracle pourraient-elles avoir une idée, et puis « se pousser » toutes seules ? Par quel miracle, plus encore, pourraient-elles avoir la maîtrise du sens politique de leurs actions ? Il fallait donc qu'il leur vînt du dehors — ici entre en scène l'agitateur, donneur de sens et tireur de ficelles. Dans le monde imaginaire du journalisme de têtes, qui ne connaît que les présidents et les premiers ministres, auxquels il s'identifie fantasmatiquement, on cherche toujours à tout prix un équivalent fonctionnel de « tête » en toute occasion et en tout domaine. Et s'il n'y en a pas, qu'à cela ne tienne, on en inventera une – puisqu'il est bien entendu qu'*il en faut une*, et que le monde n'a jamais marché sans. Misère du journalisme politique dégénéré, à l'intersection du potin et du complotisme-des-coulisses.



Lire aussi Sophie Eustache, « [Quand les médias rééduquent les lycéens](#) », *Le Monde diplomatique*, février 2020.

Mais c'est un fléau qui vient de loin, reflet caractéristique du néolibéralisme dans les structures de la grammaire journalistique, d'où vont disparaître, dès les années 1980, toute allusion aux collectifs, aux classes, aux forces sociales et à leurs dynamiques — soit tout ce qui constitue en propre la politique —, pour ne plus laisser la place, célébration de l'individualisme héroïque oblige, qu'à des « personnalités », singularités exceptionnelles, magnifiques ou terrifiantes selon les besoins de la cause. Mais dont on pourra faire le *portrait*, cet exercice devenu type du journalisme d'époque, qui aura radicalement évincé *l'analyse*, par les structures et les mouvements collectifs. De là, incidemment, cette incompréhension demeurée qui saisit le monde médiatique à chaque « séisme » (« séisme » est le mot pour dire « on n'a rien compris »), TCE 2005, les Le Pen au second tour, Trump, Brexit..., dont la compréhension en effet n'est réductible à aucune narration héroïque ni à aucun « portrait ». Mais peu importe, entre temps l'héroïsation des portraiturés fournit toujours quelques bénéfices d'héroïsation des portraitureurs, aussi a-t-on vu apparaître cette nouvelle sorte de « journalistes », persuadés d'avoir une « plume » et un accès à la psychologie des profondeurs, se croyant dès lors au cœur de l'histoire tout en n'ayant qu'à naviguer entre le Café de Flore et le Sélect, puisqu'il s'agit essentiellement de « rencontrer » et de s'ouvrir le chemin des âmes remarquables — ou de racler l'Internet pour faire dire quelque chose aux âmes noires.



Le merveilleux paradoxe de l'article de Chemin, en tout cas, c'est d'avoir concentré, dans un sujet aussi inexistant, une telle richesse symptomatique. Son complotisme grotesque, donc, dans un journal qui fait ostentatoirement profession de pourchasser les complotistes, s'accompagne d'une accumulation de faussetés qui jette comme une ombre sur la croisade complémentaire contre les *fake news*. Sans compter les erreurs de stagiaire, comme « les petits rats » pour désigner le corps de ballet, alors que l'expression ne concerne que l'école de danse, mais Ariane Chemin, journaliste de l'espèce mondaine, se voudrait Albertine Londres tout en maintenant sa culture aussi approximative que son sens du travail. Il y a quelques années, Houellebecq l'avait exécutée en trois lignes après qu'elle lui eut consacré une série de longs articles où elle pensait sans doute, creusant les poubelles de l'auteur, avoir mis au jour le secret de la création littéraire (1) — Ariane Chemin et la création littéraire, comment dire...

Puisqu'ils ne sont pas des « têtes », ils ont besoin de « têtes ». Tous sont voués à ne jamais sortir de leur condition de minorité

Mais le plus caractéristique dans cet article, hormis le goût des complots et celui du faux, tient sans doute à ce réflexe de pensée, si partagé dans les cercles où évolue Ariane Chemin, qui choisit toujours l'hypothèse de l'incapacité — intellectuelle, culturelle, et en l'occurrence politique — de tous ceux qui, précisément, n'évoluent pas dans des cercles. L'article « petits rats » a donc une portée métonymique : il nous invite à penser qu'il en va de ces danseuses comme des opposants à la démolition des retraites, comme des « gilets jaunes », comme de tous les contestataires en général, et comme, en définitive, du peuple dans sa globalité : pour cette raison somme toute logique qu'ils ne sont pas des « têtes », ils ont besoin de « têtes ». Tous sont voués à ne jamais sortir de leur condition de minorité. Masses informes, inertes et enfantines, les mineurs sont faits pour être conduits. Et éduqués. C'est d'ailleurs pourquoi le néolibéralisme, en tous ses organes, est une *pédagogie*. Il n'en finit pas de « faire de la pédagogie », et même de faire « la pédagogie », tout court — des réformes, de l'avenir, des transformations du monde... On n'a jamais assez expliqué — et pour cause : « ils » n'en finissent jamais de comprendre (dans certains sous-cercles des cercles, on doit même être assez près de penser qu'« ils » ne commencent jamais vraiment). Expliquer, expliquer, expliquer inlassablement, voilà la grandeur des têtes — la grandeur du *Monde* et celle d'Ariane Chemin.



Lire aussi Xavier Vigna, « [Tenir une grève longue](#) », *Le Monde diplomatique*, février 2020.

Qui ne font pas qu'expliquer : mais expliquent *droitement*. C'est très important. Car dans l'ombre, on croit voir s'affairer d'autres têtes, mais des mauvaises têtes, qui, elles, vont sans doute expliquer tordu. Et la torsion de se communiquer aux masses informes. Ca n'est donc pas qu'on est complotiste au *Monde* (ah ça non), mais qu'on a le juste souci que, sous de mauvaises rencontres, les mineurs ne viennent à « pousser » et à se « pousser » de travers.

On aurait pu raconter ce qui s'était passé vraiment au cinéma occupé La Clef, quelques jours avant ce merveilleux happening chorégraphico-politique : j'ai discuté avec ces admirables artistes, ils avaient eux-mêmes l'idée de mettre leur art au service d'une démonstration symbolique, je leur ai dit et mon enthousiasme et ma certitude de l'impact. Mais raconter ça... ça n'avait aucun intérêt ! Alors va pour l'histoire alternative à base de *mastermind* qui, dans la coulisse, agit les marionnettes.

On peut prévoir que les images du parvis de l'Opéra, en leur force symbolique inédite, resteront parmi celles du mouvement présent, c'est-à-dire dans l'histoire. Et voilà ce qu'Ariane Chemin en aura fait. Triomphe particulier du [grand journalisme d'investigation](#) politique, dont les enquêtes de terrain (qui se bornent à recevoir des vidéos au bureau) réussissent cette performance d'annuler la part politique d'à peu près n'importe quel événement politique. Même quand il est sous ses yeux, et considérable — raison sans doute pour ne pas le voir.

Frédéric Lordon

(1) « [Michel Houellebecq accuse "Le Monde de nuire à sa sécurité"](#) », 24 août 2015.

La BRI et les autres grands banquiers bénéficient d'une immunité de poursuites

Source: [or.fr](#) Le 04 Fév 2020



La BRI fait sa propre loi, ce qui signifie que la banque et son personnel sont totalement protégés contre toutes les lois et réglementations du monde.

Regardons simplement certains articles de la charte et des statuts de la BRI:

Article 3

Inviolabilité

1. Les bâtiments ou parties de bâtiments et le terrain attenant qui, quel qu'en soit le propriétaire, sont utilisés aux fins de la Banque, sont inviolables. Nul agent de l'autorité publique suisse ne peut y pénétrer sans le consentement exprès de la Banque. Seul le Président, le Directeur Général de la Banque ou leur représentant dûment autorisé est compétent pour renoncer à cette inviolabilité.
2. Les archives de la Banque et, en général, tous les documents, ainsi que les supports de données qui lui appartiennent ou se trouvent en sa possession, sont inviolables à tout moment et en quelque lieu qu'ils se trouvent.
3. La Banque exerce le contrôle et la police de ses locaux.

L'article 3 ci-dessus stipule que les bâtiments de la BRI sont inviolables, c'est-à-dire intouchables. Aucun représentant du gouvernement et aucune police ne peut entrer dans le bâtiment sans l'autorisation du Président ou du Directeur Général de la BRI.

Article 4

Immunité de juridiction et d'exécution

1. La Banque bénéficie de l'immunité de juridiction, sauf :
 - a) dans la mesure où cette immunité a été formellement levée pour des cas déterminés par le Président, le Directeur Général ou par leurs représentants dûment autorisés ;
 - b) dans le cas d'actions civiles ou commerciales découlant de transactions bancaires ou financières, intentées par des cocontractants de la Banque, sous réserve des cas pour lesquels des dispositions d'arbitrage ont ou auront été prises ;
 - c) dans le cas d'actions en responsabilité civile intentées contre la Banque pour dommage causé par tout véhicule lui appartenant ou circulant pour son propre compte.

L'immunité de juridiction signifie qu'aucun tribunal d'un pays n'a de pouvoir sur la BRI. L'immunité d'exécution signifie que les biens de la BRI ne peuvent être saisis.

Article 4

3. La Banque bénéficie sur ses biens et avoirs, où qu'ils se trouvent et quels qu'en soient les détenteurs, de l'immunité d'exécution (notamment à l'égard de toute mesure de saisie, séquestre, blocage ou d'autres mesures d'exécution forcée ou de sûreté et, en particulier, de séquestre au sens du droit suisse), sauf :
 - a) dans le cas où l'exécution est demandée sur la base d'un jugement ayant force de chose jugée rendu contre la Banque par un tribunal compétent conformément à l'alinéa 1, lettre a), b) ou c) ci-dessus ;
 - b) en cas d'exécution d'une sentence arbitrale rendue en application de l'article 27 du présent accord.

4. Les dépôts confiés à la Banque, toute créance sur la Banque, ainsi que les actions émises par la Banque, où qu'ils se trouvent et quels qu'en soient les détenteurs, ne pourront faire l'objet, sauf accord exprès préalable de la Banque, d'aucune mesure d'exécution (notamment de saisie, séquestre, blocage ou d'autres mesures d'exécution forcée ou de sûreté et, en particulier, de séquestre au sens du droit suisse).

Les paragraphes ci-dessus stipulent qu'aucun actif ou dépôt ne peut être saisi ou gelé.

Article 14

Privilèges et immunités accordés à tous les fonctionnaires

Les fonctionnaires de la Banque, quelle que soit leur nationalité,

a) jouissent de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions, y compris leurs paroles et écrits, même après que ces personnes auront cessé d'être des fonctionnaires ;

Enfin, les employés de la banque ne peuvent être poursuivis pour les actes accomplis pendant et après l'exercice de leurs fonctions.

La BRI et les autres grands banquiers bénéficient d'une immunité de poursuites

Les banquiers de la BRI ne peuvent jamais être poursuivis ou aller en prison, comme la plupart des grands banquiers impliqués dans la crise financière de 2006-2009. Pour ce groupe, l'immunité dépasse donc clairement les murs de la BRI.

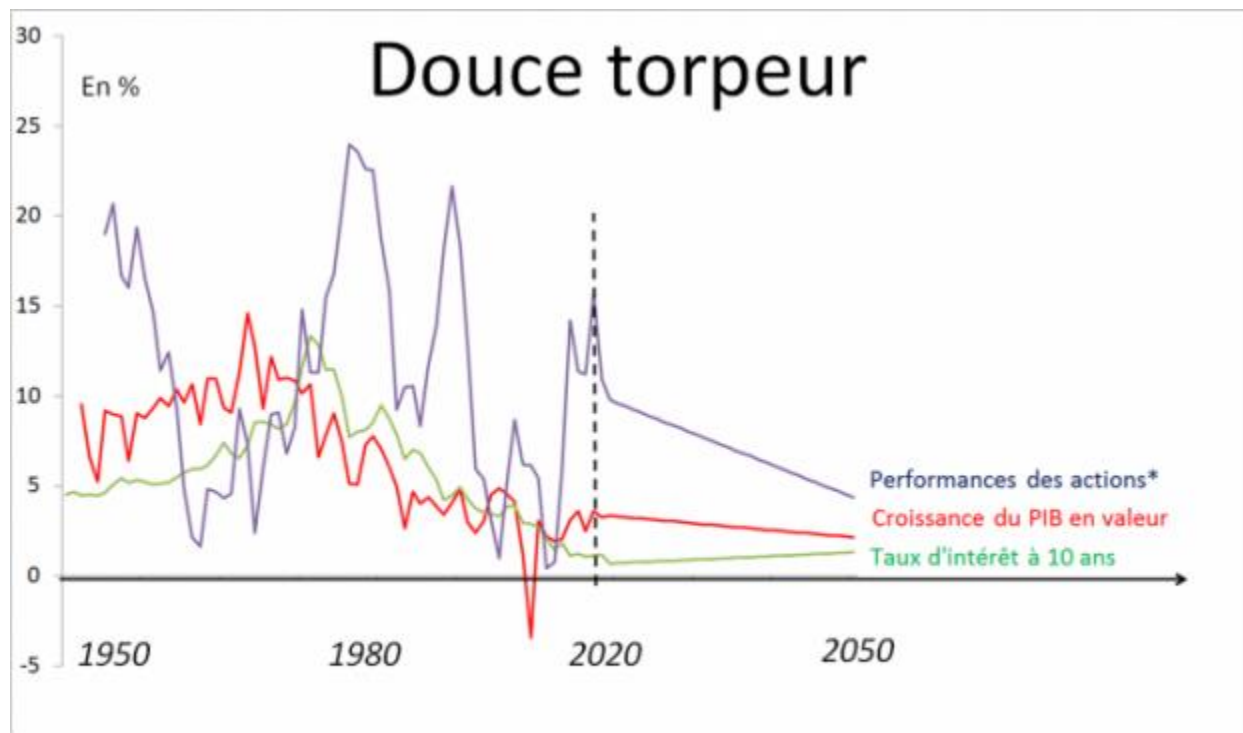
Il n'est donc pas étonnant que des organisations comme le GATA (Gold Anti-Trust Action Committee), qui tente de révéler les manipulations des marchés de l'or et de l'argent, aient échoué. Il est clairement impossible d'arriver à quelque chose avec des règles du jeu aussi inégales.

Par conséquent, les faux marchés de l'or et de l'argent ne seront jamais révélés par une action en justice. Au lieu de cela, la Chine forcera la main des États-Unis. Depuis 2008, la demande d'or de la Chine s'élève à environ 19 000 tonnes. Ce chiffre devrait inclure toutes les importations chinoises d'or ainsi que l'or extrait en Chine. Mais comme le gouvernement chinois conserve tout l'or produit sur son territoire, on peut se demander si sa propre production est vraiment comptabilisée.

2020 – 2025 – 2050 : la thèse d'une douce torpeur

par [karl eychenne](#) (son site) **mardi 4 février 2020 Agoravox.fr**

Une croissance économique qui ralentit, une inflation qui ne réagit plus, des rendements des marchés qui baissent. L'idée d'une douce torpeur pour les années à venir fait son chemin. Ce scénario est-il crédible ? Oui, sous certaines conditions.



*Moyenne pondérée par les PIB
des US, zone euro, et Japon
sur les 10 dernières années

Il est difficile de penser *demain* lorsque le *présent* nous glisse entre les doigts. Imaginons quand même que le Coronavirus fasse déjà partie du passé, et projetons-nous dans un an, 5 ans, et même 30 ans. Nous présentons un scénario considéré hier encore comme peu probable, et qui semble désormais faire partie de l'inventaire des possibles : ce scénario serait celui d'une mollesse durable et généralisée de nos économies et de nos marchés. Moins grave qu'une récession, plus troublant qu'une stagnation, ce scénario décrirait une forme de [douce torpeur](#). Quelles sont les conditions pour qu'un tel scénario se réalise ? Nous proposons une histoire en 3 étapes :

- 2020 : un retour de la confiance avorté
- 2025 : une normalisation du cycle retardée
- 2050 : un potentiel dégradé

2020 : retour de la confiance avorté

Nul besoin d'évoquer une crise financière ou une récession économique. Il suffit d'observer que déjà ce début d'année oblige à rebattre les cartes : double montée des incertitudes avec la dégradation du climat géopolitique et une psychose possible liée au Coronavirus. Et même en admettant que ces 2 tensions s'apaisent, il y aurait au moins 2 autres raisons d'anticiper un rebond avorté des indicateurs avancés (confiance des industriels) premiers symptômes de rechute :

- D'une part, les élections américaines à venir signifient un retour de l'incertitude à la fois fiscale mais aussi commerciale (Chine), qui pourrait retarder toute stratégie de dépenses des entreprises : en d'autre termes pas de retour durable de l'investissement, sachant qu'il est la pièce manquante du puzzle économique depuis quelques années.

- D'autre part, la vigueur de la consommation des ménages pose un autre problème pour les entreprises : cette consommation reposant sur la bonne santé du marché du travail, les entreprises pourront-elles encore réduire leurs marges bénéficiaires afin d'absorber la hausse des coûts liés aux tensions sur le marché du travail ? Oui si la productivité revient, mais on l'attend toujours. Il faut rappeler que déjà en 2019, les entreprises ont enregistré une croissance des bénéfices quasi-nulle.

Heureusement, il restera les deux soupapes de sécurité que sont les politiques monétaires et gouvernementales : les Banques Centrales resteront ultra-accommodantes (puisque l'inflation reste sage), et les politiques gouvernementales n'oseront pas envoyer de signaux restrictifs ou ambigus (élections américaines, climat social européen).

Dans ce scénario, les marchés financiers pourraient faire du surplace. Cet immobilisme serait d'ailleurs résumé par celui des indicateurs avancés, qui après un léger rebond reviendraient aux niveaux de départ. Il faut savoir que ces indicateurs avancés sont les variables les plus surveillées par les investisseurs, ce que l'on vérifie empiriquement en constatant que les mouvements de ces indicateurs expliquent près de la moitié des mouvements de marchés (d'un point de vue statistique).

- Concernant les marchés obligataires, la crise du Coronavirus a déjà largement fait baisser les taux ; et si cette crise s'apaisait les taux pourraient alors revenir vers les niveaux de début d'année. Mais il faut alors rappeler que ces niveaux de taux resteraient bien inférieurs aux niveaux requis par des règles standards (de 1 à 2 % inférieurs selon les pays), avec le soutien de politiques monétaires plus accommodantes que jamais (coût de l'argent quasi-nul, et le doigt sur la détente pour racheter des actifs par de la création monétaire).
- Les marchés d'actions pourraient également faire du surplace, les bénéfices échouant à finalement rebondir du fait de marges comprimées et d'un volume de vente qui peine à se raffermir. Le deuxième moteur des marchés d'actions serait également grippé : le PER (rapport entre le prix et les bénéfices) resterait quasi-inchangé, la hausse de la prime de risque liée à la montée des incertitudes étant compensée par l'effet favorable de la baisse des taux sans risque. Certes, il y aurait toujours l'effet favorable des dividendes et des rachats d'actions.
- Potentiellement, les investisseurs auraient alors recours aux stratégies alternatives, censés apporter de nouvelles sources de performances. Toutefois, déjà les deux dernières années ont révélé une sensibilité plus marquée de ces types d'investissements par rapport aux facteurs de risques traditionnels : autrement dit, des actifs pas si dé-corrélés que cela.

2025 : une normalisation du cycle retardée

A cet horizon, les déséquilibres économiques ou financiers sont censés se résorber. C'est d'ailleurs un horizon prisé par les études empiriques qui travaillent sur la prévision. Ainsi, lorsque le PIB est supérieur à son potentiel, l'inflation sous sa cible, les taux d'intérêt directs sous leur niveau requis, un horizon proche de 5 ans laisse un temps suffisant à tous ces déséquilibres pour se résorber.

Mais cela fait presque plus de 10 ans que la crise des *subprimes* est terminée, un peu moins pour la rixe de la dette souveraine en Europe, et pourtant la normalisation ne semble toujours pas achevée. Tout a déjà été dit sur ce retard à l'allumage : stagnation séculaire, économie zombie, etc... Mais, si l'on ne retient que les faits, ils semblent clairs : avec les mêmes méthodes de soutien à l'économie, on ne produit plus les mêmes résultats. Parmi les faits les plus troublants, les deux plus connus sont :

- une inflation trop faible par rapport aux tensions sur le marché du travail et aux politiques monétaires ultra-accommodantes

- des taux d'intérêt trop faibles par rapport au rythme de croissance des économies et aux niveaux d'endettement.

Ainsi, on ne voit pas bien ce qui permettrait de dire que cette fois, la normalisation fonctionnera, d'autant que les politiques semblent désormais bien désarmées : des taux directeurs proches ou déjà à 0 %, et des ratios de dettes publique sur PIB proches ou supérieurs à 100 %.

Dans ce scénario, les performances des marchés financiers seraient décevantes, mais pas alarmantes.

- Les taux d'intérêt de long terme continueraient de glisser vers le bas ; une baisse que l'on pourrait décomposer en une baisse de l'inflation anticipée, des taux d'intérêt directeurs anticipés, et surtout de la fameuse prime de terme toujours plus négative (en théorie et d'ordinaire, elle a plutôt vocation à être positive).
- Les marchés d'actions enregistreraient encore des performances positives, mais l'essoufflement serait désormais bien visible : les bénéfices continueraient de croître mais sur un rythme bien moindre, les PER pourraient baisser légèrement, la hausse de la prime de risque requise par les investisseurs n'étant plus compensée par l'effet favorable de la baisse des taux. A priori, l'effet dividende-rachat d'actions serait toujours présent, avec une préférence pour les rachats d'actions financés par de l'endettement tant que les taux sont bas.
- Concernant les stratégies alternatives, les investisseurs pourraient rester attirés par ces sources de rendements alternatifs, mais l'engouement contribuerait à exagérer les rendements anticipés pour les années à venir : phénomène qui tend à se manifester à chaque fois que le marché s'empare de ce qu'il considère comme une anomalie à exploiter...

2050 : un potentiel dégradé

En termes économiques et financiers, un horizon supérieur à 10 ans est souvent décrit comme celui où se réalisent toutes les potentialités : le PIB évolue alors en fonction de son potentiel démographique et technique, l'inflation est désormais calée sur la cible de la Banque Centrale, les prix des actifs ont enfin convergé vers leur valeur dite intrinsèque.

A notre horizon 2050, 3 incertitudes particulières seraient susceptibles de peser sur les fondamentaux et le cours des actifs : l'incertitude climatique (impact ?), technique (révolution technologique ?), et démocratique (montée du risque illibéral ?). En supposant que ces 3 incertitudes sont gérées sans pertes et fracas, à quoi pourrait ressembler le paysage économique à cet horizon ? Il pourrait être défiguré par la réalisation de deux scénarios encore aujourd'hui considérés comme alternatifs :

- la productivité du travail n'accélèrera pas, malgré la révolution technologique : les grappes de progrès technique ont déjà été cueillies il y a bien longtemps (machine à vapeur, électricité...), c'est la thèse de Robert Gordon dont on parle aujourd'hui puisque effectivement on ne voit toujours pas d'accélération de la productivité dans les instruments de mesure.
- l'inflation n'accélèrera pas malgré les politiques de soutien à l'activité : la révolution technologique a bien un effet sur nos économies, mais par la baisse des coûts ; c'est la thèse de Jeremy Rifkin qui défend l'idée d'un coût marginal nul finissant par faire baisser tous les prix ; une thèse dont on parle de plus en plus puisque l'inflation n'est pas au niveau attendu.

Si l'on retient ces deux thèses alternatives, on peut alors justifier d'une croissance économique et d'une inflation bien inférieure à celles anticipées par le consensus à cet horizon. En termes de chiffres, on imagine

alors une croissance économique en valeur proche de 3 % aux Etats – Unis, de 2 % en zone euro, 1 % au Japon, 4 % en Chine...

Les conséquences pour les marchés financiers seraient doubles :

- D'une part, ils seraient impactés par un potentiel de croissance économique et d'inflation révisé à la baisse : baisse des rendements obligataires, de la croissance des bénéfices des entreprises, et *in fine* des rendements des actifs risqués.
- D'autre part, les préférences des agents économiques seraient elles aussi modifiées. Pour les initiés, on parlera d'une moindre préférence pour le présent, ou / et d'une plus grande aversion pour les inégalités intergénérationnelles ; les deux motivant un désir d'épargne plus forte, et donc une plus forte inclinaison à accepter des rendements plus faibles.
- En termes de chiffrages, on imagine alors des taux d'intérêt américains à 2 %, des taux allemands à 1 %, des performances des marchés d'actions américains proches de 5 %, et 4 % pour les marchés euros...
- Qu'en est-il alors des stratégies alternatives ? Elles pourraient alors être victimes de leurs succès, l'engouement pour ces actifs ayant amené leur prix vers des niveaux n'offrant plus le potentiel d'appréciation promis, ou bien les rendant trop sensibles au cycle économique.

Conclusion : l'art de la prévision

L'objectif de cet article n'est pas de défendre un scénario de *douce torpeur* pour les années à venir, mais de trouver quelles pourraient être les lettres de noblesse d'un tel scénario... même s'il ne se réalisait pas.

En effet, de mauvaises prévisions ne sont pas forcément des prévisions stupides. Il peut exister des croyances (prévisions) qui soient fondées (par des modèles testés et validés), mais qui se révèlent fausses. Par exemple, prévoir que les marchés d'actions vont monter parce que les bénéfices sont anticipés à la hausse et que les taux d'intérêt sont anticipés à la baisse est rationnel, mais pourra s'avérer faux si Donald Trump nous livre quelques tweets agressifs.

Peut-on dire pour autant qu'une prévision qui semble justifiée mais s'avère fausse, est de même valeur que la prévision d'un singe à priori moins fondée mais qui s'avère juste ? Peut-être pas : *savoir que l'on ne sait pas* n'est pas équivalent à *ne pas savoir que l'on ne sait pas*.

La croissance économique, miraculeuse ou apocalyptique ?

Par Thierry Godefridi. 3 février 2020 Contrepoints.org



Il est faux de prétendre que la croissance économique s'accompagne nécessairement d'effets pernicioeux.

Le mérite de *Sortir de la croissance*, l'essai d'Éloi Laurent [dont une recension a été faite récemment](#), réside dans ce qu'il indique la portée et l'ambition du projet écologiste. Le [schéma extrait du livre](#) en témoigne, un bon croquis vaut mieux qu'un long discours.

Tim Harford, l'*Undercover Economist*, rapportait, dans un article de [l'édition des 11 et 12 janvier 2020](#) du *Financial Times*, que, si les tendances se maintenaient, le produit mondial brut (le PIB mondial) doublerait d'ici 2040. Cela correspondrait à un coefficient de croissance de 30 x en un siècle, de 1000 x en deux siècles. Miraculeux ou apocalyptique, interrogeait le journaliste britannique.

S'agissant d'une statistique synthétique qui ne mesure ni la consommation d'énergie et de ressources, ni d'autres éléments qui contribuent au bonheur humain, ce n'est, a priori, ni l'un, ni l'autre. Le PIB pourrait être un problème, comme le prétend Éloi Laurent, si les gouvernants de ce monde étaient obnubilés par sa maximalisation. Ils ne le sont pas. S'ils l'étaient, ironise Tim Harford, ils s'abstiendraient d'infliger l'austérité face à une crise financière, de lancer des guerres commerciales ou de mettre en œuvre le Brexit (« *getting Brexit done* »).

Côté positif, la croissance du PIB est fortement corrélée avec les bonnes choses de la vie, à court terme avec une économie qui procure des emplois, à long terme avec le progrès social. En atteste le Social Progress Index, un indice du développement humain autour de trois axes :

- les besoins de base : alimentation, santé, logement, accès à l'électricité, sécurité
- les piliers du bien-être : alphabétisation, éducation, espérance de vie, taux de suicide, obésité, pollution, etc.
- les opportunités : droits politiques, droits de propriété, corruption, accès à l'éducation supérieure, tolérance sociale, etc.

Cet indice du progrès social inclut 52 indicateurs et a été adopté par la Commission européenne.

Il est faux de prétendre que le développement économique s'accompagne nécessairement d'effets pernicioeux. C'est une simple question de bon sens. Un emploi permet de s'éclairer et de se chauffer, mais l'obtention du gros lot à la loterie n'incitera pas le gagnant à s'éblouir ou à se faire rôtir vivant. Trop c'est trop. De même, si l'esprit entreprise n'a pas pour priorité primordiale le respect de l'environnement, il est inévitablement amené à en tenir compte. L'énergie et les autres ressources ont un coût, qui pousse l'entreprise à les utiliser avec parcimonie pour garder ou renforcer sa compétitivité et sa rentabilité.

À titre d'exemple, cité par Tim Harford, les canettes de bière pesaient 85 g l'unité à la fin des années 1950, elles en pèsent moins de 13 aujourd'hui. Ce n'est pas un cas isolé : au Royaume-Uni, le poids total des marchandises entrant dans le cycle économique ainsi que celui des déchets en fin de cycle ont baissé depuis le début des années 2000 et pour toute l'Union européenne les émissions de CO2 ont diminué de 22 % entre 1990 et 2017 ([voir Eurostat](#)). Une lecture de la presse alarmiste ferait croire le contraire.

Dans un article du 9 janvier 2020, Joel Kotkin, un spécialiste des tendances économiques, sociales et politiques de la Chapman University d'Orange, en Californie, et auteur de plusieurs livres, relève que, jusqu'il y a encore quelques années, la nécessité de la croissance économique pour soutenir la société était presque universellement reconnue, y compris par les socialistes, bien que ces derniers se soient souvent montrés plus habiles à assurer leur pouvoir et leur propre bien-être que le progrès matériel et la prospérité du plus grand nombre.

Alors que, pendant des décennies, la croissance économique a considérablement rehaussé le niveau de vie de centaines de millions de personnes en Amérique du Nord, en Europe et en Asie et a largement pourvu à la stabilité sociale après les convulsions de la Seconde Guerre mondiale, de nos jours, nombreux sont ceux dans la

classe politique et le monde académique, y compris aux États-Unis, qui rejettent la notion même de progrès matériel en raison de préoccupations environnementales et d'équité sociale.

Le prix [Nobel américain d'économie Joseph Stiglitz](#) (auquel Éloi Laurent se réfère dans *Sortir de la croissance*) en fait partie, cela ne surprend pas. N'est-il pas, par contre, ahurissant qu'aucun candidat démocrate à l'élection présidentielle américaine n'a fait de la croissance économique une priorité incontestable ? Même Joe Biden, considéré comme un démocrate modéré, s'est engagé à supprimer tout recours aux combustibles fossiles et à instaurer une politique « verte », s'étonne en substance Joel Kotkin, pourtant lui-même catalogué comme libéral progressiste.

Que l'on ne s'y trompe pas, le fondamentalisme écologiste s'écarte radicalement des fondements du matérialisme dialectique marxiste et nous force à entrer dans une ère de déclin économique à un moment où les taux de natalité et les évolutions démographiques devraient, au contraire, instiguer à soutenir la croissance.

Les travailleurs et les épargnants seront les premières victimes de la décroissance. C'est l'essence du message qu'adressa le secrétaire américain au Trésor, Steven Mnuchin, à la présidente de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde, lorsque cette dernière évoqua à Davos une modélisation de l'économie à 30 ans en fonction de son impact environnemental : « *So, if you want to put a tax on people, go ahead and put a carbon tax. That is a tax on hard-working people.* »

Ce faisant, ne nous leurrions pas, corrélation à l'appui, le PIB reste un précieux indicateur de bien-être et de progrès social, comme le suggère ce [tableau récapitulatif de l'indice SPI](#).

RANKING	COUNTRY	SPI	RANKING	COUNTRY	SPI	RANKING	COUNTRY	SPI	RANKING	COUNTRY	SPI
1	Norway	90.95	40	Barbados	77.89	79	Algeria	67.06	181	Malawi	50.52
2	Denmark	90.09	41	Uruguay	77.77	80	Ukraine	66.97	182	Cambodia	50.36
3	Switzerland	89.89	42	Argentina	76.86	81	Kyrgyzstan	66.64	120	Laos	49.34
4	Finland	89.56	43	Bulgaria	76.57	82	Morocco	66.04	121	Nigeria	49.20
5	Sweden	89.45	44	Mauritius	74.88	83	Mongolia	65.60	122	Sierra Leone	49.09
6	Iceland	89.29	45	Romania	74.81	84	Botswana	65.58	123	Togo	48.58
7	New Zealand	88.93	46	Malaysia	74.17	85	Indonesia	65.52	124	Lesotho	48.44
8	Germany	88.84	47	Panama	73.96	86	Iran	65.35	125	Pakistan	48.20
9	Canada	88.81	48	Belarus	73.90	87	Lebanon	64.98	126	Djibouti	48.05
10	Japan	88.34	49	Brazil	72.87	88	El Salvador	64.65	127	Cameroon	48.04
11	Netherlands	88.31	50	Jamaica	72.58	89	China	64.54	128	Burkina Faso	47.82
12	Australia	88.02	51	Tunisia	72.33	90	Saudi Arabia	63.95	129	Democratic Republic of Korea	46.95
13	United Kingdom	87.98	52	Ecuador	71.88	91	Fiji	63.85	130	Liberia	46.67
14	Ireland	87.97	53	Serbia	71.59	92	Guyana	63.74	131	Zimbabwe	46.58
15	France	87.79	54	Albania	71.57	93	Bolivia	63.66	132	Mali	45.98
16	Luxembourg	87.66	55	Mexico	71.51	94	Philippines	63.40	133	Republic of Congo	45.67
17	Spain	87.47	56	Georgia	71.34	95	Ghana	61.75	134	Ethiopia	45.41
18	Portugal	87.02	57	Peru	71.31	96	Egypt	61.71	135	Mozambique	45.39
19	Belgium	86.77	58	Montenegro	71.16	97	Sao Tome & Principe	61.42	136	Madagascar	43.58
20	Austria	86.40	59	Armenia	71.14	98	Honduras	60.38	137	Angola	42.58
21	Slovenia	85.80	60	Colombia	70.28	99	Nepal	60.23	138	Mauritania	42.45
22	Italy	85.69	61	United Arab Emirates	69.84	100	Uzbekistan	59.83	139	Niger	41.74
23	Republic of Korea	85.61	62	Russia	69.71	101	Guatemala	59.67	140	Sudan	41.59
24	Czech Republic	84.36	63	Jordan	69.57	102	India	59.30	141	Guinea	40.59
25	Estonia	83.98	64	Qatar	69.37	103	Nicaragua	58.97	142	Burundi	39.09
26	United States	83.62	65	Sri Lanka	69.09	104	Senegal	58.59	143	Afghanistan	38.60
27	Singapore	83.23	66	Oman	69.08	105	Timor-Leste	55.80	144	Papua New Guinea	38.59
28	Cyprus	83.14	67	Republic of North Macedonia	68.92	106	Turkmenistan	55.57	145	Democratic Republic of Congo	36.77
29	Malta	82.63	68	Cabo Verde	68.55	107	Tajikistan	54.92	146	Eritrea	31.61
30	Greece	82.48	69	Kazakhstan	68.20	108	Bangladesh	54.8	147	Chad	28.79
31	Israel	81.44	70	Moldova	67.58	109	Kenya	53.58	148	Central African Republic	28.05
32	Lithuania	81.30	71	Turkey	67.49	110	Rwanda	52.96	149	South Sudan	24.44
33	Poland	81.25	72	Thailand	67.47	111	The Gambia	52.90			
34	Costa Rica	80.65	73	South Africa	67.44	112	Tanzania	52.69			
35	Slovakia	80.43	74	Cuba	67.42	113	Myanmar	52.65			
36	Latvia	80.42	75	Suriname	67.27	114	Comoros	52.04			
37	Chile	80.02	76	Bhutan	67.26	115	Eswatini	51.21			
38	Croatia	79.21	77	Paraguay	67.20	116	Benin	51.07			
39	Hungary	78.77	78	Dominican Republic	67.15	117	Côte d'Ivoire	50.56			

L'effondrement de la Chine n'a fait que commencer

Jim Rickards 3 février 2020

Le marché a rebondi aujourd'hui après la chute de 600 points du Dow Jones vendredi dernier. Mais nous n'avons pas fini d'entendre parler du coronavirus...

Nous sommes toujours dans une période de grande incertitude quant au coût humain et économique de la pandémie et à l'ampleur de la pandémie elle-même.

Au moment où j'écris ces lignes, plus de 17 000 cas ont été signalés. Sur ce nombre, 362 décès ont été enregistrés et 487 personnes se sont rétablies. Les quelque 16 200 cas restants sont à divers stades de traitement et leur issue est incertaine.

Néanmoins, le taux de mortalité de 2 % enregistré jusqu'à présent est comparable à celui de la pandémie de grippe espagnole de 1919-20, qui a finalement fait environ 50 millions de victimes.

Près de 99 % des cas signalés se trouvent en Chine, dont 62,5 % dans les environs de Wuhan, une grande ville de plus de 11 millions d'habitants.

Mais la maladie s'est propagée (principalement par les voyages aériens depuis la Chine ou par contact avec des voyageurs chinois). Il y a 20 cas au Japon, 19 cas en Thaïlande et 18 cas à Singapour. Aux États-Unis, 11 cas ont été signalés à la date de ce matin.

Il faut souvent six mois ou plus aux laboratoires pour découvrir un remède ou un traitement efficace contre un virus de ce type.

Dans l'intervalle, la quarantaine est la méthode la plus efficace. Mais comment mettre en quarantaine une ville de 11 millions d'habitants, sans parler d'un pays de 1,3 milliard d'habitants ?

Il est très difficile de prévoir les taux de croissance. Mais si le virus reste sur sa trajectoire de croissance actuelle, plus de 100 millions de personnes pourraient être infectées d'ici la fin de ce mois seulement.

De nombreux pays ont interdit les arrivées en provenance de Chine et les principales compagnies aériennes ont interrompu leurs vols vers la Chine. Cela aide, mais le virus continue de se propager.

Tout cela arrive à un moment qui devrait être une période de grande joie en Chine - le Nouvel An lunaire. Si vous pouvez imaginer une fête de Noël de deux semaines, c'est à peu près l'ampleur de celle-ci.

Si l'issue médicale à long terme est incertaine, les dommages économiques à court terme ne le sont pas. Et la Chine ne peut pas se permettre un revers économique durable.

L'économie chinoise subit déjà des dommages extrêmes.

Son économie de consommation est au point mort, les gens restant chez eux et évitant les transports publics, les magasins et les restaurants. L'épicentre du virus, Wuhan, est la capitale de la province chinoise du Hubei, un centre manufacturier essentiel qui représente 4 % du PIB chinois.

Elle ressemble maintenant à une ville fantôme.



De nombreuses autres grandes villes chinoises ont été fermées, les citoyens n'étant pas autorisés à partir et les systèmes de transport étant fermés.

Le tourisme est mort et de nombreuses entreprises exigent que les cadres annulent leurs voyages en Chine jusqu'à nouvel ordre.

Cette mesure intervient à un moment où l'économie chinoise ralentissait de toute façon. Et certains économistes prévoient que le taux de croissance de la Chine pourrait chuter de deux points de pourcentage ce trimestre. Cela se traduirait par une perte de croissance d'environ 62 milliards de dollars.

Pendant ce temps, les actions chinoises ont rapidement chuté de plus de 8 % en quelques minutes ce matin, après avoir été fermées pendant plusieurs jours.

Des mesures de relance sous forme d'assouplissement monétaire sont actuellement à l'essai. La Banque populaire de Chine (PBOC) a déclaré qu'elle achèterait 1,2 trillion de yuans (173 milliards de dollars) d'obligations à court terme pour ajouter des liquidités au système financier.

Mais le montant net de liquidités qui entrera dans le système est en fait beaucoup plus faible.

Selon les données de la PBOC, plus de 1 trillion de yuans (22 milliards de dollars) d'autres obligations à court terme sont arrivées à échéance aujourd'hui. Le montant net des liquidités entrant dans le système est donc en fait nettement inférieur à ce qu'indique le chiffre brut.

Et il est peu probable que le stimulus fonctionne en raison des niveaux d'endettement très élevés de la Chine. Le ratio dette/PIB de la Chine, par exemple, est d'environ 310 %, ce qui est étonnant.

Les recherches des économistes Ken Rogoff et Carmen Reinhart démontrent de manière convaincante qu'une fois que la dette dépasse 90 % du PIB, il est impossible de s'en sortir par la croissance. Là encore, le ratio dette/PIB de la Chine est beaucoup, beaucoup plus élevé.

Espérons que le coronavirus sera bientôt maîtrisé. Malheureusement, les dommages causés à l'économie chinoise se produisent déjà et persisteront même si le virus est bientôt sous contrôle.

Et étant donné l'impact de la Chine sur l'économie mondiale, le reste du monde en souffrira.

Ca tangué sur les devises, la livre sterling sérieusement brassée

rédigé par [Philippe Béchade](#) 3 février 2020

La séance est animée non seulement par la publication de très bons chiffres d'activité aux Etats Unis (forte hausse de l'ISM manufacturier de janvier), ce qui soutient le [dollar](#) (+0,4% à 1,1045/E) mais également par une **escalade des tensions entre [Boris Johnson](#) et Michel Barnier, le négociateur en chef de l'Union européenne, ce qui plombe la [livre sterling](#).**

La devise britannique chute de -1,05% face à l'[euro](#) (sous 84,9) et même de -1,45% face au billet vert, à 1,3015\$.

Le maintien un peu inattendu du taux d'intérêt directeur de la Banque d'Angleterre la semaine dernière a soutenu dans un 1er temps la devise britannique... mais les incertitudes sur les futures relations commerciales et

douanières avec l'euro reviennent sur le devant des préoccupations : le ton s'est durci ce lundi entre le bouillonnant Premier ministre britannique et Michel Barnier.

Pour Boris Johnson, "Brexit means Brexit"

Le négociateur européen a indiqué vouloir proposer un accord commercial "très ambitieux" (sous-entendu aux conditions de l'UE) mais a également prévenu que l'UE n'accepterait pas de voir émerger à sa porte une économie dérégulée qui profiterait "d'avantages concurrentiels déloyaux".

Boris Johnson a rétorqué qu'il n'était plus question d'accepter la prolongation à l'identique des règles fixées jusqu'à présent par l'UE : "Brexit means Brexit".

De l'huile dans les rouages financiers (1/2)

rédigé par [Brian Maher](#) 4 février 2020

Les opérations de repo menées par la Fed ces derniers mois sont titanesques – de quoi faire pâlir les sommes injectées lors de la crise de 2008. Pourtant, personne ne s'affole...



« Etre journaliste, c'est couvrir les événements importants », déclara un jour un plaisantin... « en leur mettant un oreiller sur le visage ».

Un titanesque plan de sauvegarde du système bancaire se poursuit sans donner de signe d'épuisement.

La presse financière grand public s'est saisie d'un oreiller, l'a placé sur cet événement important... et a appuyé des deux mains avec une énergie meurtrière.

Aujourd'hui, nous nous libérons de son emprise... et prenons une grande bouffée d'oxygène, dont nous avons désespérément besoin.

Je vous parle bien sûr du soutien apporté par la Réserve fédérale au marché des *repos*.

Quelle est la taille exacte du plan de sauvegarde en question ? Son montant total pourrait-il dépasser celui des renflouements accordés à l'industrie financière entre 2007 et 2010 ?

Voici les réponses, aussi insaisissables que la brume du matin.

Marché des *repos* : quézaco ?

Commençons par un petit rappel sur ce qu'est le marché des *repos* :

Les institutions financières empruntent et prêtent de l'argent selon leurs besoins sur les marchés monétaires au jour le jour.

Ces activités d'emprunts et de prêts à court terme prennent la forme de « *repos* », ou accords de rachat (*repurchase agreements* en anglais).

Si une entreprise souhaite emprunter de l'argent, elle se tourne vers le marché des *repos* et tend son chapeau.

En guise de caution, elle propose des titres de haute qualité, comme des bons du Trésor. Une autre institution financière, satisfaite par cette caution, accepte alors de prêter la somme au jour le jour.

Le lendemain, l'emprunteur « rachète » la caution proposée initialement... et rend l'argent emprunté (en y rajoutant de petits intérêts).

Le marché des *repos* est l'huile dans les rouages du système financier. Si cette source de lubrification devait se tarir, le système se gripperait, soudainement et violemment.

Pourtant, le marché des *repos* passe presque totalement inaperçu. Il ronronne tranquillement ; c'est la routine, le bruit de fond derrière le vacarme étourdissant du marché boursier.

Selon Alexander Saeedy, dans *Fortune* :

« L'un des éléments de tuyauterie les plus essentiels à l'alimentation du marché financier mondial fonctionne généralement si bien qu'il est oublié par les observateurs financiers. C'est le marché des repos... »

« Le marché des *repos* est au centre du système financier des Etats-Unis, mais il est souvent mal compris, même par la plupart des gens qui travaillent dans la finance, » ajoute un autre observateur, du nom de John Carney.

Tout cela peut-il vraiment être une coïncidence ?

La Bourse a connu une magnifique progression ces dernières semaines – même si le coronavirus est venu lui mettre quelques bâtons dans les roues récemment.

Les grands médias en attribuent tout le crédit à une trêve dans la guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis (sans oublier [le nouvel accord commercial négocié avec ses voisins d'Amérique du Nord](#)). Quelques données économiques très enthousiasmantes publiées récemment en ont accéléré le rythme.

Nous trouvons pourtant tout cela fort suspect. Voyons cela d'un peu plus près...

En septembre 2019, la liquidité du marché des *repos* a commencé à s'évaporer. La branche new-yorkaise de la Réserve fédérale s'est précipitée sur les lieux avec les lances à incendie.

Venons-en au fait crucial suivant :

Le 11 octobre, la Réserve fédérale a annoncé son intention d'acheter chaque mois 60 Mds\$ de bons du Trésor US.

Mirabile dictu... le marché boursier s'est immédiatement envolé.

Pour faire simple, le marché a attendu, pour s'emballer, que la Réserve fédérale ait lancé un « QE *light* ».

Au total, la Réserve fédérale a ajouté 400 Mds\$ à son bilan ces quatre derniers mois — soit un taux annualisé de 1 200 Mds\$.

La Réserve fédérale proteste, nie, affirmant qu'il n'y a pas le moindre assouplissement quantitatif, sous aucune forme, ah non, ça, jamais.

Son bilan indique tout autre chose, cependant...

Un océan de liquidité

L'échelle de cette opération est vertigineuse, titanesque, stupéfiante.

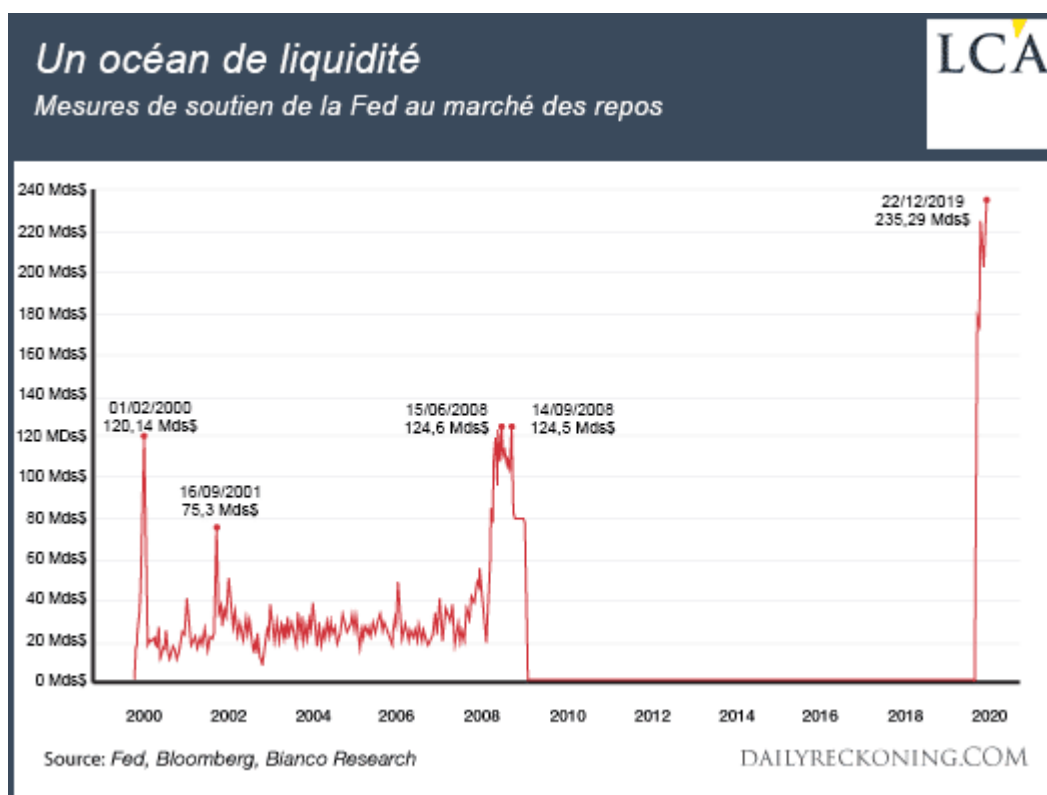
Comparons avec l'histoire récente. Commençons par voir ce qui s'est passé en 1999...

En prévision du passage à l'an 2000, la Fed avait investi 120 Mds\$ pour soutenir le marché des *repos* – afin de se préparer à la menace d'un éventuel « bug ».

Elle a également étayé ce marché après le 11 septembre 2001... et pendant la Grande crise financière.

Ces opérations font figure de crevettes à côté du cachalot actuel.

La Réserve fédérale dépense aujourd'hui des sommes à faire pâlir tous les exemples précédents. Voyez un peu :



Le montant du plan de sauvegarde du marché des *repos* va-t-il dépasser celui, pourtant déjà colossal, du plan de sauvegarde de Wall Street après la grande crise financière de 2008 ?

C'est ce que nous verrons dès demain...

La Chine, en route pour la dictature

rédigé par [Bruno Bertez](#) 4 février 2020

La crise du coronavirus aggrave des tensions déjà vives – qui jouent sur un système prisonnier de ses propres contradictions.



Comme prévu, Shanghai a perdu 8% environ lors de la réouverture de ses marchés. Inutile d'épiloguer sur cette baisse, elle est normale – tout comme l'est l'intervention autoritaire, par la suite, du gouvernement chinois : il est là pour cela.

La Chine est un système où tout est faux. Toutes les valeurs sont fausses, depuis les salaires jusqu'au prix des logements en passant par les taux et la monnaie. La Chine s'enfonce dans un maillage de valeurs fausses comme le fit l'URSS en son temps – et c'est intenable sur la durée.

Le système chinois est condamné, car il est pris dans une formidable contradiction.

D'un côté, pour croître et ne pas tomber en faillite, il doit récupérer des devises et s'ouvrir sur l'extérieur, c'est son oxygène.

De l'autre côté, en s'ouvrant sur l'extérieur, il s'expose à la normalisation, à l'égalesation des valeurs domestiques et internationales sur tous les points.

Le choc sera terrible.

En route pour la dictature

La fermeture est interdite car elle asphyxie... mais l'ouverture fissure les valeurs intérieures, fragilise le pouvoir et les institutions. L'ouverture et la libéralisation étaient déjà finies depuis le dernier Congrès, mais ici, il va falloir régresser.

La ligne va être celle du raidissement autoritaire, des contrôles, voire de la répression. Le tout aussi bien en intérieur qu'en extérieur.

Le système est condamné. Question de temps maintenant. En attendant, Xi va s'enfoncer dans la dictature.

Ce qui est en jeu et en première priorité, donc, c'est : la légitimité de Xi et du Parti. Tout le reste n'est que billevesées occidentales.

L'alerte est chaude, et Xi a choisi le système du bouc émissaire.

Il rejette toute responsabilité et l'impute aux autorités locales ; pour en administrer la preuve les sanctions pleuvent.

C'est de la faute des autres... et en particulier des étrangers

Xi commence aussi depuis hier à désigner le comportement des Etats-Unis et des Occidentaux qui, au lieu d'aider son pays, le mettent en quarantaine, aggravant ainsi les difficultés économiques et mettant en danger la stabilité financière, selon lui.

Il va falloir arroser de crédit, ré-augmenter le levier, refaire un tour de fragilisation du crédit – bref, il va falloir rechuter et bétonner.

Attendez-vous à du tassage sur le change...

Les gouvernements étrangers, quant à eux, vont prendre des mesures de soutien et certainement surréagir. Tout cela va plaire aux marchés dans un premier temps, puis s'avérer nocif dans un second... mais nous n'en sommes pas encore là.

Apocalypse Now ?

rédigé par [Bill Bonner](#) 4 février 2020

On ne sait pas le tour que va prendre l'épidémie de coronavirus... mais les autorités sont de toute façon en posture de faiblesse : cela ne va rien arranger.



La ville de Golden, dans le Colorado, abrite deux institutions importantes : la brasserie Coors... et l'Ecole des Mines du Colorado.

L'un de nos fils y réside, profitant des deux – et nous sommes allé lui rendre visite la semaine dernière.



Golden au petit matin

Trois des passagers dans l'avion qui nous y menait – un Chinois, deux Américains – portaient des masques jetables. Avaient-ils peur du coronavirus ? Ou bien de le transmettre à d'autres ? Nous n'en savions rien. Mais chaque fois que quelqu'un toussait ou éternuait, nous sursautions.

Vacances à sensation

Si vous êtes en quête de sensations pour pas cher, il est temps d'aller en Orient. Selon nos sources, les hôtels, les vols et les restaurants en Chine sont en soldes.

Un aller-retour New York/Beijing, qui coûte généralement environ 2 500 \$, est désormais à 495 \$. Les centres commerciaux sont calmes. Il paraît que les hôtels se vident. Les restaurants cherchent désespérément des clients.

Les touristes quittent le pays – et les Chinois aussi, ce qui génère un syndrome supplémentaire : une « hausse du racisme anti-chinois ». C'est du moins ce que nous dit le site News.com, en Australie, rapportant que le coronavirus...

« ... 'enflamme les préjugés existants au sein de la communauté', selon le chercheur Yun Jiang, co-éditeur de la lettre China Neican.

'Si bien que maintenant, les gens qui ont peut-être déjà des préjugés ont soudain une excuse pour se livrer à des comportements et des remarques racistes'. »

En Corée du Sud, un certain nombre de sociétés refusent de servir les clients chinois et mettent dans leur vitrine un panneau indiquant « Interdit aux Chinois ».

Est-ce la fin du monde ?

« Où est-ce que tout ça nous mène ? » avons-nous demandé à un ami, [paraphrasant Donald Trump](#) pour satisfaire notre curiosité sur le coronavirus.

« On ne peut jamais savoir », nous a-t-il prudemment répondu. « Après tout, la grippe espagnole, après la Première guerre mondiale, a tué jusqu'à 100 millions de personnes partout dans le monde. Si cela se reproduisait aujourd'hui, le compte pourrait approcher les 500 millions. Qui sait ?

« Nous avons progressé dans le traitement des maladies. Mais les virus évoluent vite – et parfois, il n'y a pas de bonne manière de les traiter. Nous avons des antibiotiques contre les infections bactériennes, mais nous ne pouvons pas faire grand'chose contre les virus. Au Moyen-Age, la peste septicémique tuait quasiment quiconque l'attrapait. Il n'existe toujours pas de traitement, d'ailleurs.

« La grippe espagnole a tué les personnes les plus saines. Les jeunes. Avec des systèmes immunitaires solides. Le virus capturait leur système immunitaire et le retournait contre son hôte.

« Aujourd'hui, nous avons des systèmes de santé publique bien plus développés – et beaucoup plus de moyens de contrôler les gens. Dans certains aéroports, on doit déjà traverser un détecteur de chaleur – comme un détecteur de métaux, mais qui indique si on a de la fièvre. Si oui, on vous met à part pour être examiné.

« Et de nos jours, le gouvernement peut mener la lutte contre un virus comme si c'était une guerre. Il peut verrouiller des aéroports, des villes, des régions... fermer les frontières... et déclarer que les rassemblements publics sont illégaux. On pourrait repousser des élections. Fermer les stations-service pour éviter que les gens voyagent. Je ne dis pas que c'est ce qu'ils vont faire. Mais ils le pourraient. Et si le virus était assez dangereux, un tel verrouillage aurait le soutien de la plupart des gens.

« Mais on ne peut pas mettre les gens sous clé trop longtemps. Ils doivent se nourrir. Les rayons doivent donc être remplis. Les gens doivent aller au supermarché. Il leur faut donc du carburant... et les camions de livraison doivent pouvoir rouler.

« C'est pour ça que les investisseurs sont nerveux – ou en tout cas qu'ils devraient l'être. Personne ne sait si ce virus peut être contenu. On dit qu'il tue trois personnes sur 100 qui l'ont contracté. Ainsi, si 100 millions d'Américains tombaient malades, ça ferait trois millions de morts. Pas grand'chose en termes de survie de l'espèce... mais ça pourrait faire mal au niveau des ventes et des profits. »

Une seule réponse...

Chute des ventes, chute des profits ? Que ferait la Réserve fédérale ? Une seule réponse : l'inflation !

Mais [comme nous l'avons vu](#), les cambriolages ne se passent pas toujours comme prévu. On planifie un casse n'utilisant « ni armes, ni violence, et sans haine »... pour finir avec des cadavres et des otages sur les bras. Parfois, les choses tournent mal.

L'inflation est toujours et partout une arnaque. Et souvent, elle échappe à tout contrôle.

Comme Von Havenstein, [on prévoit un peu d'inflation pour répondre à une urgence](#)... et le temps de dire ouf, on se retrouve à imprimer 500 quintillions de marks allemands.

Comment est-ce que de telles choses arrivent ? D'abord petit à petit... et puis tout d'un coup.

Surplace et zombies

Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras. En cas d'épidémie, il vaut peut-être plus que trois tu l'auras. Pourquoi ? Parce que les chances de récupérer votre argent diminuent rapidement.

Les consommateurs deviennent un peu nerveux eux aussi.

La Fed a annoncé mercredi dernier qu'elle fournirait tout le *cash* dont les consommateurs, les entreprises et les investisseurs ont besoin. Mais dans une situation d'inflation réelle, la quantité de *cash* nécessaire est infinie.

Les prix grimpent. Ensuite, les consommateurs ont besoin de toujours plus d'argent simplement pour faire du surplace. Les autorités impriment plus. Les prix grimpent plus.

A tout moment, le niveau courant des prix dépend du niveau courant de l'inflation. Si l'on arrête d'augmenter la masse monétaire... le système s'effondre.

Le monde compte actuellement plus de 12 500 Mds\$ de dette avec des taux d'intérêt négatifs. Le marché boursier US frôle des sommets record, mais environ 14% des entreprises, dont certaines des plus grosses, sont des « zombies » – ce qui signifie qu'elles ne gagnent pas assez pour couvrir les intérêts sur leur dette.

Le gouvernement américain ne peut pas couvrir ses dépenses, lui non plus ; la Fed imprime 1 000 Mds\$ par an pour l'aider.

Ah oui et... un virus tueur fait des ravages.

Nous ignorons ce qui va arriver, mais nous doutons qu'un masque jetable suffise à nous sauver.